

International.....	2	Placements.....	17
France.....	5	Aujourd'hui.....	20
Société.....	8	Météorologie.....	23
Carnet.....	11	Jeux.....	25
Abonnements.....	11	Culture.....	24
Horizons.....	12	Guide culturel.....	26
Entreprises.....	16	Radio-Télévision.....	27

KOSOVO L'ouverture de la conférence de Rambouillet sur le Kosovo, prévue samedi 6 février, a été retardée de quelques heures en raison du refus des autorités serbes

de laisser des représentants de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) quitter Pristina. En fin de matinée, l'OSCE semblait sur le point d'obtenir l'accord de Belgrade pour per-

mettre ce départ. **LES SERBES** ont déclaré, vendredi, notamment par la voix du chef de leur délégation, Ratko Markovic, qu'ils ne négocieraient pas avec les « terroristes » de l'UCK.

L'ARMÉE DE LIBÉRATION du Kosovo, surgie en quelques mois, est devenue aujourd'hui un élément central du dossier, à la fois par l'hostilité qu'elle provoque du côté

serbe, par sa revendication de jouer le rôle de leader au sein de la délégation albanaise et par les divergences qu'elle suscite parmi les pays du Groupe de contact.

Le refus serbe de négocier avec l'UCK menace les pourparlers de paix

Le départ de la délégation albanaise pour la conférence de Rambouillet a été retardé en raison du refus des autorités serbes de laisser les représentants de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) quitter Pristina. Belgrade déclare ne pas vouloir discuter avec des « terroristes »

LES ORGANISATEURS de la conférence de Rambouillet sur le Kosovo ont pu vérifier l'extrême difficulté de l'entreprise dans laquelle ils se sont engagés dès avant l'ouverture des pourparlers prévue pour samedi 6 février en début d'après-midi.

La délégation albanaise qui, comme les délégués serbes avait dû gagner Paris, vendredi, était en effet encore bloquée à Pristina, la capitale du Kosovo, samedi matin. Alors qu'un appareil de transport Hercules C-130, déposé par Paris, attendait, sur le tarmac de l'aéroport, les dix-sept représentants de la communauté albanaise, la police serbe refusait de laisser partir ceux d'entre eux qui sont membres de l'Armée de libération du Kosovo (UCK), arguant du fait qu'ils n'avaient pas de papiers en règle. Les autres représentants albanais refusaient de quitter Pristina sans la délégation au complet.

Vendredi soir, le ministre français des Affaires étrangères, Hubert Védrine, ne se prononçait pas sur ce qu'il adviendrait si les autorités serbes maintenaient leur obstruction : « Nous verrons demain ». Le négociateur américain, Christopher Hill, indiquait de son côté : « Il est

absolument essentiel que l'ensemble de la délégation kosovare vienne à Paris. Nous allons insister pour cela et nous espérons que leur départ est proche ». Les tractations engagées, vendredi, par la Mission d'observation de l'OSCE avec les autorités serbes ont finalement abouti samedi matin.

PREMIER INCIDENT

En outre, les déclarations faites vendredi par différents responsables serbes sont de mauvais augure. Belgrade a finalement nommé, en fin de matinée, le 5 février, une équipe de négociateurs pour Rambouillet, dirigée par le vice-premier ministre de Serbie, Ratko Markovic, et qui comprend, outre huit représentants de minorités non-albanaises vivant au Kosovo, Vladan Kutlesic, l'émissaire spécial du président yougoslave Slobodan Milosevic, et Nikola Sainovic, vice-premier ministre de la République fédérale de Yougoslavie. A peine arrivée à Paris, cette délégation proclamait son refus de négocier avec l'UCK. « Nous ne négocierons pas avec la soi-disant Armée de libération du Kosovo. Nous la considérons comme terroriste et hors-la-loi ; nous n'avons rien à négocier avec

elle », déclarait M. Markovic lors d'une conférence de presse. Alors qu'on lui demandait pourquoi il avait attendu d'être arrivé à Paris pour faire cette déclaration, le chef de la délégation serbe répondit qu'il n'avait pas été informé de la présence prévue de l'UCK à Rambouillet : « Nous ne savons pas où cela a été prévu ; rien de tel ne figure dans les documents du Groupe de contact ».

Au même moment à Belgrade, le porte-parole du Parti socialiste serbe (SPS) de Slobodan Milosevic

confirmait que la délégation serbe « ne négociera pas avec des assassins et des terroristes » et qu'elle n'accepterait de discuter qu'« avec les représentants de partis politiques albanais ».

Ce premier incident risquait d'autre part d'exacerber les tensions au sein du Groupe de contact, organisateur de la conférence de Rambouillet, qui rassemble les représentants de la Russie et de cinq pays occidentaux (États-Unis, France, Allemagne, Grande-Bretagne, Italie). En dépit des procla-

mations d'unité et des efforts effectivement déployés pour dégager entre eux un consensus, ces pays ont des approches différentes sur plusieurs points majeurs du dossier kosovar, parmi lesquels le traitement à réserver à l'UCK. Une réunion du Groupe de contact a encore eu lieu, vendredi soir, sur le projet de règlement à mettre sur la table des négociations, qui doit définir les grandes lignes d'un statut d'« autonomie substantielle » pour le Kosovo mais dont certains aspects faisaient encore débat.

UN CALENDRIER DE RETRAIT

Selon le *Financial Times*, l'une des dernières versions du plan stipule que tous les groupes paramilitaires, notamment les séparatistes de l'Armée de libération du Kosovo, devront être dissous dans les trois mois suivant la signature de l'accord, tandis que la Serbie devra réduire immédiatement ses forces de police dans la province à 2 500 hommes sur un total estimé aujourd'hui à 10 000. La mission de vérification de l'OSCE devra établir un calendrier de retrait des forces de police serbes restantes tandis que sera mise sur pied une police kosovare. L'armée fédérale yougo-

slave ne pourra disposer que de 1 500 soldats, répartis en trois garnisons le long de la frontière avec l'Albanie et la Macédoine. Selon le journal britannique, les médiateurs occidentaux espèrent surmonter les objections serbes à la conclusion d'un accord et au déploiement de troupes de l'OTAN au Kosovo en réduisant les sanctions internationales qui pèsent sur Belgrade et en garantissant que l'UCK ne pourra pas s'emparer du pouvoir.

Samedi matin, le chef de la diplomatie britannique, Robin Cook, qui doit co-présider la conférence de Rambouillet avec Hubert Védrine, disait avoir « l'impression » que Belgrade était sur le point de revenir sur son refus de laisser les représentants de l'UCK venir à Rambouillet. Les deux ministres devaient en principe ouvrir la conférence dans l'après-midi, après la venue du président de la République, Jacques Chirac, à Rambouillet pour « appeler solennellement les négociateurs serbes et albanais à faire désormais le choix de la paix », selon les termes de son porte-parole.

Claire Tréan
(avec AFP et Reuters.)

30 000 soldats de l'OTAN mobilisés

La force de paix chargée de garantir un éventuel accord entre Belgrade et les indépendantistes pourrait mobiliser quelque 30 000 militaires, dont 6 000 Britanniques, 5 000 Français et 3 000 Allemands. La participation américaine pourrait atteindre 2 000 à 4 000 soldats. Des contingents venus de Russie et d'autres pays d'Europe de l'Est sont aussi attendus.

Le format définitif de la force dépendra étroitement de sa mission. Le responsable militaire au plus haut niveau de l'opération sera le commandant suprême des forces alliées en Europe, le général américain Wesley Clark, déjà patron de la SFOR en Bosnie. Sur le terrain, le commandement reviendra au pays qui fournira le plus gros contingent, autrement dit à la Grande-Bretagne, qui a mis 8 000 militaires en alerte. En raison de l'hiver et des faibles infrastructures routières et d'accueil dans la province serbe, l'envoi de cette force devrait prendre plusieurs semaines. — (AFP)

Trois négociateurs aux positions très éloignées



RATKO MARKOVIC

Un fidèle de M. Milosevic

sciences techniques, conseiller municipal de sa ville natale de Bor, il est aussi l'un des principaux conseillers de Milosevic dans le domaine des relations internationales.

Vladan Kutlesic, quarante-quatre ans, autre vice-premier ministre yougoslave, est lui l'auteur de la Constitution fédérale yougoslave. Il était conseiller de Milosevic pendant sa présidence de la Serbie et l'envoyé spécial de ce dernier au Kosovo. Ses détracteurs le disent tranchant et sarcastique.

Vladimir Stambuk - vice-président du Parlement serbe - est originaire de Split, en Croatie. Agé de cinquante-six ans et diplômé de sciences politiques de l'université de Belgrade, il est professeur de cybernétique et de technologie de l'information. Il est l'un des cofondateurs de la Gauche yougoslave, le parti politique de l'épouse de Slobodan Milosevic, Mira Markovic.

Vojislav Zivkovic dirige, lui, le Parti socialiste serbe au Kosovo depuis le début des années 1990. Député aux Parlements serbe et yougoslave, il a été longtemps correspondant à Pristina (capitale du Kosovo) du quotidien de Belgrade, *Politika Ekspres*.

Les autres membres de la délégation représentent les minorités ethniques (turque, musulmane, égyptienne, rom, etc.) au Kosovo. En désignant leur équipe aux pourparlers de Rambouillet, les autorités serbes ont déclaré que 600 000 habitants du Kosovo n'étaient pas des Albanais de souche. Elles insistent sur la participation de toutes les communautés ethniques aux discussions. Belgrade souhaite par ailleurs un recensement dans la province.

Ratko Markovic sera accompagné à Paris par un autre vice-premier ministre, celui de la République fédérale de Yougoslavie (dont la Serbie est une composante au même titre que le Monténégro) : Nikola Sainovic est âgé de cinquante et un ans. Diplômé de



IBRAHIM RUGOVA

L'indépendantiste pacifique

une petite maison basse sans étage - l'ancien club des écrivains - dans laquelle une minuscule pièce lui sert de bureau. Seules coquetteries visibles, en dehors de son écharpe dont il ne se sépare pratiquement jamais : la photo de sa rencontre avec Jean Paul II et son diplôme universitaire parisien qui trônent dans la salle de réunion jouxtant son bureau. Seul luxe apparent, la puissante limousine allemande qu'il utilise pour ses déplacements.

UN ENJEU PERSONNEL

Toujours courtisé, l'homme est cependant inflexible dans l'organisation et le contrôle d'un parti dont le but reste l'indépendance du Kosovo. Autre constante : Ibrahim Rugova prêche le dialogue et la non-violence, et s'oppose - aujourd'hui encore - à tout recours aux armes. Malgré la multiplication des affrontements armés, il conserve une réelle autorité dans la population albanaise. Son principal opposant lui-même, Adem Demaj (UCK), admet que « personne ne conteste sa légitimité ».

La dérive sanglante qui s'est installée dans la province a cependant quelque peu fragilisé sa position face à l'impatience grandissante d'une partie de la population albanaise. Les jeunes - surtout - commencent à douter du bien-fondé de la stratégie non-violente de leur dirigeant face à la détermination des autorités serbes. La rencontre de Rambouillet représente donc aussi pour Ibrahim Rugova, souvent surnommé le « Gandhi du Kosovo » un enjeu personnel d'importance.

Denis Hautin-Gutraut



JAKUP KRASNIQI

Le combattant porte-parole

ce qu'il rejoignait les rangs de l'UCK. Peu de temps auparavant, il avait renoncé à ses fonctions au sein de la présidence de la LDK pour rejoindre la LDSH. Diplômé de littérature albanaise, il est considéré par les diplomates occidentaux comme l'une des personnalités les plus ouvertes de la direction de l'UCK. Lui aussi a passé plusieurs années en prison.

Hashim Taçi, surnommé « Gjakperi » (« Le serpent »), est chef de la direction pour les relations politiques de l'UCK. Universitaire amoureux de littérature, il passe pour très ambitieux.

Azem Sylja, également membre des Marxistes-léninistes du Kosovo, a été condamné à cinq ans de prison en 1981. Répondant au nom de guerre de « Grand oncle », il a la réputation d'être un extrémiste virulent, selon des sources albanaises. La police serbe le soupçonne d'avoir participé en 1993 à Glogovac à un attentat au cours duquel trois policiers ont été tués et cinq autres blessés. Certains Kosovars le considèrent comme le véritable chef de l'UCK. Son frère, Gani, serait le chef d'une organisation extrémiste albanaise en Europe occidentale.

Xhavit Haliti, seul des cinq à ne pas être de la Drenica, est originaire de Pec, une ville de l'ouest du Kosovo et serait l'un des fondateurs de l'UCK. Il aurait vécu ces dernières années en Suisse, où il a été victime d'un attentat au début des années 90.

C. Ct.

Et pour deux, c'est à moitié prix ? Parfaitement.

A l'occasion de la St Valentin, SAS vous fait un beau cadeau : deux billets au prix d'un seul ! Cette offre est valable sur les vols SAS au départ de Paris, Strasbourg, Lyon, Nice, Marseille, Bordeaux et Toulouse à destination de la Scandinavie et de la Finlande. Conditions : réservation entre le 1er et le 13 février 1999 et voyage entre le 8 et le 21 février 1999. Réservation auprès de votre agence de voyages ou de SAS : 0 801 25 25 25. Minitel : 3615 FLY SAS (2,23 Ffr/min) - Internet : <http://www.sas.se>. SAS Paris : 18, bd Malesherbes - 75008 Paris.

L'esprit Scandinave

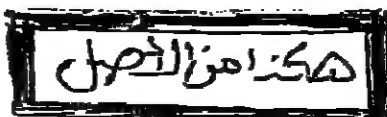


De l'autonomie à l'intégration à la Serbie

● 1974. La nouvelle Constitution yougoslave, inspirée par le maréchal Tito, accorde au Kosovo (peuplé en majorité d'Albanais de souche) et à la Voïvodine (où vit une forte minorité hongroise), le statut de « provinces autonomes » au sein de la République de Serbie. Le Kosovo dispose d'une présidence, d'un Parlement et d'un gouvernement local représenté au sein de la présidence fédérale à Belgrade.

Après la mort de Tito, en 1980, les Kosovars revendiquent progressivement le statut de « nation constituante de la Yougoslavie » et de république. ● 1989. Slobodan Milosevic, le président de la Serbie lance une campagne nationaliste lors du rassemblement de plusieurs centaines de milliers de Serbes à Kosovo Polje, à l'occasion du six centième anniversaire de la bataille du Champ des merles

(perdue) contre les Turcs. Un an plus tard, Belgrade proclame la dissolution du pouvoir local albanais et abolit le statut d'autonomie de la province. Les Albanais de souche mettent en place un Parlement clandestin et proclament une « République ». En 1991, ils organisent un référendum - non reconnu par Belgrade - sur l'indépendance : le « oui » l'emporte avec 99 % des voix, affirment-ils.



Les acteurs des pourparlers



DELEGATION ALBANAISE
17 membres dont :
- Ibrahim Rugova, président de la Ligue démocratique du Kosovo (LDK) accompagné de Bajram Rugova, son frère, Edita Tahiri et Ismet Agaçi
- Ramëz Ogaçi, président du Mouvement démocratique unifié, accompagné de Hajrullah Hyseni, Mehmet Ramić et Bajram Rugova
- L'UCK est représentée par le Taçi, J. Krasniqi, X. Haxhi, S. Bajë et A. Syta
- Trois personnalités albanaises indépendantes : Veton Surroi, Shkëlzi Shkëti et Mark Krasniqi

Les pays participant au Groupe de contact sont : les États-Unis, la France, l'Allemagne, la Russie, le Royaume-Uni et l'Italie.

DELEGATION SERBE
conduite par le vice-premier ministre serbe Ratko Mladick. 13 membres dont :
- Vladimir Karić (ministre spécial des affaires pour le Kosovo)
- Nikola Stanković, vice-premier ministre de la RFY-Serbie et Monténégro
- Vladimir Stanković (vice-président du Parlement de Serbie)
- Volodimir Zivković (responsable du parti socialiste, chef du bureau de Serbie pour le Kosovo)
- Les autres membres sont des représentants des minorités non albanaises vivant au Kosovo ou de partis albanais proches du pouvoir serbe.

L'UCK, de la guérilla à la politique

GROUPUSCULE mystérieux il y a quelques mois encore, l'Armée de libération du Kosovo (UCK) revendique aujourd'hui un rôle de leader au sein de la délégation albanaise aux pourparlers de paix de Rambouillet. Force incontournable, si ce n'est contrôlable, l'UCK soulève des interrogations. Qui la dirige ? Quel est son degré d'organisation et d'équipement ? N'est-elle qu'un moyen pour parvenir à l'indépendance ou projette-t-elle de jouer un rôle politique dans un Kosovo devenu indépendant ?

L'Ushtrisë Çlirimtare të Kosovës (UCK) se manifeste pour la première fois en 1993 par l'assassinat de deux policiers serbes dans la Drénica, foyer historique du nationalisme albanais, à l'ouest de Pristina. De fin 1995 à fin 1997, elle revendique, par fax, des dizaines d'attentats antiserbes et contre des Albanais loyaux au régime de Belgrade. L'UCK gagne alors un surnom : l'« organisation-fax ». C'est le 28 novembre 1997 que trois combattants de l'UCK apparaissent physiquement, pour la première fois, à l'occasion des obsèques d'un Albanais, Halit Geci, « mort au combat ». Ils appellent à « la poursuite de la lutte pour la libération du Kosovo ». Le mythe est né.

En avril 1998, pourtant, le dirigeant albanais modéré Ibrahim Rugova n'exclut pas que l'UCK soit « une manœuvre des services secrets serbes », soupçonnés d'avoir créé une organisation qualifiée par Belgrade de « terroriste » pour mieux réprimer l'indépendantisme kosovar. « Les versions sur l'origine de l'UCK sont nombreuses et invérifiables », explique le journaliste et écrivain albanais Fatos Lubonja.

Selon la version la plus courante, l'UCK plongerait ses racines dans les cercles marxistes partisans, au Kosovo, du dictateur communiste d'Albanie, Enver Hoxha, dans les années 80. Le Mouvement populaire pour la République du Kosovo (LPRK), né de la fusion de quatre groupuscules nationalistes d'extrême gauche, dont nombre de militants ont émigré en Occident, aurait constitué le noyau dur de l'UCK en 1992 ou 1993 et lui fournirait ses cadres politiques.

Le tournant militaire intervient au début de 1998. Les forces serbes multiplient les attaques contre des villages, tuant des dizaines de Ko-

sovars. « Belgrade, en choisissant la politique du bâton, est le meilleur sergent recruteur de l'UCK », nous déclarait alors un diplomate occidental. La violence de la répression souligne l'impasse dans laquelle le pacifisme d'Ibrahim Rugova a été conduit par le président yougoslave, Slobodan Milosevic, à force de promesses non tenues. L'UCK propose une stratégie de revanche.

En quelques mois, ses effectifs passent de quelques centaines à plusieurs milliers de combattants. Au printemps 1998, elle affirme contrôler un tiers du Kosovo, sans jamais avoir remporté une seule bataille face à des forces serbes incomparablement mieux équipées et entraînées. Le temps de la reconnaissance internationale est venu.

IMPÔTS « VOLONTAIRES »

Le 24 juin, l'émisaire américain pour les Balkans, Richard Holbrooke, s'entretient à Junik, près de la frontière avec l'Albanie, avec deux combattants de l'UCK, dont Lum Haxhiu, réfugié depuis en Suède. Il raconte à Libération que Richard Holbrooke lui demande s'il existe un espace de négociation avec les Serbes. « Vous arrivez dix-sept ans trop tard », lui aurait-il rétorqué, en référence aux manifestations nationalistes de 1981, réprimées dans le sang par Belgrade. Sans doute les diplomates occidentaux réalisent-ils alors la difficulté de traiter avec cette organisation diffuse, ancrée dans une revendication, l'indépendance totale, dont la communauté internationale ne veut pas entendre parler. L'UCK dérange.

Les premières opérations policières serbes de l'hiver 1998 « lancent » l'UCK. L'offensive d'été, appuyée par des blindés de l'armée yougoslave, la renforce. Le 13 août, le mouvement désigne ses représentants politiques : Jakup Krasniqi (porte-parole), Hashim Taçi, Xhavid Haliti (tous trois présents à Rambouillet), Bardhyl Mahmudi, Fatos Mehmetaj et Sokol Bashota. Le même jour, l'ancien prisonnier politique Adem Demaçi devient son principal représentant politique. L'UCK se dote aussi d'un commandement unique qui coiffait six « régions militaires » afin de coordonner les actions des trois principaux

groupes basés dans la Drénica, vers Malishevo (centre-ouest) et entre Decani et Djakovica (le long de la frontière albanaise).

En quelques mois, l'UCK reprend le contrôle des campagnes. Organisation d'autodéfense – largement improvisée, à l'origine – elle s'est structurée, dotée de systèmes de communication performants et d'un armement léger mais moderne. Selon certains experts militaires, l'UCK compterait environ 10 000 hommes ; Adem Demaçi en revendique 35 000. Dans son numéro de janvier, l'hebdomadaire britannique spécialisé Jane's Intelligence Review affirme qu'« au printemps [l'UCK] pourrait rassembler 50 000 à 70 000 combattants, tous entraînés et équipés ». « Jusqu'au mois d'octobre, l'armement provenait principalement d'Albanie, où l'UCK dispose de camps d'entraînement. Depuis, les sources d'approvisionnement se sont diversifiées », observe M. Sinić, directeur de l'Institut de politique internationale et économique de Belgrade.

« Nous achetons des armes partout, y compris en Serbie », nous déclarait récemment le « commandant Rémi », qui assure diriger l'une des six régions militaires de l'UCK.

Pour cela, les diasporas albanaises, d'Allemagne et de Suisse principalement, sont mises à contribution par le biais d'impôts « volontaires » qui transitaient jusqu'à récemment encore... par le compte d'une association intitulée La patrie appelle. D'autres sources de financement seraient moins avouables. Selon l'Observatoire géopolitique des drogues, les Kosovars sont, depuis des années, très actifs dans le trafic de stupéfiants et d'armes. Ces réseaux mafieux, qui financent des investissements « civils » au Kosovo, ont été mis au service de la cause.

Après s'être imposée sur le terrain militaire, l'UCK débouche en force sur la scène politique. Le 22 janvier, elle a appelé tous les partis politiques kosovars à « stopper » leurs activités et à « se réunir » autour d'elle. Indirectement, elle signale à Ibrahim Rugova qu'elle le juge dépassé. Mais les intentions de l'UCK, au-delà de la sacro-sainte lutte pour l'indépendance, demeurent floues.

Christophe Châtelot

A Dayton, M. Milosevic avait refusé de parler du Kosovo

LE 1^{er} NOVEMBRE 1995, sur la base aérienne de Wright-Patterson, à Dayton, s'ouvraient les négociations qui devaient mener à la paix en Bosnie après plus de trois ans de guerre. Elles étaient prévues pour durer une quinzaine de jours. Elles durèrent trois semaines... et vingt minutes. Il fallut un dernier sursaut – que Richard Holbrooke, l'envoyé spécial du président Clinton dans les Balkans, attribue, dans ses Mémoires, à Slobodan Milosevic – pour sauver in extremis la négociation.

Les Américains avaient choisi un lieu reculé et peu avenant de l'Ohio pour « enfermer » les trois présidents de l'ex-Yougoslavie, le Croate Tudjman, le Serbe Milosevic et le Bosnien Izetbegovic, et les obliger à faire la paix. La conférence avait trois coprésidents : Richard Holbrooke, Igor Ivanov, alors vice-ministre russe des affaires étrangères, et Carl Bildt, représentant de l'Union européenne. Mais l'Américain prit très vite la direction des opérations. Le Russe fut marginalisé, et les Européens traités comme des subalternes. Leur susceptibilité, leurs divergences agaçaient M. Holbrooke.

À peine arrivés, les Français et les Britanniques lui avaient fait savoir

que Carl Bildt, tout représentant de l'UE qu'il fût, ne saurait parler en leur nom... Les Allemands – pourtant les mieux traités par M. Holbrooke dans ses Mémoires – ont récemment rendu publics les « cinquante-trois télégrammes envoyés par la délégation allemande depuis Dayton » (Éditions du ministère des affaires étrangères) pour souligner que le rôle des Européens n'avait pas été aussi négligeable que les Américains veulent bien le dire.

CONSEILS DE PRUDENCE

A Dayton, les négociateurs occidentaux tentèrent d'introduire le Kosovo dans les discussions ; mais ils se heurtèrent au refus obstiné de M. Milosevic. Le chef de la délégation allemande raconte une discussion avec M. Milosevic : « J'ai attiré l'attention de M. [Milosevic] sur la déclaration du conseil européen et ses demandes précises [concernant l'autonomie du Kosovo]. C'est le seul point de ce long entretien qui a fait littéralement exploser Milosevic : au Kosovo, il s'agit exclusivement d'un problème intérieur à son pays ; il rejette catégoriquement toute tentative d'internationalisation. »

Pendant les négociations de Dayton, il apparut, d'abord, que M. Mi-

losevic jouait son va-tout jusqu'au dernier moment ; ensuite, qu'il ne suffisait pas qu'une demande d'un des protagonistes soit satisfaite pour qu'un accord soit possible sur ce point : dans les Balkans, quand l'adversaire fait une concession, le demandeur change souvent de revendication ; enfin, que les interventions extérieures des plus hautes autorités des pays patrons de la négociation – ministre des affaires étrangères et chefs d'État – s'avèrent orchestrées, peuvent être décisives.

Dans son livre, Richard Holbrooke prodigue aussi quelques conseils de prudence à ceux qui voudraient organiser « d'autres Dayton » : « C'est un exercice de fil-d'acier sans filet. Beaucoup de travail doit avoir précédé le plongeon dans le tout ou rien. Le site doit être choisi avec soin. Les objectifs doivent être clairement définis. Une seule nation, le pays hôte, doit contrôler fermement les débats, mais c'est un risque élevé pour le pays hôte, dont le prestige est en jeu. Les conséquences d'un échec sont graves. Mais, quand les conditions sont réunies, un Dayton peut produire des résultats spectaculaires. »

Daniel Vernet

Boris Eltsine aurait renoncé à son pouvoir de limoger le premier ministre

En échange, il aurait obtenu une « immunité à vie », des droits et des avantages financiers une fois qu'il aura quitté la présidence de la Russie

MOSCOU

de notre correspondant

Le premier ministre russe, Evgueni Primakov, est en passe de réussir son pari : neutraliser Boris Eltsine, imprévisible malade, pour s'affirmer comme le seul dirigeant du pays. Au terme de dix jours d'offensive politique tous azimuts, M. Primakov a marqué, vendredi 5 février, plusieurs points.

Le président Eltsine serait prêt à renoncer à quelques-uns de ses pouvoirs. La Douma (chambre basse du Parlement) a réaffirmé son soutien au gouvernement en adoptant définitivement le budget 1999. Enfin, la « lutte contre la corruption » vient à point menacer des barons de la politique et de la finance, ennemis de M. Primakov, notamment le premier d'entre eux : Boris Berezovski.

La réunion, vendredi, du conseil de sécurité russe a permis à M. Primakov de remettre en selle son projet « d'entente politique », refusé la semaine dernière par Boris Eltsine. Organe consultatif placé auprès du président et dirigé par Nikolai Boudiouja, chef de l'administration présidentielle, le conseil a adopté un document pour « stabiliser la situation politique » du pays à la veille des élections législatives (décembre 1999) et présidentielle (juin-juillet 2000).

La principale mesure prévoit que le président ne pourra pas limoger le premier ministre et que le gouvernement sans l'accord du Parlement. En mars 1998, puis en août de la même année, M. Eltsine avait congédié Viktor Tchernomyrdine, puis Sergueï Kirilenko,

provoquant des crises politiques à répétition. « Le président a autorisé que ce texte soit pris comme base de travail », a fait savoir, vendredi, M. Boudiouja, tandis que M. Eltsine recevait au Kremlin Evgueni Primakov.

Le détail du texte n'a pas été rendu public. Prudemment, M. Boudiouja a précisé qu'il ne s'agissait pas de limiter « les pouvoirs constitutionnels » du président et du Parlement. Pour devenir effectif, ce projet du conseil de sécurité devra encore être formellement adopté par le Parlement, la présidence et le gouvernement. Mais M. Eltsine, qui refusait la semaine dernière « tout abandon de ses pouvoirs constitutionnels », accepterait désormais de ne plus exercer le principal : le renvoi, sans préavis ni consultations, du gouvernement.

LES SUCCÈS DE M. PRIMAKOV

Fin janvier, M. Primakov avait proposé une telle disposition. En contrepartie, le Parlement interrompait la procédure de destitution engagée contre Boris Eltsine et s'interdisait de censurer le gouvernement. Par ailleurs, M. Eltsine aurait bénéficié d'une « immunité à vie » et de droits et avantages financiers particuliers, une fois quittée la présidence.

Il n'a pas été précisé si le document du conseil de sécurité reprenait ces propositions. Mais si l'accord de M. Eltsine se confirmait, M. Primakov aurait alors toute latitude pour diriger le pays jusqu'à la prochaine élection présidentielle. Il fait figure, aujourd'hui, de

candidat favori, même s'il se défend de vouloir succéder à Boris Eltsine.

C'est pourtant un discours aux accents présidentiels que le premier ministre a prononcé, vendredi, devant la Douma. Se félicitant de l'adoption définitive du budget par 305 voix contre 58, M. Primakov a défini les « trois priorités » des mois à venir : soutien « à l'économie réelle », « réformes sociales », « lutte contre la criminalité ». « Sans une bonne purge, nous ne pourrions pas avancer », a insisté M. Primakov. Le Kremlin assure soutenir cette soudaine croisade anticorruption. « Les maux ne sont pas résolus, la vague du crime économique n'est pas stoppée, les actions extrémistes se poursuivent », a constaté, vendredi, Nikolai Boudiouja, dénonçant « la très faible efficacité » des services de sécurité.

La démission – pour « raisons de santé » – le 2 février, du procureur général de Russie et l'absence remarquée, lors de la réunion du conseil de sécurité, du patron du FSB (ex-KGB) – officiellement « en vacances » – sont interprétés comme les premiers signes d'une reprise en main des « organes de sécurité ». Enfin, en brayant les projecteurs sur la lutte contre le crime, le premier ministre relègue au second plan les faibles résultats de sa politique économique et l'incapacité de son gouvernement à trouver un accord avec le Fonds monétaire international (FMI) et les créanciers étrangers de la Russie.

François Bonnet

Une affaire autour d'Aeroflot prend une dimension politique

MOSCOU

correspondance

La première compagnie aérienne de Russie vit des heures agitées. Jeudi 4 février, le parquet général révélait qu'une enquête avait été ouverte le 18 janvier, mettant en cause des responsables d'Aeroflot pour violation sur la législation des devises et abus de pouvoir. Le matin même, des hommes en armes masqués avaient fait irruption dans les locaux de sociétés liées à Aeroflot, alors que les enquêteurs avaient saisi des documents au siège de la compagnie aérienne.

Les autorités judiciaires n'ont pas hésité à frapper au cœur des intérêts de la famille Eltsine, Aeroflot étant dirigée depuis mars 1997 par Valéri Okoulov, le gendre de Boris Eltsine. Et c'est, semble-t-il, avec l'accord de ce dernier qu'elles se sont décidées à resserrer une « vieille affaire ». En avril 1997, l'hebdomadaire *Obozreniia Gazeta* révélait qu'une société privée, Andava SA, basée à Lausanne (Suisse) servait, depuis l'été 1996, de « caisse noire » à Aeroflot. Les représentants étrangers de la compagnie devaient transférer 80 % de leurs bénéfices en devises sur les comptes d'Andava, chargée de faire travailler cet argent, sans que les profits soient reversés à Aeroflot, contrôlée à 51 % par l'État, et 120 millions de dollars (106,2 millions d'euros) auraient été ainsi engloutis en

dix-huit mois. Les actionnaires d'Andava étaient alors l'homme d'affaires Boris Berezovski et Nikolai Glouchkov, son ami et partenaire, à l'époque vice-directeur d'Aeroflot.

La police moscovite des transports, aidée par les fonctionnaires de la Cour des comptes russes, fut chargée de vérifier ces informations, alors que la direction d'Aeroflot – déjà confiée au gendre de Boris Eltsine – se montrait peu coopérative. Le schéma de fuites de capitaux d'Aeroflot sur le compte d'Andava à l'Union des banques suisses était confirmé dès l'été 1997, et l'affaire fut transmise en 1998 au Parquet général de Russie.

Le coup de balai auquel vient de procéder Valéri Okoulov, le directeur d'Aeroflot, n'est donc que l'aboutissement d'une enquête qu'il avait d'abord pris soin de freiner : mardi 2 février, il a limogé le directeur commercial et le chef du département des ventes, proches de M. Berezovski. Reste une inconnue : le rôle exact du maréchal Evgueni Chapochnikov. Cité comme principal témoin, l'ancien ministre soviétique de la défense était directeur d'Aeroflot de l'automne 1995 à mars 1997, justement la période à laquelle fut signé le « deal » avec Boris Berezovski.

Agathe Duparc

Du 1^{er} au 13 février 1999 pour l'achat d'un billet A/R en Europe, Lufthansa vous offre le billet de retour de votre choix – départ entre le 8/02/99 et le 20/02/99 depuis 8 villes de France. Appelez le 0 800 020 030, tapez 3615 LH (2,23 F/mn) ou www.lufthansa.fr ou contactez votre agence de voyages. (Opération promotionnelle soumise à conditions).

* Prix A/R TTC soumis à conditions, au départ de Paris, vols opérés par Lufthansa ou partenaires.
** Taxes aéroport à payer pour le 2^e billet.

Lufthansa

Spéculations à Amman sur la procédure de succession du roi Hussein de Jordanie

Le prince héritier Abdallah a été nommé régent

Le roi Hussein de Jordanie, placé sous instruments de survie artificielle, était toujours en vie samedi 6 février au matin. La famille royale re-

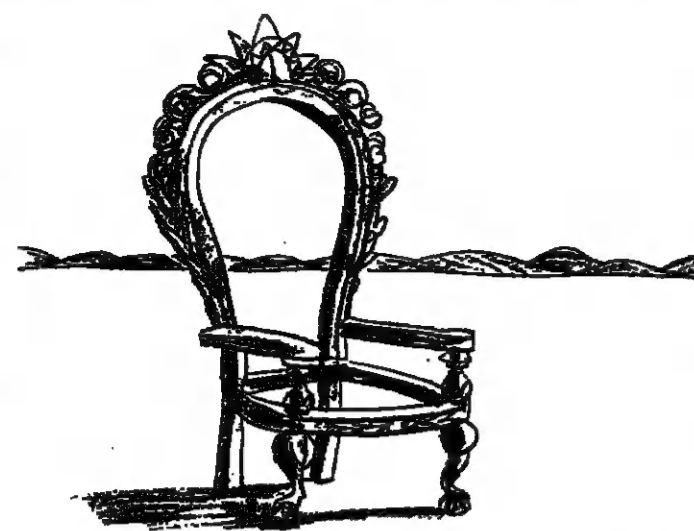
fuse de débrancher les instruments, car une telle procédure est jugée contraire à l'islam. Le gouvernement jordanien s'est réuni samedi matin,

selon l'AFP, pour prononcer l'incapacité du roi et désigner comme régent le prince héritier Abdallah, comme le prévoit la Constitution.

AMMAN
de notre envoyé spécial
Officiellement, le roi Hussein n'est « que » dans un « état critique », et tout le reste n'est que « spéculation » déplacée. Vendredi 5 février, quelques heures après le retour à Amman du roi, transporté jusqu'à l'hôpital pour y « poursuivre son traitement », les autorités jordaniennes ont réagi avec exaspération aux reportages et commentaires de presse laissant entendre que l'annonce officielle du décès du souverain était imminente. Le ministre de l'information, dans la soirée, a séchement démenti les comptes rendus « sans fondement ni vérification » diffusés par les médias étrangers.

« Ils cherchent des scoops, a commenté le ministre jordanien, mais nous, nous demeurons unis, et ceux qui ne le croient pas n'ont qu'à venir constater par eux-mêmes. » Quelques instants plus tard, le palais royal faisait officiellement savoir qu'il n'était pas question de débrancher les appareils qui permettent la survie du souverain ha-chémite.

L'entourage royal a toutefois lui-même confié que le patient était cliniquement mort, ne survivant artificiellement qu'à l'aide d'appareils. Mais, bousculés par les centaines de journalistes étrangers qui, ces dernières vingt-quatre heures, ont fondu sur Amman, les autorités jordaniennes manifestent quelque peine à contrôler l'événement. Flatté d'être au centre de l'intérêt mondial, le royaume s'émue des interrogations que suscitent la disparition prochaine de son chef. Il s'émue aussi des hypothèses que lancent les commentateurs sur les risques de déstabilisation régionale après la disparition du roi Hussein. Tout cela



PAULHO

est jugé inconvenant et inexact, voire fondé sur le soubord de nuire. Prudents et respectueux, les médias locaux diffusent les mêmes rétrospectives et rapportent les mêmes informations élogieuses sur « l'état stationnaire » du royal patient.

PAS DE RASSEMBLEMENT

Tenues à bonne distance, seules quelques dizaines de femmes ont été autorisées à manifester leur peine devant la cité médiatique Al-Husseini, où le roi agonise. D'importantes forces de police ont été déployées devant le bâtiment, empêchant toute réunion non contrôlée. Les bourgeois de plus de 40 ans, et ceux qui, durant toute la journée de vendredi, sont tombés sur la capitale ont dissuadé tout autre rassemblement.

Réunis dans les cafés, collés de-

vant leur téléviseur, les Jordaniens restent cois, s'empêchant de commenter la situation autrement que par quelques phrases convenues. Prières, patience et angoisse : la mort annoncée du « petit roi » met fin à un règne de près de cinquante ans, et nul ne sait ce qui sortira d'une succession dont Hussein a bouleversé l'ordonnance quelques jours à peine avant de réchouer.

De source officielle, la famille du roi s'est rassemblée toute la journée de vendredi à son chevet. Se contentant-elle de prier ou, comme l'avancent quelques bons connaisseurs des mœurs du palais, examine-t-elle les conditions de la succession, retardant au maximum l'annonce officielle du décès royal ?

La procédure officielle est connue : dès la mort du roi prononcée, le prince héritier Abdallah viendra prêter serment devant les

80 députés et 40 sénateurs qui composent le Parlement jordanien. Le nouveau roi devra ensuite désigner son successeur, qui pourrait être son frère cadet, le prince Hamza, âgé de dix-huit ans. Cette nomination serait conforme aux dernières volontés de son père, qui avait justifié la récente mise à l'écart du prince Hassan par son souci de respecter les intérêts successoraux de Hamza.

La suite demeure inconnue. Nommé par le roi Hussein, le gouvernement, après la mort du souverain, devrait logiquement présenter sa démission. Si tel est le cas, qui le futur roi Abdallah désignera-t-il pour former le nouveau cabinet ? Sa distribution sera une première indication des rapports de forces à l'intérieur du groupe dirigeant. Écarté il y a deux semaines à peine, le prince Hassan n'en garde pas moins ses partisans, généralement jugés plus aptes à conduire les nécessaires changements que l'entourage royal qui a provoqué sa chute. Seront-ils appelés à se rassembler derrière le nouveau monarque, dans un salutaire souci d'unité, ou seront-ils écartés des allées du pouvoir ?

Pour les quelques rares personnalités jordaniennes qui se risquent à commenter la situation, le prince Hassan lui-même pourrait jouer un rôle politique renouvelé, en servant de proche conseiller à son neveu. Pour d'autres, l'ambiance détériorée du palais et les fortes rancunes qui y prospèrent devraient l'interdire. Tous, cependant, sont d'accord sur la stabilité du système à court terme, chaque partie comprenant que le statu quo est pour le moment la meilleure solution.

Georges Marion

Première exécution capitale aux Philippines depuis vingt-trois ans

BANGKOK
de notre correspondant
en Asie du Sud-Est

Rarement, l'opinion publique aux Philippines n'aura été si divisée. Peine de mort : pour ou contre ? Leo Echegaray, un peintre en bâtiment âgé de trente-six ans, a été exécuté, vendredi 5 février, par injection mortelle. Les cloches des églises ont sonné pour appeler à prier pour son âme et pour protester contre la peine capitale. « L'exécution de ce jour apporte la preuve de la détermination du gouvernement à maintenir l'ordre et la loi », a déclaré le président Joseph Estrada. « Triste jour », a rétorqué l'archevêque Oscar Cruz, président de la conférence épiscopale d'un archipel qui compte plus de 80 % de chrétiens.

Supprimée en 1987, au lendemain de la chute de Ferdinand Marcos et sous la pression de l'Eglise, la peine de mort a été rétablie en 1994 pour les crimes jugés « haineux » : meurtres, enlèvements, viols et trafics de drogue. Déclaré coupable du viol de la fille, alors âgée de dix ans, de son ex-femme, Leo Echegaray est ainsi le pre-

mier condamné à mort exécuté aux Philippines depuis 1976. Non sans suspense : le 4 janvier, alors qu'il avait déjà pris son dernier repas, la Cour suprême lui avait accordé un sursis, et la conférence épiscopale avait alors parlé de « miracle virtuel ». Sous pression du public, la Chambre des représentants a refusé de modifier la loi à nouveau, et le président Joseph Estrada n'a jamais envisagé une grâce présidentielle en raison de la « bestialité » du crime. Le débat ainsi ouvert n'est pas prêt de se refermer. Si la criminalité a régressé vers la fin du mandat de Fidel Ramos, le prédécesseur d'Estrada, elle a repris une courbe descendante depuis l'élection, en mai 1998, de l'actuel président.

914 CONDAMNÉS À MORT

Les Sino-Philippines continuent d'être les cibles privilégiées d'enlèvements pour rançons. Dans les trois mois qui ont suivi la prise de fonctions, le 30 juin, de Joseph Estrada - ancien acteur qui a souvent joué le rôle du fils justicier -, 61 enlèvements ont été enregistrés.

Fin septembre, un homme d'affaires sino-philippin a été tué par ses ravisseurs sans attendre le paiement de la rançon, un acte interprété comme un avertissement au président. La justice a réagi : le mois suivant, au cours d'un procès expéditif en douze jours, 11 personnes ont été condamnées à mort à la suite de l'enlèvement d'une commerçante.

A ce jour, 914 personnes, pour moitié des violents, ont déjà été condamnées à mort. Au rythme actuel des jugements, s'ils sont confirmés par la Cour suprême, les prisons philippines abriteront, ou auront vu défiler, plus de 50 000 condamnés à la peine capitale en l'an 2003. Le 19 janvier, un policier a été condamné à mort pour avoir tué d'une balle un garçon qui, juché sur un toit, faisait trop de bruit en maniant un cerf-volant.

« Que la mort d'Echegaray serve d'avertissement sérieux aux criminels », a encore déclaré M. Estrada. La peine capitale, a-t-il ajouté, « sera strictement appliquée ».

Jean-Claude Pomonti

Nelson Mandela tire un bilan mitigé de ses cinq années au pouvoir en Afrique du Sud

LE CAP

de notre envoyé spécial
« Nous avons fait beaucoup de progrès, mais le chemin vers une vie meilleure est encore long. » C'est un bilan mitigé de ses cinq années au pouvoir que le président Nelson Mandela a dressé, vendredi 5 février, lors de l'un de ses derniers grands discours à la nation. Le chef de l'Etat s'exprimait à l'occasion de l'ouverture, au Cap, de l'ultime session parlementaire avant les élections qui marqueront la fin de son mandat à la tête de l'Afrique du Sud.

Le scrutin devait avoir lieu en mai et, à l'approche du rendez-vous, M. Mandela prépare le terrain pour son successeur désigné, le vice-président Thabo Mbeki. Le dauphin du chef de l'Etat assure depuis longtemps la gestion des affaires courantes du pays. Mais il ne bénéficie pas de la même aura dans les townships, alors que l'après-Mandela se profile sur fond de désenchantement de la population noire devant la lenteur des changements depuis 1994.

Dans son allocution devant le Parlement, le président Mandela a donc cherché à apaiser l'impa-

tience grandissante dans les cités noires en insistant sur la nécessité d'accélérer les réformes en faveur des plus démunis. En la matière, il ne faut que prendre le relais du vice-président Mbeki, qui a déjà dessiné les contours de la période à venir par un durcissement de son discours à l'égard des Blancs : grogne de l'electoralat noir oblige, l'attitude de compromis liée à la période de transition et à la personnalité de M. Mandela n'est plus de mise.

LA RAGE CROISSANTE

A plusieurs reprises ces derniers mois, M. Mbeki a en effet évoqué la « rage croissante » de la population noire et il a parlé de la réconciliation comme d'un « mirage » face à la persistance des inégalités sur le plan économique. Vendredi, M. Mandela lui-même a dénoncé la réticence de la minorité blanche à accepter les changements. « L'acte décisif de réconciliation, c'est la disparition de ce qui reste des attitudes et des pratiques de l'apartheid », a souligné le chef de l'Etat.

Afin de rassurer le monde des affaires inquiet d'une éventuelle

dérive électoraliste, le gouvernement a réaffirmé sa fidélité à la politique de prudence et de rigueur menée jusqu'à présent. Malgré ce cadre contraignant, le pouvoir s'est efforcé de multiplier les mesures en faveur de la population noire. Les autorités ont notamment procédé à une série de nominations au plus haut niveau pour atténuer la domination des Blancs dans des secteurs clés (justice, finance). L'effort a également porté

La date du scrutin présidentiel reste à fixer

Cinq ans après les premières élections démocratiques d'avril 1994, les Sud-Africains sont de nouveau appelés à élire leur président, le Parlement et les autorités provinciales. Le scrutin devait avoir lieu dans les trois mois suivant l'expiration du mandat présidentiel, entre début mai et fin juillet. Mais, faute d'accord entre les partis politiques, la date n'a toujours pas été officiellement fixée. Dans la version écrite de son discours à la nation de vendredi, le président Nelson Mandela proposait que les élections se tiennent entre le 18 et le 27 mai, sur les conseils de ses avocats, le chef de l'Etat a laissé de côté ce passage lors de son allocution.

Deux partis d'opposition ont, en effet, déposé un recours devant la justice pour contester le processus électoral. Contrairement au scrutin de 1994, les électeurs doivent s'inscrire sur les listes électorales s'ils veulent voter. Et les partis d'opposition font valoir que près de 5 millions de Sud-Africains sont privés de leur droit de vote parce qu'ils n'ont pas le document requis.

sur le bas de l'échelle. A la fin de l'année dernière, la très contestée loi sur l'affirmation positive (discrimination positive) est entrée en application, avec comme objectif de favoriser l'emploi des Noirs dans les entreprises.

Parallèlement, le pouvoir a cherché à accélérer les grands chantiers destinés à améliorer le quotidien de la population noire. Lors de son discours devant le Parlement, M. Mandela a rappelé que,

Au Portugal, Jacques Chirac défend l'« exception culturelle »

LISBONNE. Au terme de sa visite de deux jours au Portugal, Jacques Chirac a plaidé, vendredi 5 février, en faveur de « l'Europe de la culture ». Devant un public d'artistes et d'intellectuels portugais, réunis dans le théâtre national de Porto, et en présence de Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, le chef de l'Etat a appelé la communauté européenne à mener « la bataille des programmes ». « L'Europe est là sur son terrain d'excellence », a observé M. Chirac. Elle doit l'investir, avec enthousiasme, sans complexes, sûre d'elle-même, de son extraordinaire patrimoine et de la vitalité de sa création. Défendant la position française en faveur de « l'exception culturelle », le chef de l'Etat a observé qu'il revenait à l'Etat « d'organiser un environnement juridique, fiscal, social, intellectuel ou industriel qui favorise l'épanouissement des œuvres » et « d'aider la production et l'exportation culturelles qui, lorsqu'elles empruntent la voie de la création originale et naissent d'une autre langue que l'anglais, ne franchissent pas aisément le seuil de la rentabilité ». (Corresp.)

Bonn appelle Paris à privatiser davantage les industries d'armement

BONN. Le chancelier allemand Gerhard Schröder a appelé, samedi 6 février, la France à davantage privatiser ses industries d'armement afin de favoriser une industrie européenne de la défense, à l'ouverture d'un Forum de la défense de deux jours à Munich. « Il ne s'agit pas de conseils, mais de rappeler que la coopération est d'autant plus facile si les structures industrielles (entre les différents pays) sont semblables. (...) Des sociétés privées sont souvent plus efficaces », a-t-il déclaré. Pour sa part, « le gouvernement allemand mettra tout en œuvre pour européeniser l'industrie d'armement », a souligné Gerhard Schröder. Plus généralement à propos de la défense, le chancelier a affirmé que l'Europe était « préparée à prendre plus de responsabilités politiques et militaires, en particulier dans les cas où les intérêts européens sont prioritairement concernés ».

L'Ethiopie accuse l'Erythrée d'avoir lancé une offensive militaire

ADDIS-ABEBA. Le gouvernement éthiopien affirme dans un communiqué que l'armée érythréenne a lancé, samedi 6 février à l'aube, une « offensive d'envergure » sur le front de Badme (nord-ouest de l'Ethiopie) afin de contrôler les positions militaires éthiopiennes. « Les combats d'aujourd'hui sont une tentative à grande échelle de l'Erythrée pour contrôler et détruire les postes militaires éthiopiens », affirme le communiqué du porte-parole du gouvernement, qui ajoute : « Les forces de défense éthiopiennes sont actuellement engagées dans des combats de grande envergure afin de défendre leurs positions et repousser l'armée d'invasion érythréenne ». L'Erythrée a formellement démenti ces déclarations, les qualifiant de « pure invention » et a accusé Addis-Abeba d'inventer des provocations pour déclencher les hostilités. L'Ethiopie et l'Erythrée, qui se disputent quelques centaines de kilomètres carrés près de leur frontière commune, sont en guerre larvée depuis neuf mois. (AFP)

Brésil : sept gouverneurs d'Etat contestent l'accord avec le FMI

BRASILIA. Les dirigeants de sept Etats du Brésil gouvernés par l'opposition ont décidé, vendredi 5 février, de ne payer qu'une partie de leurs dettes vis-à-vis du pouvoir fédéral (c'est-à-dire seulement la part inférieure à 5 % de leurs fonds disponibles). Cette décision entraînera, si elle est appliquée, une baisse substantielle de rentrées pour l'Etat fédéral et pourrait affecter l'accord de principe obtenu jeudi entre le gouvernement et les négociateurs du Fonds monétaire international (FMI). Le FMI doit apporter une aide de 41 milliards de dollars (38 milliards d'euros) au Brésil. La dette de l'ensemble des 27 Etats brésiliens envers le gouvernement central s'élevait en janvier à 55,2 milliards de dollars (48,8 milliards d'euros). Certains Etats consacrent jusqu'à 15 % de leurs ressources au paiement de leur dette. En conséquence, le président Cardoso a annulé une réunion prévue pour mardi prochain avec les sept gouverneurs en question. (AFP)

DÉPÊCHES

■ **ÉTATS-UNIS :** un condamné à mort, Anthony Porter, 43 ans et père de sept enfants, qui aurait dû être exécuté en septembre 1998 et se trouvait depuis 16 ans dans le couloir de la mort, a été libéré vendredi 5 février, après qu'un homme a confessé le double meurtre en 1982 qui lui avait valu sa condamnation. (AFP)

■ Le procès du président Clinton pourrait être retardé au cas où plusieurs sénateurs américains souhaiteraient participer aux funérailles du roi Hussein de Jordanie, a indiqué, vendredi 5 février, un porte-parole républicain au Sénat. (AFP)

PAS D'ALTERNATIVE CRÉDIBLE

En matière de revenus également, les disparités raciales ne s'atténuent que très lentement. Une classe moyenne noire est en train d'émerger, mais plus de 20 % des familles de couleur vivent encore avec moins de 500 francs par mois. De plus, la population des ghettos noirs reste, de très loin, la plus affectée par le chômage qui touche entre 3 millions et 5 millions de personnes (pour une population totale de 40 millions d'habitants).

Sur le plan politique, malgré l'impatience croissante de la population noire, l'absence d'alternative crédible met le pouvoir en place à l'abri de toute sanction

Frédéric Chambon

Arlette Lagarde

Marie-Laure M.

Handwritten notes and signatures at the bottom of the page, including "AV - 49", "C29", and "C22".

rugai, Jacques Chirac
l'exception culturelle

appelle Paris à privatiser
l'âge les industries d'armement

opie accuse l'Erythré
r lancé une offensive milit

sept gouverneurs d'Etat
tent l'accord avec l'IML

en Afrique du Sud

FRANCE

LE MONDE / DIMANCHE 7 - LUNDI 8 FÉVRIER 1999

EUROPÉENNES L'annonce de la candidature de François Hollande comme tête de liste du Parti socialiste pour les élections européennes du 13 juin a été saluée par plusieurs res-

pensables de gauche. Mais en annonçant son intention de siéger au Parlement européen tout en restant député de Corrèze, tant que la législation le lui permet, le premier secré-

taire du PS ne peut manquer d'attirer le débat sur le cumul des mandats. **JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT** a salué la personnalité de son « ami » François Hollande, sans tout-

fois préciser - à propos des élections européennes - les intentions du Mouvement des citoyens, réuni en congrès jusqu'à dimanche. **L'EXTRÊME GAUCHE** s'est réunie, vendredi 5 fé-

vrier à la Mutualité, à Paris, pour soutenir la liste conduite par Arlette Laguiller et Alain Krivine. LO et la LCR se veulent les défenseurs des « idées » et de l'« idéal » communistes.

La candidature de M. Hollande relance la controverse sur le cumul des mandats

A peine annoncée, la décision du dirigeant du Parti socialiste de briguer la tête de liste aux élections européennes du 13 juin suscite des interrogations sur son intention d'aller siéger à Strasbourg. Il refuse d'anticiper sur le vote d'une nouvelle loi

DERRIÈRE les hommages, la controverse ? A peine François Hollande avait-il fait part de sa candidature - qui doit être ratifiée par les militants socialistes le 31 mars - pour conduire la liste socialiste aux élections européennes du 13 juin que nombre de responsables de gauche faisaient entendre leur satisfaction. Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, qui voyait dans le député de Corrèze le « candidat naturel » de son parti, estime que M. Hollande a ainsi « répondu aux souhaits et aux attentes de tous les militants et tous les responsables » de cette formation. Dans *Le Parisien* du 5 février, Michel Rocard, qui devrait figurer en bonne place sur cette liste, a parlé de « meilleur candidat possible ». Et Jean-Pierre Chevènement, qui doit accueillir le « patron » du Parti socialiste au congrès du Mouvement des ci-

toyens, dimanche 7 février, lui rend hommage (lire ci-dessous). Déjà, pourtant, des dissonances s'expriment sur la question du cumul des mandats. Le premier secrétaire du PS a annoncé son intention de siéger au Parlement européen, tout en restant député de Corrèze, et s'est engagé seulement à se mettre « en conformité avec la prochaine loi sur la limitation du cumul des mandats dès qu'elle sera applicable » (*Le Monde* du 5 février). Dès jeudi, lors d'une réunion publique à Orange, la tête de liste des Verts, Daniel Cohn-Bendit, a salué l'entrée en lice de François Hollande, mais pour le sommer, tout aussitôt, ainsi que les autres responsables de parti conduisant une liste, de « siéger à Bruxelles puisqu'ils sont contre le cumul des mandats ». « Si ce n'est pas le cas, a ajouté fermement le candidat Vert, la politesse et la civilité voudraient, en effet, qu'ils le

disent d'abord à leurs électeurs » (*Le Monde* du 6 février). La question du cumul a été aussi évoquée par des socialistes. Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement, qui s'était fait l'avocat d'une candidature de M. Hollande, a jugé, jeudi, au Forum RMC-*Le Figaro*, que le premier secrétaire « ne sera pas un cumulard ». « Ce n'est pas son style, a-t-il assuré. Il choisira entre Strasbourg et l'Assemblée nationale. » « Le moment venu », a-t-il précisé. M. Rocard est allé plus loin en affirmant que « François Hollande ne pourra probablement pas siéger à Strasbourg. Mais on le fera pour lui ».

JURISPRUDENCE JOSPIN
Battu aux législatives de 1993 dans les Yvelines, l'ancien premier ministre, qui était devenu député européen en juin 1994, s'était fait élire sénateur en septembre

1995. Il devait ainsi être à l'origine de ce qu'on a appelé la « jurisprudence Jospin ». Le 18 décembre 1995, redevenu premier secrétaire du PS, Lionel Jospin avait jugé inadmissible le cumul d'un mandat national et d'un mandat européen et il avait fermement demandé à Frédérique Bredin, qui venait d'être élue députée de Seine-Maritime, d'abandonner son mandat de député européen. Il avait, de même, prié M. Rocard de choisir entre le Palais du Luxembourg et Strasbourg. M. Bredin s'était « mise en règle » le 17 juillet 1996, mais M. Rocard avait fait traîner sa décision, en ne démissionnant du Sénat qu'en novembre 1997. Il est vrai qu'en 1984, avant la première loi de 1985 sur le cumul des mandats, M. Jospin, alors premier secrétaire du PS, avait été élu député européen tout en conservant son mandat de député de Paris. Premier ministre, M. Jospin a

aussi veillé à ce que ses ministres soient exemplaires, en abandonnant toute fonction exécutive locale. Il a ainsi imposé aux membres du gouvernement d'anticiper la future législation sur la limitation du cumul alors qu'ils n'y étaient pas contraints par la loi. Catherine Trautmann est cependant la seule à appliquer pleinement cette jurisprudence, en étant redevenue simple conseillère municipale à Strasbourg quand les autres ministres-maires se muèrent en premiers adjoints. M. Jospin escompte-t-il de M. Hollande qu'il n'attende pas la future loi, dont on voit mal, compte tenu des résistances parlementaires, quand elle pourra réellement s'appliquer, pour choisir entre la Corrèze et Strasbourg ? M. Vaillant dément cette interprétation. « Il n'y a aucun loup », nous a-t-il déclaré vendredi, convaincu que les sénateurs ne s'opposent pas à l'interdiction du cumul entre un mandat national et un mandat européen, celle-ci pouvant alors entrer en vigueur avant la fin de l'année.

M. Vaillant assure qu'il comprend parfaitement la position de M. Hollande, qui a basé son choix sur un refus de toute anticipation. Dans son esprit, il doit répondre à une double obligation : la conduite de la liste lui impose de siéger à Strasbourg et, même, de « travailler » à faire « bien entendre » la voix des socialistes français au sein du groupe européen ; sa fonction de premier se-

Susceptibilités limousines à gauche

La décision de François Hollande de démissionner de son mandat de conseiller régional du Limousin pour se conformer à la loi sur le cumul des mandats sème le trouble en Corrèze. La liste unique de la gauche, rassemblant PS, PCF, Verts et MDC, qu'il conduisait aux régionales de mars 1998 lui avait permis de gagner sept sièges sur les quatre-vingt qui reviennent à la Corrèze au conseil régional.

Le problème est aujourd'hui de savoir à qui reviendra le siège de M. Hollande. Le communiste Michel Julien, maire adjoint de Rosiers-d'Egletons, huitième de liste en mars 1998, revendique l'application du remplacement dans l'ordre des candidatures. Mais la fédération socialiste fait état d'un accord oral, qui aurait été passé lors de la constitution de la liste, selon lequel le départ d'un élu serait compensé par l'arrivée d'un élu du même parti, ce qui permettrait à Elle Bousseyrolle (PS), maire d'Orliac-de-Bar, de succéder à M. Hollande. (*Corresp.*)

crétaire lui interdit de désertir le Palais-Bourbon. Il se bornera à appliquer l'actuelle loi en abandonnant son mandat de vice-président du conseil régional du Limousin. Mais la pression de la campagne risque de le contraindre à dire aux électeurs quel sera son choix final, très probablement celui de la Corrèze. Le moment venu.

Michel Noblecourt

La Gauche socialiste veut contribuer à « républicaniser » l'Europe

MARIE-NOËLLE LIENEMANN, Hadem Désir et Gérard Filoche ont déposé, mardi 2 février, la contribution de la Gauche socialiste pour la convention « Nation-Europe » organisée par le PS les 27 et 28 mars. Intitulée « Pour une République sociale européenne », ce texte veut tourner la page de Maastricht et d'Amsterdam afin de « redonner un vrai sens à la construction européenne ». « Puisque la monnaie unique est là, franchissons un pas, ne la laissons pas devenir une machine infernale et mettons-la au service d'un projet économique et social de progrès », estime la Gauche socialiste, pour qui l'urgence est de relancer l'Europe sociale, politique et économique.

Se démantant comme des « souverainistes de la gauche », les responsables de la Gauche socialiste veulent « républicaniser l'Europe et non défaire les acquis de la République française ». « Nous aimons la France, écrivent-ils, nous ne voulons surtout pas la « défaire », mais notre vraie nation, c'est la République, lorsqu'elle est sociale. (...) Nous ne sommes donc pas la nation à l'Europe. Il n'y aura pas de France sociale dans une Europe libérale. Sur cette voie du repli, on ne trouverait qu'un Etat national réduit à ses fonctions sécuritaires, pour mater les « sauvages », produit des désordres de la politique libérale. »

Au diapason du premier document de travail de la direction du PS (*Le Monde* du 3 février), la Gauche socialiste demande « un nouveau traité social », mais elle le présente de manière plus

précise. Elle propose d'aligner progressivement le salaire minimum unique sur le plus haut existant, en fixant un salaire minimum d'étape à « 1 000 euros pour tous ». Se basant sur la méthode de la « règle de la nation la plus favorisée » - application de la norme la plus favorable entre deux droits sociaux -, elle suggère un calendrier pour baisser la durée maximale de travail hebdomadaire, fixée à 48 heures par semaine au sommet de Lisbonne, pour la ramener à 44 heures en 2003. M. Lienemann, M. Désir et M. Filoche préconisent que les 35 heures deviennent un objectif de durée légale du travail entre 2002 et 2005. Cette « amélioration par le haut » du droit du travail européen devrait concerner de la même manière les contrats de travail, les conditions de travail, d'hygiène et de sécurité ainsi que l'alignement progressif des régimes de sécurité sociale et de retraite.

UN POUVOIR POLITIQUE ISSU DES CITOYENS
Fédéraliste, la Gauche socialiste reprend sa proposition d'une « Constitution européenne » esquissée par la direction. Elle devrait donner le pouvoir au Parlement d'« investir après chaque élection et de censurer un gouvernement européen », de voter les lois communautaires et d'adopter « un vrai budget ». Cette Constitution placerait la Banque centrale européenne « sous l'autorité d'un pouvoir politique issu des citoyens ». Le dernier volet, économique, de la

contribution suggère « une politique de relance volontariste » et une harmonisation fiscale qui serait « encouragée par une taxation, au niveau européen, commune et progressive, des mouvements de capitaux et des placements financiers, inspirée de la taxe Tobin ».

Dans une contribution, élaborée par Alain Vidalies, député des Landes, et intitulée « Faire l'Europe sans renoncer au socialisme », une partie des ex-poseurs avance l'objectif d'une « Europe fédérale puissante et démocratique ». Attachés à la nation française, « la France, c'est la République, ce n'est pas Clovis », ils veulent aussi une Europe « laïque et sociale ». Au-delà d'un contrôle politique de la Banque centrale européenne, ils réclament « un gouvernement européen » qui, « issu du camp majoritaire aux élections européennes », « remplirait la Commission » et serait responsable devant le Parlement. Ils souhaitent « une norme sociale européenne » qui, outre un salaire minimum, prévoirait « une carte d'assurance sociale communautaire » et « un régime européen de sécurité sociale pour les travailleurs migrants ».

Régis Passereux, responsable national des services publics, présente sa contribution personnelle. Le maire d'Agde (Hérault) insiste sur une politique de croissance, afin de « rompre avec le monétarisme », et sur l'égalité d'accès aux services collectifs et publics.

M. N.

M. Chevènement voit dans le premier secrétaire du PS « un esprit ouvert »

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT a fait, vendredi 5 février, une courte apparition au 4^e congrès du Mouvement des citoyens, qui se tient à Créteil (Val-de-Marne), jusqu'à dimanche. Tout sourire, il a été longuement ovationné par les 450 militants présents, qui se sont levés pour le congratuler. Il s'agissait d'une simple visite pour le président-fondateur du MDC, dont l'intervention publique est prévue dimanche matin. Pour glaner « quelques pétales » sur la démarche du mouvement en vue des élections européennes, les délégués devront encore patienter.

C'est toutefois avec un chaleur non feinte que le ministre de l'Intérieur a salué, vendredi matin, sur LCI, la candidature de François Hollande pour conduire la liste du PS aux européennes. « François Hollande est un ami, un homme très sympathique, à l'esprit ouvert », avant de préciser que « cela ne préjuge pas du fond », sur lequel « il y a matière à débattre ». Déjà, à l'université d'été du MDC qui s'était tenue, fin août 1998, peu de temps avant son accident d'automobile, M. Chevènement n'avait pas exclu que des « convergences » soient possibles avec les socialistes.

Des multiples hypothèses avancées pour les européennes, seules restent en lice celle de s'entendre avec le PS ou celle de conduire une liste de la « gauche républicaine »

(*Le Monde* du 5 février). « Une liste avec des femmes et des hommes qu'on n'attend pas, mais qui ont une cohérence », précise Georges Sarre, vice-président du MDC, allusion à peine voilée au choix de la philosophe Geneviève Fraisse, pro-maastrichtienne, retenue en deuxième place de la liste communiste.

« Il faut une gauche sérieuse, solide, conséquente, bref une gauche républicaine », expliquait M. Chevènement dans un texte lu devant le conseil national de son parti, le 29 novembre 1998. « Le courant républicain ainsi défini est aujourd'hui dispersé : si le MDC en exprime la cohérence idéologique, il existe aussi à l'état de sensibilité au sein du PS et du PC, et plus encore dans l'électorat populaire. Bien évidemment, un courant intellectuel brillant illustre aussi, avec Régis Debray, Claude Nicolet, Max Gallo, Paul Thibaud, Emmanuel Todd, Jean-Claude Guillebaud, Jean-François Kahn et beaucoup d'autres, la forte persistance de l'idée républicaine en France », ajoutait-il. Pour l'heure, les délégués réunis à Créteil ont pu écouter le rapport d'activité présenté par Paul Lorient, secrétaire général, qui s'est réjoui que l'espace politique du MDC « se soit élargi » depuis le précédent congrès de 1996.

Alain Beauvère-Méry

Arlette Laguiller et Alain Krivine, au nom de l'« idéal » communiste

Devant une Mutualité comble, les porte-parole de LO et de la LCR ont présenté leur liste

qui, à notre avis, auraient pu se mettre ensemble.

Effectivement, le gouvernement, vendredi soir, est à la fête. Arlette Laguiller dénonce « la politique économique de Lionel Jospin, la même que celle d'Alain Juppé ». Les deux chefs de file critiquent la loi Aubry, qui « permet depuis un an d'imposer des cadences supplémentaires, d'imposer des annualités, de casser des conventions collectives », et saluent la résistance syndicale qui s'organise à PS A contre le premier projet « 35 heures ». « Comment peut-on se dire de gauche quand on traite les enseignants comme des sauvages ? », demande Alain Krivine, navré par un Claude Allègre « qui ne comprend rien à la négociation ».

Et, face à la politique sécuritaire de Jean-Pierre Chevènement : « Comment des Jeunes peuvent-ils accepter que le droit au logement et au travail soit bafoué quand le président du Conseil constitutionnel, Roland Dumas, est socialiste le jour et trafiquant la nuit ? »

EUROPE DISCRÉDITÉE
Entre les deux porte-parole, on sent bien quelques différences. A commencer par l'Europe. A la Mutualité, Alain Krivine s'est indigné que « la belle idée de l'Europe chère aux internationalistes soit discréditée par cette Europe qui se construit dans le secret des banques ».

« Notre ambition n'est pas de conquérir quelques strapontins dans un Parlement qui ne sert de toute façon pas à grand-chose », a expliqué pour sa part sans ambages M. Laguiller. En revanche, ils ont d'un accord tacite étudié la politique sur l'assiduité des têtes de liste à Strasbourg, comme si eux-mêmes n'étaient pas encore certains de la leur (lire ci-dessus).

En votant pour la liste LO-LCR, « on pourra voter pour des communistes qui ne renient ni leurs idées ni leur idéal », a conclu Arlette Laguiller, après qu'Alain Krivine eut souligné la « crise existentielle » du PCF. La porte-parole de LO a regretté que Robert Hue « fasse tout ce qu'il faut pour faire perdre des voix à son parti, en présentant comme un signe de modernité des personnalités non communistes qui n'ont rien à voir avec le mouvement ouvrier ni avec ses intérêts ». Mais, a-t-elle expliqué, se démarquant alors de son colistier, « nous ne saurions que reprendre au PS des votes que ce dernier avait pris au PCF au moment du programme commun ». L'explication alambiquée a provoqué - fait exceptionnel - une vague de murmures d'incompréhension chez ses militants. Une ombre passagère dans une salle enthousiaste, qui avait longuement salué debout, en un long banc, les deux orateurs. Posing levé, elle a ensuite bissé l'Internationale.

Daniel Cohn-Bendit, le gibier et la meute

Daniel Cohn-Bendit a beaucoup apprécié qu'Alain Krivine se fende, après les incidents dont il a été victime à la Hague, le 19 janvier, d'un communiqué de son utérin, et lui a téléphoné pour le remercier. « Lorsque Cohn-Bendit est attaqué par des chasseurs d'immigrés comme Chevènement ou par certains chasseurs fascistes, qui le traitent de juif ou d'Allemand, c'est une question de principe, on est du côté du gibier », a répété Alain Krivine à la Mutualité. « Mais mille regrets, a ajouté aussitôt le porte-parole de la LCR, qui s'emploie à montrer que le programme de la tête de liste des Verts n'est pas celui du parti de Dominique Voynet, à partir sur les sans-papiers et le nucléaire, le programme de Daniel Cohn-Bendit, c'est celui de Jospin, et parfois même un peu plus à droite. » Et si on dinait ensemble ? », a récemment proposé le député européen à son ancien camarade de mai 68, au téléphone. « Si tu veux, mais chez toi ou chez moi, et sans la meute de journalistes », lui a répondu Alain Krivine.

Ariane Chemin

Les structures intercommunales sont jugées coûteuses, opaques et « peu démocratiques »

Un rapport très sévère de la chambre régionale des comptes de Midi-Pyrénées

Alors que les députés ont commencé la discussion du projet de loi sur le développement de l'intercommunalité, la chambre

régionale des comptes de Midi-Pyrénées juge sévèrement, dans un rapport, le maquis « inextricable », « peu transparent et peu démocratique » des structures intercommunales. Ce rapport estime également qu'elles constituent une source d'alourdissement de la fiscalité locale.

mojeures » : empiétement de structures alors que la loi de 1992 instituant les communautés de communes ou de villes « aurait dû entraîner une diminution du nombre des organismes » ; constitution d'architectures institutionnelles d'une « excessive complexité » (exemples : vingt-six structures intervenant dans le tourisme dans un seul arrondissement, quatorze syndicats d'eau et d'assainissement dans l'agglomération toulousaine) ; « incohérence fréquente des périmètres des groupements » (tel district regroupant les communes d'un canton sans qu'y participe le chef-lieu, ou telle association de communes sans continuité ou contiguïté territoriale). A quoi s'ajoutent des abus de pouvoir, « les nouvelles formes d'intercommunalité exerçant des attributions de collectivité territoriale sans en avoir la permanence ni la représentativité ».

TOULOUSE

de notre correspondant régional
C'est un véritable pavé dans la mare que la chambre régionale des comptes Midi-Pyrénées vient de lancer en rendant publique, vendredi 5 février, une enquête sur l'intercommunalité, au moment où l'Assemblée nationale examine le projet de loi visant à développer la coopération intercommunale (Le Monde du 5 février). Cette enquête, menée pendant trois ans, constitue la première de ce type et devrait être, selon son président, Philippe Limouzin-Lamothe, « représentative pour la France entière », la région comptant la même proportion de structures intercommunales que le reste du territoire. Si les conclusions de la chambre ne mettent pas en cause le principe de coopération entre les communes, elles contestent radicalement la manière dont les élus procèdent à sa mise en œuvre et qui a abouti à la création de 19 286 groupements intercommunaux, en sus des 36 664 communes de France.

Les contribuables sont les premiers à payer « l'incohérence, les ambiguïtés et l'absence de transparence » des syndicats à vocation multiple (Sivom) ou unique, des districts, des communautés de communes ou de villes, juge sans ménagement ce rapport. « L'intercommunalité est un incontestable facteur d'alourdissement de la fiscalité locale », ajoute M. Limouzin-Lamothe. Bien que difficile à mesurer à cause de « la superposition des structures et le chevauchement des compétences », le rapport observe

que la pression fiscale augmente de trois façons : « Accroissement de la part des organismes intercommunaux à fiscalité propre, évolution du produit fiscal plus rapide – plus de 2 points – dans les communes membres d'un groupement à fiscalité propre et, enfin, effet d'accélération de la taxe professionnelle d'agglomération ». Globalement, sur Midi-Pyrénées, « plus de la moitié des communes maintiennent ou accroissent leur fiscalité en même temps qu'augmentent celle des groupements auxquels elles adhèrent », assure la chambre régionale des comptes.

SOLUTIONS DE FORTUNE

« Génératrice de coûts supplémentaires », l'intercommunalité favorise, selon les juges, « des cumuls d'emploi et de rémunération criques ». C'est ainsi qu'un secrétaire général adjoint de commune se retrouve aussi rédacteur dans un

Sivom et conseiller technique de deux sociétés d'économie mixte (SEM), « toutes activités qui auraient pu correspondre à un emploi à temps complet ». Les mises à disposition de cadres supérieurs sont « souvent un moyen déguisé d'attribuer des compléments de rémunération ». Un agent de cabinet d'une grande mairie a ainsi perçu, au titre des différents emplois qu'il exerceait dans deux syndicats et une SEM, des compléments de salaire qui ont atteint 84 % de sa rémunération principale. La constitution d'un groupement entraîne également « la multiplication des indemnités versées aux dirigeants de la nouvelle structure », sans que soient justifiées des « responsabilités effectives ».

A travers la « multiplication » et la « dispersion considérable » des groupements de toute nature juridique, la chambre régionale des comptes relève « des ambiguïtés

Crise à la communauté urbaine de Lille

Une crise est ouverte à la communauté urbaine de Lille (CUDL), où une bonne partie des membres du Gadeq (Groupe d'action démocratique communautaire) a refusé de participer au vote du budget présenté par son président, Pierre Maury (PS). Le Gadeq, qui réunit les représentants, de toutes tendances, de 47 communes sur les 87 de la CUDL, exalte en préalable une discussion sur l'intercommunalité : ces élus veulent contre les projets de fusion de la commune de Loume avec celle de Lille, et débattre de l'amendement déposé par Bernard Roman, député PS du Nord et premier adjoint au maire de Lille, à la loi Chevènement actuellement discutée à l'Assemblée nationale. Cet amendement vise à instaurer l'élection des conseillers communautaires au suffrage universel (Le Monde du 5 février). Une réunion devait avoir lieu samedi 6 février à Matignon avec le ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement, M. Maury et M. Roman, pour tenter d'effacer le différend. (Corresp. rég.)

Jean-Paul Besset

Le congrès de la CGT intronise Bernard Thibault avec enthousiasme

Nicole Notat chaleureusement accueillie

STRASBOURG

de notre envoyé spécial
Présente dans tous les esprits mais jamais évoquée au cours des débats, l'invitation de la secrétaire générale de la CFDT, Nicole Notat, pour la clôture du 46^e congrès de la CGT, vendredi 5 février à Strasbourg, restait bien le dernier enjeu d'une semaine sans réelle contestation. Comment les militants les plus hostiles au rapprochement de leur centrale avec la CFDT allaient-ils accueillir celle qui avait soutenu le plan Juppé en 1995 ? Certains propos pouvaient laisser craindre le pire : « Il y a quelqu'un qui vient demain et il va falloir s'en occuper », rappelait d'un ton menaçant un syndicaliste de la santé, au cours des débats, jeudi, sur le document d'orientation.

Quand les projecteurs se sont tournés vers M^{me} Notat, discrètement entrée dans la salle du congrès peu avant 10 heures, les sifflets attendus ont été bien vite recouverts par des tonnerres d'applaudissements. A l'exception d'une centaine de contestataires des fédérations de la chimie, des métaux et de la santé, l'ensemble de la salle s'est aussitôt levée en criant : « Tous ensemble, tous ensemble ! Ouais, ouais ! », transformant l'épreuve de force en allusion revancharde : en 1995, le slogan « Tous ensemble » avait déjà rassemblé les grévistes opposés au plan Juppé, avant d'être repris par les opposants internes de la CFDT.

Quatre ans plus tard, Nicole Notat ne voit plus dans « ce beau slogan » le rappel implicite de divergences anciennes mais l'expression d'un « gentil clin d'œil », salué par Bernard Thibault comme « une aspiration à l'unité ». Avant l'acclamation d'un dirigeant de la CFDT – une première historique dans l'histoire des congrès de la CGT –, l'ovation quasi unanime réservée à Emilio Gabaglio, le secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats (CES) à laquelle la CGT devrait

prochainement adhérer, avait déjà fourni une nouvelle preuve de l'évolution sensible des mentalités au sein de la CGT.

Les invités de marque ayant été généreusement salués, les délégués pouvaient désormais se consacrer à leur nouvelle idole, Bernard Thibault, élu à l'unanimité, vendredi, à la tête de la confédération. Devant une salle enthousiaste, tremblant sous le volume des cornes de brumes, des applaudissements et des « Tous ensemble ! » tonitruants, la figure emblématique du mouvement social de l'hiver 1995 est alors montée à la tribune prononcer ses premiers mots de secrétaire général officiel : « Les trains sont quand même plus silencieux quand les cheminots sont en grève. »

DÉPART « SANS ÉTAT D'ÂME »

Dans un hommage émouvant rendu à son prédécesseur, Louis Viannet, M. Thibault n'a pas manqué de saluer « l'apport essentiel à la CGT et au syndicalisme » et le « pragmatisme » d'un « dirigeant un peu iconoclaste ». Moins solennel, il a ensuite dévoilé ses talents d'imitateur devant une assistance hilare, en reprenant les gestes et les expressions de l'ancien secrétaire général, amateur de « tableaux sur l'état de la réflexion » et « d'issues pour conclure ». Lui adressant enfin toute sa reconnaissance pour les conditions dans lesquelles le changement de secrétaire général s'était produit, Bernard Thibault a terminé son discours dans les bras de « Louis », avant de lui remettre un panier rempli de champignons, « si, d'ailleurs, le gibier se faisait rare ». A son tour acclamé, celui qui fut le secrétaire général de la CGT pendant six ans assurait les congressistes qu'il partait « avec émotion, mais sans état d'âme ». Le congrès s'achevait au son de La Marseillaise et de L'Internationale.

Alexandre Garcia

L'ordre des médecins n'est plus hostile à la maîtrise des dépenses de santé

LE PRÉSIDENT du conseil national de l'ordre des médecins, Bernard Glorion, appelle les médecins libéraux à accepter leur « responsabilité économique », dans un entretien publié, vendredi 5 février, par Le Quotidien du médecin. La décision du Conseil constitutionnel de supprimer le dispositif de sanctions financières les « place aujourd'hui devant une responsabilité nouvelle, affirmée-t-il. Ils doivent réfléchir à la façon d'autoréguler les dépenses et être capables de maintenir les dépenses de soins dans une enveloppe donnée ». C'est la première fois que l'ordre accepte la définition d'enveloppes de dépenses. Le professeur Glorion juge qu'« il serait regrettable de ne pas avoir fait une tentative pour sauver un système qui repose sur la solidarité. L'entrée des assurances privées peut se concevoir, mais on risque de créer à terme un système nouveau qui conduira à une discrimination sociale ».

DÉPÊCHES

■ **NORD** : Gérard Donnay, ancien président RPR du conseil général du Nord, a annoncé, vendredi 5 février, son intention de renoncer à son mandat de conseiller général de Lille-Centre. Il est par ailleurs député européen et conseiller régional et devait se mettre en conformité avec la loi sur le cumul des mandats. Son retrait devrait provoquer d'ici deux mois une élection cantonale partielle à Lille.

■ **SONDAGE** : Jacques Chirac et Lionel Jospin perdent chacun deux points de confiance dans le dernier sondage de la Sofres, réalisé du 27 au 29 janvier auprès d'un échantillon de 1 000 personnes et publié par Le Figaro Magazine du 6 février. Le président de la République recueille 52 % de bonnes opinions (contre 46 % de mauvaises) ; 61 % des personnes interrogées font confiance au premier ministre (contre 37 % qui ne lui font pas confiance).

■ **ALLIANCE** : Eric Raoult, secrétaire national du RPR aux fédérations, a dénoncé, vendredi 5 février, la volonté de l'UDF de faire une liste autonome aux européennes : « L'Europe vaut mieux que les intérêts d'une boutique ». Il faut une « forte présence » de la droite au Parlement européen « pour aider le chef de l'Etat face à des premiers ministres qui sont souvent plus roses que tricolores, plus pour une Europe sociale-démocrate que pour les valeurs nationales de leurs pays », a ajouté M. Raoult.

■ **CONJONCTURE** : Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, a affirmé, vendredi 5 février, qu'il est « très important » que le moral des ménages soit bon, mais qu'il est aussi essentiel que « les entreprises se réveillent ».

Virginie Malingre

En Rhône-Alpes, le RPR et les millionnaires ignorent les offres de coopération d'Anne-Marie Comparini

LYON

de notre correspondant régional
« Nous avons accompagné l'exécutif jusqu'au bout pour l'aider à remettre en marche l'institution régionale », commente Bernard Soulaque, président du groupe socialiste, après l'élection des bureaux des onze commissions du conseil régional Rhône-Alpes. Depuis vendredi 5 février, la gauche non communiste et les Verts détiennent tous les postes de président et de vice-président, contrôlant ainsi l'ensemble du dispositif délibératif de l'assemblée.

Elue présidente de la région Rhône-Alpes le 8 janvier grâce au vote de la gauche, Anne-Marie Comparini (UDF) n'a pas réussi à convaincre les élus de la droite « millionnaire » et le RPR d'occuper, comme elle le proposait, des postes de responsabilité au sein des commissions thématiques.

Dans un communiqué, M^{me} Comparini a déploré « qu'une nouvelle fois des manœuvres politiciennes venant de Paris » soient à l'origine de cette situation.

En s'abstenant de présenter des candidats et en ne participant à aucun vote, le RPR a notamment voulu lui signifier que l'exécutif UDF qu'elle anime restera, tout au long de sa mandature, « l'otage » de la gauche. Selon les élus RPR et apparentés, « l'intransigence » du PS a rendu impossible l'application d'une représentation proportionnelle équitable entre les groupes de l'assemblée régionale. De leur côté, les amis de Charles Millon ont souligné que « M^{me} Comparini paie cash le premier acompte de sa alliance scandaleuse avec la gauche, confirmant, au mépris de ses électeurs, sa compromission avec ses adversaires politiques d'hier ». La stratégie d'isolement de la

présidente de la région imaginée par les « millionnaires » et la position adoptée par le RPR compliquent davantage encore l'action de M^{me} Comparini. Depuis un mois, elle n'est toujours pas parvenue à rallier à sa démarche de nouveaux conseillers de droite. Elle ne cesse pourtant de répéter que sa ligne politique n'a pas varié : « Je n'abandonne en rien les convictions de mon camp », martèle la présidente de Rhône-Alpes. Elle a annoncé qu'elle reprendra, notamment lors de la présentation de son budget les 11 et 12 mars prochain, tous les engagements de campagne de la droite pendant la campagne des régionales en mars 1998. M^{me} Comparini faisait alors partie de l'équipe qui soutenait Charles Millon, avant de dénoncer, peu après, son alliance avec le Front national.

Claude Francillon

DÉTAILLANT - GROSSISTE
VENTE AUX PARTICULIERS
Toutes les grandes marques sur meilleurs prix

MATELAS • SOMMIERS
tous les relevés - toutes dimensions
SINUSFLEX - TRESA - EPIDIA - PIRELLI
SINUSFLEX - MURPHY - BULTEX - etc...
Remise 5 et 10 %

Canapés - Salons - Cio-Cloac...
CHU - TISSOT - ALGANTARA
Stelux - Devicor - Gaudin - Saturn etc...
5500 m2 d'exposition
LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE

MOBECO
239 à 247, rue de Belleville
Paris 13ème - M^o Télégraphe
50, avenue d'Italie
Paris 13ème - M^o Place d'Italie
01.42.08.71.00
7 jours sur 7
VENTES PAR TÉL. POSSIBLE

CESSION
DE PARTS
D'UNE SOCIÉTÉ
DE NÉGOCE
À MAYOTTE

Actionnaire Principal (99 % des actions) cède totalité de ses parts d'une société de Négoce à Mayotte

Contacts :
SIM - BP 91
97600 MAMOUZOU
Tél. : 02 69 61 11 13 ;
demander la Direction
Générale ou
le Secrétaire Général
Fax : 02 69 61 14 95

5/10

20/2

b12 - 2V

(Publicité)

LE MONDE / DIMANCHE 7 - LUNDI 8 FÉVRIER 1999 / 7

"Moi j'ai envie d'y croire.
Mais les pilotes, qu'est-ce
qu'ils en pensent ?"

Ouverture du capital

**79 % de nos
pilotes ont
choisi de diminuer
leur salaire
pour devenir
actionnaires.**

Quand on est actionnaire d'une entreprise, on veut qu'elle progresse. La signature, en 1998, d'un accord de partenariat sur plusieurs années, entre la Direction de la Compagnie et des représentants des Personnels Navigants Techniques, et le choix fait par 78,8 % de nos pilotes et officiers mécaniciens navigants de devenir actionnaires d'Air France, en échange d'une baisse de salaire de 235 MF en moyenne par an pour les 7 années à venir, sont la preuve de leur implication. L'ouverture du capital permettra également à l'ensemble des salariés (personnel navigant commercial et technique, personnel au sol qu'il soit administratif, commercial, des escales, du fret, de la maintenance...) de s'associer pleinement au devenir de leur entreprise. Des dizaines de milliers de salariés seront alors avec vous actionnaires d'Air France, partageant l'ambition de voir leur compagnie progresser et représenter toujours mieux l'image de la France dans le monde. Voilà pourquoi chaque jour ils favoriseront le développement de leur entreprise. Voilà pourquoi nous pouvons dire que vous avez raison d'y croire. Réservez dès maintenant auprès de votre intermédiaire financier. Pour toute information, n° vert 0 800 320 310. Internet : www.airfrance.net

Dans le cadre de l'ouverture du capital d'Air France, les souscripteurs personnes physiques bénéficient d'avantages particuliers : une réduction par rapport au prix fixé pour les investisseurs institutionnels ; 1 action gratuite pour 10 actions achetées et conservées 18 mois, dans la limite d'un investissement de 30 000 francs (4 573,47 euros) ; la gratuité des droits de garde pendant 18 mois ; la possibilité de souscription dans le cadre fiscalement attractif du Plan d'Épargne en Actions. La réservation vous garantit, dans la limite de 8 000 francs (1 219,59 euros), soit d'obtenir le nombre d'actions correspondant au montant demandé, soit d'être deux fois mieux servi que si vous n'avez pas réservé. Elle est révoquée à tout moment jusqu'à la fin du quatrième jour de bourse de l'Offre à Prix Ferme. Des bulletins de réservation d'actions sont disponibles auprès de votre banque, des Caisses d'Épargne, de La Poste, du Trésor public ou de votre société de bourse. Le document de référence, la note d'opération préliminaire et la note d'opération définitive visée par la COB seront à votre disposition, sans frais, auprès des intermédiaires financiers et d'Air France.

AIR FRANCE

Vous avez raison d'y croire

Congrès de la CGT
Bernard Thibault
enthousiasme
chaudeusement accueillie

Le congrès de la CGT, qui s'est ouvert dimanche à Paris, a été marqué par l'enthousiasme et la chaleur de l'accueil. Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, a été élu à la présidence du congrès. Le congrès a été marqué par une atmosphère de confiance et de solidarité. Les délégués ont voté une motion de confiance à l'égard du gouvernement. Le congrès a également adopté une motion de soutien à la France. Le congrès s'est terminé dimanche soir à Paris.

des médecins n'est plus la
des dépenses de santé

Le coût des soins médicaux en France est en constante augmentation. Les dépenses de santé ont augmenté de 10 % en 1998. Les médecins ont obtenu des augmentations de salaire. Les dépenses de santé sont en constante augmentation. Les dépenses de santé ont augmenté de 10 % en 1998. Les dépenses de santé sont en constante augmentation.

CENSION
DE PARTS
DE SOCIÉTÉ
DE NEGOCES
A MAYOTTE

Artisanat, commerce, services, toutes les activités sont concernées. Cension est une société à participation égale. Cension est une société à participation égale. Cension est une société à participation égale.

SOCIÉTÉ

LE MONDE / DIMANCHE 7 - LUNDI 8 FÉVRIER 1999

SANTÉ Dix-huit ans après l'apparition du sida en France, l'épidémie entre dans une nouvelle phase. A la période d'euphorie qui avait accompagné l'introduction des trithé-

rapies a succédé un désenchantement teinté d'inquiétude. ■ **CERTES, CES NOUVELLES MOLÉCULES** ont considérablement amélioré le pronostic vital, mais ce sont des médica-

ments difficiles à supporter. On sait aujourd'hui qu'il faudra les prendre très longtemps, toute la vie peut-être. ■ **AUTRE MOTIF D'INQUIÉTUDE** : le manque criant de structures

de prise en charge médico-sociale pour les patients les plus démunis, afin de les persuader de prendre leurs traitements et de les réinsérer socialement. ■ **LES ASSOCIATIONS**

d'aide aux malades connaissent aussi de graves difficultés, conséquence justement de l'euphorie provoquée par les trithérapies et de la démobilité qui s'ensuit.

Les malades du sida entre l'espoir, la lassitude et l'inquiétude

Grâce aux trithérapies, le pronostic vital des patients s'est grandement amélioré, mais persistent de graves difficultés liées aux médicaments eux-mêmes, au manque de structures de prise en charge et à la démobilité des associations

« **LE DISCOURS EUPHORIQUE** de 1996 a soulevé beaucoup d'espoir. On ne se rend pas compte à quel point c'est difficile à entendre pour les malades ! » : François sourit quand même, mince, trop mince, sage et doux-amer. Avec ses quatorze années de séropositivité, ses dix ans de traitement, il a, dit-il, « une expérience professionnelle du sida » et s'exaspère d'entendre dire partout que le fléau est vaincu. « On y a tous cru. Puis, très vite, chacun a suivi des parcours très différents. Certains ont continué à mourir, d'autres se sont miraculeusement remis, beaucoup patissent, comme moi. Il y a un an et demi, l'hôpital s'était vidé, aujourd'hui, ça revient. On a atteint un plateau, on pleigne, alors quand on nous dit "ça va", on se sent plutôt largué. »

L'état de grâce est terminé. Il a duré trois ans. Lorsque, au début de 1996, de nouvelles molécules « miracles », les antiprotéases, ont donné enfin aux médecins un outil efficace pour lutter contre le virus du sida, un immense soulagement s'est emparé du monde médical, jusque-là démuné. « J'avais deux décès par semaine, c'était un tourbillon, un cauchemar, je n'en pouvais plus », se rappelle le docteur Marc Bary. En quelques mois, les malades revenaient à la vie, récupèrent leurs défenses immunitaires, le virus recule, les maladies opportunistes disparaissent.

Le sida éradiqué ? On le croit, brièvement. On s'aperçoit vite que

les trithérapies associant plusieurs molécules, dont les fameuses antiprotéases, remettent les malades sur pied mais ne les guérissent pas. Le virus reste tapi dans les cellules, prêt à se multiplier dès qu'on relâche les traitements. Mais le message est passé. Pour l'opinion, le final est vaincu. Pour les pouvoirs publics, l'état d'alerte maximal est fini. Le sida, dit-on, est devenu une sorte de maladie chronique, comme le diabète ou l'hypertension, banal. Il suffit de se soigner. Ce n'est pas si simple.

Trois ans plus tard, malades et médecins déchantent. Le soulagement persiste, mais l'inquiétude revient. Les décès ont diminué de 68 %, même si on meurt encore du sida (800 par an). Mais les contaminations continuent au même rythme - 5 000 à 6 000 par an. Mathématiquement, la population des personnes infectées augmente, et avec elle le risque de contracter le virus, ce d'autant plus que la vigilance se relâche. « On voit des gens qui prennent des risques, y compris dans les groupes les plus exposés, ce qui est un peu déprimant », soupire le professeur Willy Rozenbaum (hôpital Rothschild, Paris). « La situation de l'épidémie est très fragile. Il faut qu'on se mette dans une situation d'action continue et permanente de prévention. Ça ne l'a jamais été et ce n'est plus à la mode ! »

Pire, les trithérapies n'ont pas tenu toutes leurs promesses et commencent à montrer leurs li-

mites. Les échecs et les échappements au traitement se multiplient, au point d'atteindre 30 % à 40 % des cas. Des résistances apparaissent (Le Monde du 6 février), obligeant les médecins à jongler avec les médicaments : des trithérapies (trois molécules différentes), on passe aux quadri, penta, voire gigathérapies - 9 molécules ! « On arrive à un plateau, il faudrait de nouvelles molécules pour surmonter les impasses

« On y a tous cru. Puis, très vite, chacun a suivi des parcours très différents »

thérapeutiques. On crie tous un peu au secours », avoue le professeur Michel Robineau (hôpital Avicenne, Bobigny). Depuis peu, les services spécialisés des hôpitaux, qui s'étaient vidés, se regarnissent. « Il y a à nouveau des hospitalisations, pour des malades architravés en bout de course », note le docteur Myriam Kister (hôpital Saint-Antoine, Paris).

Autre source d'échec : les effets secondaires. Les trithérapies, admettent les médecins, sont de véritables « bombes chimiques ». Outre les allergies, elles provoquent, dans un cas sur cinq, des lipodystrophies : le malade s'enrobe de graisse au niveau du tronc, alors que son visage se creuse et que ses membres maigrissent. On observe une augmentation des graisses, du cholestérol dans le sang, sans trop savoir pourquoi. « Le traitement, c'est la vie, mais il nous transforme en mutants », dit Mariano, 40 ans, dix ans de sida. Diabète, insuffisances rénales, accidents cardiaques, lymphomes, troubles mentaux, de nouvelles pathologies apparaissent ainsi dans le sillage du sida, plongeant médecins

et malades dans le désarroi. « On joue un peu avec le feu », confesse le professeur Pierre Jouanet, qui dirige le service d'histo-embryologie-cytogénétique de l'hôpital Cochin (Paris).

Plus grave encore, la mauvaise observance des traitements obère l'avenir de l'épidémie. Contrairement à de nombreuses maladies, le sida ne tolère pas l'à-peu-près. Le virus mute dès que la puissance du traitement diminue. « Alors que, dans la plupart des maladies, un suivi de 70 % suffit, pour le sida il faut prendre 95 % du traitement », explique le professeur Rozenbaum.

Le traitement est désagréable et très contraignant. Il s'accompagne de nausées, de diarrhées, de maux de tête et de fatigue. Il exige des horaires stricts, un régime alimentaire (plus d'alcool, moins de graisses, etc.), une bonne hygiène de vie, et se révèle incompatible avec beaucoup d'autres médicaments. « C'est une vraie logistique », explique François. Tous les malades l'avouent : à un moment ou à un autre, ils oublient, font une pause ou arrêtent carrément. Même ceux qui ont frôlé la mort, lorsqu'ils vont mieux, reprennent goût à la vie, sortent, s'amuse, finissent à la longue par lever la garde. « Il y a des moments fragiles. Après six mois, neuf mois de traitement, lorsque ça marche, le sida redevient une maladie abstraite », observe le docteur Kister.

Pour convaincre les patients, la seule recette est le dialogue, le suivi. Il faut préparer, convaincre, expliquer, rabâcher, écorcher à ceux qui loupent un rendez-vous. Les consultations s'allongent. L'ennui est que, le nombre des personnes traitées augmentant, on manque de plus en plus de médecins formés. Dans les hôpitaux, les files actives ont crû de 40 % à 50 %, les spécialistes sont débordés. « On attend de plus en plus », témoignent les malades.

En ville, les généralistes compétents sont rares. « Il y a très peu de médecins de ville impliqués, et ils ont tendance à se désinvestir », regrette Willy Rozenbaum. Normal : le traitement est complexe, coûteux, les consultations longues, et la maladie sent le souffre. Bref, le sida n'est ni rentable ni gratifiant. Certains hôpitaux comme Pasteur ont même décidé de ne plus le soigner et renvoient les malades sur

l'Assistance publique... Pour améliorer l'observance, la plupart des services spécialisés ont créé des consultations d'aide à la prise de médicaments, regroupant autour des malades médecins, infirmières, pharmaciens, psychologues, etc. Mais, à moins d'être coercitifs, ces dispositifs fonctionnent mal : « Les patients qui ont le plus besoin ne comprennent pas l'intérêt de venir », regrette Nadine Balcon, surveillante en chef à l'hôpital Rothschild.

La population victime du sida a changé. Tous les médecins, toutes les associations le constatent. Comme toutes les épidémies, celle du sida touche en priorité les personnes les plus vulnérables, les moins bien informées, les moins suivies médicalement. Aujourd'hui débarque dans les hôpi-

seconds refusent simplement d'entrer dans le système de soins. Ils ricochent sur l'hôpital ou les services sociaux et repartent dans la nature, où ils continuent de répandre le virus.

Pour les médecins comme pour les associations, qui ont longtemps assuré le relais avec les malades et joué un rôle actif dans la prévention, cette nouvelle population est un casse-tête. « On est au carrefour de toutes les difficultés », soupire Hugues Charbonneau, directeur d'Ensemble contre le sida. Jusqu'en 1996, les gens venaient vers nous. Aujourd'hui, c'est aux associations d'aller vers les gens. « C'est une misère qu'on est loin d'imaginer, résume Nadine Balcon. Ils jouent avec leur vie et avec celle des autres. Ils vont créer des virus résistants. On risque d'être

Le sas du Moulin-Joli

Dans le onzième arrondissement de Paris, au fond d'une petite rue misérable qui sent la pauvreté et la détresse, le centre du Moulin-Joli tente d'accrocher les patients démunis. Toxicomanes (60 %), prostituées (20 %), migrants (20 %), sans travail et sans domicile (70 %), la moitié d'entre eux sont infectés par le sida ou par l'hépatite C, un tiers cumulent les deux. « Ici c'est un sas, explique le docteur Marc Bary. On offre d'abord un accueil sans contrepartie, puis, lorsque la demande s'est développée, on offre une prise en charge médicale. Mais c'est très long. Dès qu'on démarre un traitement de substitution à la drogue, il faut en moyenne 300 jours pour amener les patients à prendre un traitement rétroviral. »

Arc en ciel, un lieu de paroles

AU FOND d'une cour miteuse, un petit immeuble chaleureux illumine la nuit comme un fanal. Bois blond, murs ocre peints à l'essuyé, éclairages savants, fau-

REPORTAGE

« Tu veux être comme avant ? Non, tu ne seras jamais comme avant d'avoir chopé le virus ! »

teuils élégants, on croirait un bistrot à la mode. Dès l'entrée, affichée sur un paravent, une simple note ramène, d'un frisson, à la réalité. Elle rappelle que Valérie, trente-sept ans, est morte cette semaine et qu'une réunion se tiendra mercredi en son souvenir. Au 52, rue du Faubourg-Poissonnière, Arc en ciel, n'est pas un club comme les autres. Créé en 1996 par l'association Aides-Ile-de-France pour redonner goût à la vie aux malades du sida, il a un restaurant, une salle de gymnastique, un atelier théâtre. Mais les décorateurs et les animateurs ont beau faire, ce lieu de vie reste hanté par la mort.

« Ce que je ne comprends pas, dit Slimane, la tête baissée, c'est que des gens jeunes, qui suivent régulièrement leur traitement, et qui n'ont pas une vie trop désordonnée, meurent quand même. Ça me paraît incorrect. » Dans la bibliothèque, le silence s'est fait. Ce soir, le groupe de parole « suivi du traitement » est un peu perturbé.

Richard, psychologue de formation et vétérinaire de la maladie, répond prudemment : « Il y a des gens qui échappent au traitement, et il y a des épisodes fulgurants,

comme Valérie. Elle était fatiguée, elle s'est effondrée. Mourir du sida aujourd'hui, c'est plus rare, mais ça arrive. » Autour de lui vingt-cinq personnes plangent du nez. « C'est peut-être dû à une mauvaise prescription », ose Olivier. Richard se détend, on revient en terrain balisé : oui, certains médicaments ont des effets secondaires ennuyeux, mais maintenant on peut changer de traitement, discuter avec le médecin, « si tu prends ton traitement normalement, tu n'es pas malade... »

« Et peut-on changer de médecin ? » demande Isabelle, qui vient pour la première fois. Elle démarre une trithérapie et en a assez de se réveiller au petit matin pour avaler ses gélules, alors qu'elle n'arrive pas à s'endormir le soir, pour cause d'angoisse. Son médecin ne l'écoute pas : « Calmez-vous ! Il me dit », elle voudrait qu'il « s'occupe aussi un peu de la tête », et des réalités sociales : « Ils vous disent : mangez !, mais si vous n'avez pas de fric ? »

HANDICAPS SOCIAUX

La maladie précarise, malgré les traitements. « Ils permettent d'aller mieux, mais pas suffisamment pour être capable de travailler régulièrement », explique Jean-Christophe, directeur d'Arc en ciel. Beaucoup de malades ont perdu leur emploi, leur logement, leur appartement, ils ont accumulé des dettes, les assurances les récusent, ils n'ont accès ni aux crédits ni aux mutuelles, et survivent avec, au mieux, une allocation adulte handicapé (4000 francs par mois), qui n'est pas cumulable avec un salaire.

Arc en ciel, créée initialement pour aider les « malades bien portants » à se nourrir correctement, à recréer des liens sociaux, bref, à être « mieux dans leur tête » afin de mieux se soigner, s'est transformée peu à peu en centre de réinsertion. « On réunit de plus en plus tous les handicaps sociaux », dit Jean-Christophe. Il vient de la banlieue lyonnaise où il dirigeait une antenne sociale. « Ce sont les mêmes difficultés, dit-il, avec, en plus de la maladie, la fatigabilité qui persiste et bloque tous les projets ».

Dans la bibliothèque, le groupe de parole évacue une à une les angoisses. Philippe a raté trois prises de médicaments, par cassé le bol, Isabelle n'a plus d'appétit et saute systématiquement sa dose du matin. Hubert vient de démarrer une quadrithérapie, il s'inquiète de ses réactions, de la tension intérieure, permanente, qui lui fait parfois perdre le contrôle de lui-même. « Est-ce les médicaments ? »

« C'est plutôt l'angoisse, ou un début de dépression, c'est normal, répond Richard.

« Je voudrais que quelque chose bouge, soupire Hubert, je voudrais tant ressentir un soulagement, respirer à fond, reprendre un souffle. »

« Il faut dédramatiser, se dire que ça pourrait être pire et intégrer le traitement dans la vie quotidienne », répond Richard. Mais si tu veux être comme avant, non, tu ne seras jamais comme avant d'avoir chopé le virus ! » Slimane le coupe : « C'est comme retrouver sa jeunesse... » Tous sourient. Ils ont en moyenne trente ans...

V. M.

Les colères d'Arthur, sous traitement depuis neuf ans

« **LE SIDA** passe les frontières, il n'en a rien à faire des effets de mode ! » Arthur est en colère. Ce qui le scandalise, c'est le désengagement général vis-à-vis de l'épidémie. L'Etat, dit-il, ne fait plus de campagnes de prévention, ou il les fait mal, et cherche à

PORTRAIT

« Je gère une entreprise avec une maladie au long cours, la vie n'est plus normale »

se défaire de ses responsabilités vers la médecine privée, les associations sont désertées par les volontaires, le public s'est totalement désensibilisé. « Ce qui était une amélioration des soins est devenue une contre-arme de communication ! »

Lui ne se fait guère d'illusion. A trente-huit ans, il a l'air d'en avoir cinquante. « On vieillit avec le VIH. On fera un cancer de la prostate quinze ans avant les autres ! » Cela fait neuf ans qu'il prend des gélules : d'abord l'AZT, puis une bithérapie, une première trithérapie qu'il ne supportait pas, maintenant une seconde qui passe mieux : « C'est le jackpot ! » Entre-temps, il a développé une maladie pulmonaire qui lui vaut une chimiothérapie toutes les trois semaines, puis une ostéonécrose qui l'empêche de marcher et le traîne chez le kinésithérapeute tous les deux jours.

« Je gère une entreprise, dit-il, avec une maladie au long cours, la vie n'est plus normale. » Il travaillait dans l'immobilier, il a dû arrêter, et voudrait bien reprendre, mais comment ? « J'ai parfois des moments de fatigue intense, je m'écroule. » Alors il se débrouille

avec son allocation de handicapé. Ce n'est pas un cas social, d'autres, dit-il, sont beaucoup plus à plaindre. « Il faut faire des choix, renoncer à beaucoup de chose, les voyages, les sorties, l'alcool, la vie sexuelle. » Il tient le coup, parce que, dit-il, il est « carré dans sa tête » et très bien emmuré affectivement.

Mais « il y a mille raisons de ne pas accepter la réalité ». Il y a des moments où on est en révolte contre son propre sida, d'autres où on se met en week-end de traitement - « il faut bien s'organiser une porte de rêves ». D'autres enfin où on s'interroge : « Pourquoi avoir envie d'avoir un peu plus de temps à vivre ? » S'il n'y a personne autour, si la vie est vide, sans saveur ni projet, pourquoi en effet ?

UN PEU DE BON TEMPS

Lui a choisi de « s'offrir encore un peu de bon temps » : il cultive des narcisses en pot, soigne son appartement, lit, écoute de la musique, et continue de militer à Sida-Infoservice. Pour les autres, les jeunes, la nouvelle génération qui n'a jamais vu la télévision de morts du sida et recommence à s'égarer dans le rêve artificiel, l'alcool, l'ecstasy, tout ce qui favorise les comportements à risque.

Il est serein, sauf là-dessus. La guerre contre la maladie, c'est son combat quotidien. Il envisage de voir l'épidémie profiter du relâchement général pour reprendre insidieusement le dessus. « On brandit la baisse des décès, sauf qu'il y a encore 6 000 contaminations par an ! Ces 6 000 contaminés, il faudra les gérer, ce sont des postadolescents ! Et si le sida continue de se banaliser, combien seront-ils dans dix ans à vivre ma vie ? »

V. M.

Maurice
la ré



Handwritten notes and scribbles at the bottom of the page, including the number '100' and some illegible markings.

« Tenir Paris » aurait dit de Gaulle à l'ancien préfet de police de Paris

chambre du tribunal correctionnel de Paris présidée par Jean-Yves Monfort, avoir cherché à « calmer la situation ».

inraissenable, pas soutenable, lâche-t-ù. Il y a eu quelques bagarres et je suis personnellement descendu pour calmer la situation ». S'il admet désormais le chiffre d'« une vingtaine de morts » pour l'ensemble du rassemblement, il nie que des corps aient été jetés à la Seine par les forces de l'ordre : « On a procédé à des identifications et on a décelé des membres du MNA ou de musulmans qui avaient travaillé avec la police, liquidés par le FLN. »

Maurice Papon rejette en bloc toutes les accusations. Les trois policiers qui dénoncent le « massacre » de la cour de la préfecture ? « Un noyau de gauchistes activistes. » Les photographies d'Elie Kagan prises pendant la manifestation ? « Je n'y crois pas du tout, c'est du montage. » Les témoignages de ceux qui ont assisté aux exactions ? « Ils sont suspects. Que

été rapatriés. » « Comment peut-on expliquer autant d'interpellations avec des effectifs de police limités ? », interroge le président. « Grâce à la bonne volonté des appréhendés, qui n'étaient pas rebelles et étaient bien contents d'être débarrassés de la corvée imposée par le FLN », rétorque Maurice Papon.

La veille, Jean-Luc Einaudi donnait une version autrement plus dramatique de ces « rafles massives » au cours desquelles, selon lui, plus de deux cents personnes auraient été tuées. Mais Maurice Papon n'en est pas à une dénégation près. Il conteste les témoignages qui font état d'une cinquantaine de morts dans la cour d'honneur de la préfecture. « C'est

ne sont-ils venus réclamer à ce moment-là ? Ils auraient dû dénoncer ces crimes ». Les déclarations critiques de Gérard Monate, à l'époque secrétaire général adjoint du Syndicat général de la police ? « Il est connu dans un poste de maigouilleur à propos de l'affaire Urba. »

Concernant sa responsabilité éventuelle dans la répression de la manifestation, l'ancien préfet de

manifestation, l'ancien préfet de police s'en tient à une explication simple : « Les mesures étaient décidées en haut lieu. Le préfet de police est soumis aux directives du ministre de l'Intérieur, voire du premier ministre ou du chef de l'Etat. »

Suite des débats jeudi 11 février avec l'audition des témoins de la défense.

Acacio Peretiro

Souvenir
Angleterre

e....

VANESA est un peu la championne de la malice. A vingt-six ans, sa vie semblait toute tracée : employée de bureau, mariée, tranquille. Mais son mari la quitte. Un rapport à risque, un accident de préverratt, et tout bascule. Vanesa devient « sportive ». « C'est une maladie vache », dit-elle, « on sent puni ». C'était il y a trois ans. Depuis son mari est devenu un personnage étonnant. Il aime courir, il est éternellement fatigué. Il veut un enfant. C'est pas recommandé, elle le sait. Pourtant, elle ne se soigne pas. Ça va. « Sinon, c'est trop dur, ce traitement qui me fait vomir tous les matins, comme si j'étais enceinte, buter... »

transmissions à l'enfant à 6 %. On sait, depuis, la diminuer encore grâce aux césariennes programmées. Actuellement, il est compris entre 2 % et 3 %, estime le docteur Mandelbrot. Reste un problème : les thérapies. On ignore, faute de recul, les effets potentiels de ces traitements lourds sur les enfants à naître. Mais les médecins sont très réticents. « Tout le monde est trop pressé, on conseille d'attendre un an ou deux pour y voir plus clair. »

Dans le cas inverse, où l'homme est infecté, la seule solution pour limiter le risque de contamination verticale était jusqu'à la fin du sperme. Peu de couples s'y engageaient. Une cinquantaine d'enfants sont nés ainsi en France depuis puis dix ans. Mais, là aussi, les techniques ont progressé. On sait désormais détecter le virus dans le sperme et trier les spermatozoïdes. On pourrait ainsi éviter une fécondation in vitro par micro-injection (un spermatozoïde tré est injecté dans un ovule) limitant le risque à 1/200 000.

Manque le matériel. Les laboratoires spécialisés comme celui du Centre Pasteur, Jousselin, ne peuvent recevoir que des patients séropositifs à l'infection, les incubateurs utilisés pour les couples sains. Il faudrait donc développer des équipements. Là, les autorités sanitaires bloquent. Tout est très, une centaine de

couples attendent, se désolent le professeur Jouannet, « mais on a l'impression que personne n'a envie de traiter ce problème au niveau institutionnel. Quand on parle de VIH et de procréation, cela devient explosif ».

V.M.

AIDES, Act Up, Arcat Sida. Sol en si, Ensemble contre le sida (ECS), Solidarité Sida... En 1994, quelque 250 associations jouaient un rôle précieux dans la lutte contre le sida. Peuplés pour l'essentiel de malades appartenant à des milieux privilégiés et à des groupes (homosexuels, hémophiles) solidaires et organisés, ces associations ont, au début de l'épidémie du virus, en 1985, coopéré avec les médecins et la recherche pour l'identification, soigner et prévenir l'épidémie. Elles ont aussi largement contribué à la mise en place non seulement de traitements efficaces, mais aussi de nouvelles relations entre les malades et le corps soignant, plus égalitaires, fondées sur l'information, l'échange et la tolérance réciproque.

PARC, n'ont rien arrangé. Seul Ensemble contre le sida (ECS), présidé par Pierre Bergé, a réussi à tirer son épingle du jeu et à canaliser l'essentiel des fonds privés, qu'elle redistribue aux autres associations, d'ailleurs de moins en moins nombreuses. Cent cinquante structures survivent sur tout le territoire, pour la plupart spécialisées dans un service précis : hébergement, suivi à domicile, services sociaux, prévention, information.

Toutes se débattaient dans des problèmes financiers et d'organisation désespérés. S'écoula tout service et son numéro vert (0-800-840-800) financé par des fonds publics, n'apporta les moyens de faire de la publicité : les appels diminuent, saut, signe des temps, sur la ligne spécialisée dans les problèmes juridiques et financiers... Aides Ile-de-France a dû réduire son budget de 40 % en 1998 et peine à financer son centre Arc en ciel. « Les entreprises que nous contactons, explique son vice-président, nous répondent carrément que le sida n'est plus à la mode ! »

MOINES DE MALIANTS ET D'ARGENT
Ces acquis demeurent. A l'échelle de l'histoire médicale, la lutte contre le sida est, tout au moins dans les pays riches, un succès, même s'il reste à confirmer. Mais ces succès, paradoxalement, a cassé les associations. L'arrivée des trithérapies en 1996 et l'euphorie qui a suivi ont démobilié les troupes déjà décimées par le Sida. La plupart des fondateurs étaient morts, et les survivants, épuisés, se sont éloignés. « C'est érodant de parler tout le temps de la mort », soupire un de ces vétérans. Aides, entre autres, a perdu plus de 1 000 bénévoles en deux ans tandis qu'il réduisait ses locaux de moitié, faute d'argent.


Croyant le sida vaincu, le public s'est lui aussi détourné: les dons ont chuté. Le fiasco du troisième Sidaction, en 1996, et l'affaire de

« Au moment où l'épidémie se diffuse et se déplace, touchant de plus en plus les catégories démunies, et gonflant les besoins d'accompagnement social, les associations ont beaucoup de mal à s'adapter, faute de moyens, mais aussi faute de relais dans ces catégories sociales. « La lutte contre le sida trouve ses limites, car on entre dans la lutte contre la précarité », constate Hugues Charbonneau, directeur d'ECS. On est à un tournant et, pour le moment, on pénètre... »

V.M.

399 F*

de jeux, cinéma, promenade et ca-
 Prix pour 1 voiture, 2 a-
 avec 3 enfants (moins
 ans) pour un séjour de
 en Grande Bretagne qui
 n'êtes pas près d'oublier



P&O
PORTSMOUTH

Portsmouth is a leading international cruise ship port, with 100,000 passengers and 100,000 tonnes of cargo passing through the port each year. The port is a major employer, with over 10,000 jobs. The port is a major hub for the cruise industry, with a wide range of cruise lines operating from the port. The port is a major employer, with over 10,000 jobs. The port is a major hub for the cruise industry, with a wide range of cruise lines operating from the port.

aire
pont
ino.
dites
de 15
jours
vous
t.

...the ...

TH



LE MENSUEL DES ENSEIGNANTS ENTIÈREMENT CONSACRÉ AUX DÉFIS ÉDUCATIFS ET CULTURELS DE NOTRE SOCIÉTÉ

Rencontre-débat *Le Monde de l'éducation* - la Fnac le jeudi 11 février à 18 heures à la Fnac Saint-Lazare à Paris : « Comment éduquer à la responsabilité ? »



PROFITEZ DE NOTRE OFFRE D'ABONNEMENT !

Bulletin à retourner accompagné de votre règlement à : *Le Monde de l'éducation* - Service abonnements, 24, avenue du Général-Lederc, 60646 Chantilly Cedex. Offre valable jusqu'au 31 décembre 1999 et réservée à la France métropolitaine. Pour l'étranger et les DOM-TOM, nous consulter au (33) 1-42-17-32-90 de 8 h 30 à 18 heures.

**1 AN, 11 NUMÉROS
249 F**
**SOIT 24 %
DE RÉDUCTION**

- ☐ **OUI**, je souhaite bénéficier de votre offre d'abonnement au *Monde de l'éducation* pour
- ☐ 1 an (11 numéros) pour 249 F seulement au lieu de 330 F, soit une économie de 81 F.
- ☐ 6 mois (6 numéros) pour 150 F seulement au lieu de 180 F, soit une économie de 30 F.

- ☐ Je joins mon règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre du *Monde de l'éducation*.
- ☐ Je préfère régler par carte bancaire :

N° :

Date d'expiration :

Date et signature obligatoires :

901 ME002

Prénom :

Nom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Vous vous abonnez au *Monde de l'éducation* : vos nom, prénom et adresse sont communiqués à nos services internes et, le cas échéant, plus tard à quelques sociétés partenaires. Vous vous abonnez et ne souhaitez pas recevoir de propositions de ces sociétés, merci de cocher la case ci-contre ☐

AV - 49
- 549
CVV
CVV

DISPARITIONS

■ **PAUL MELLON**, philanthrope américain, mort lundi 1^{er} février à Upperville (Virginie). Il avait quatre-vingt-onze ans. Son nom figure à la National Gallery of Art de Washington, fondée par son père, Andrew Mellon, en 1937. La National Gallery est un des rares musées publics américains (il est propriété de l'Etat fédéral). Il n'a eu son existence qu'à la donation que fit le sénateur Andrew Mellon de ses collections et de la somme nécessaire à la construction du bâtiment. Depuis 1964, Paul Mellon, qui était un collectionneur d'art, spécialiste de l'impressionnisme, John Rewald (1912-1994), a donné à la Fondation d'art pour la recherche (Amref), Claude Monet, Auguste Renoir, Paul Cézanne, Edgar Degas, Vincent Van Gogh, Paul Gauguin, Pablo Picasso... Paul Mellon avait aussi, avec ses biens, 1,4 milliard de dollars (environ 1,24 milliard d'euros), la 124^e fortune du pays. Outre ses dons à la National Gallery, Paul Mellon a contribué à de nombreuses organisations de charité, mais

était plus particulièrement intéressé par l'éducation supérieure, finançant plusieurs universités, dont le Yale Center for British Art à New Haven (Connecticut). ■ **ANNE SPOERRY**, médecin français qui a travaillé pendant de longues années au Kenya, connue sous le nom de « mama daktari », est morte mardi 2 février à l'hôpital à Nairobi, à l'âge de quatre-vingt-un ans, des suites d'une attaque cardiaque. Elle a résisté à la répression du camp de concentration de Ravensbrück, où elle était installée au Kenya à la fin des années 1940 après son évacuation de la médecine. En 1965, elle avait rejoint le service des « docteurs volants » (*flying doctors*) créé par la Fondation africaine pour la médecine et la recherche (Amref). Elle pilotait elle-même son petit avion dans toute la région désertique qui s'étendait dans la partie nord du pays, pour faire face aux urgences, lancer des opérations de vaccination ou promouvoir l'hygiène et la prévention. Lorsqu'elle prit sa retraite, en 1996, elle avait effectué ainsi 11 000 heures de vol. Anne Spoerry a été plusieurs fois récompensée dans un

livre intitulé *ils m'appellent mama daktari* (Ed. Lattès, 1994), ce qui signifie « maman docteur » en swahili. ■ **ROGER CODOU**, ancien des Brigades internationales, est mort le 1^{er} janvier à Paris, à quatre-vingt-quatorze ans. Communiste, il a côtoyé les grandes figures du mouvement, Marty, Tillon, Rol-Tanguy, Garaudy, le mystérieux Jean Jérôme... Forte tête, dévoué à la cause du communisme, Roger Codou a écrit un itinéraire dans *Le Cabochard, Mémoires d'un communiste, 1925-1982* (Maspero). L'adolescence, Roger Codou a été soldat pendant la guerre de 1939-1945, c'est la guerre du Maroc, internationaliste et pacifiste, il refuse de prendre les armes. En 1936, il s'engage dans les rangs des volontaires pour l'Espagne républicaine et se bat sur le front espagnol, jusqu'en 1938, la souffrance et la mort, la fraternité et la perte bien des illusions. Roger Codou est un homme convaincu, hors du PC, point de salut pour la gauche ouvrière, il continue le combat dans ses rangs : le débâcle, les années d'Algérie, la

Libération, les ministères communistes, la guerre froide, l'import-export dans les pays de l'Est, le rapport Khrouchtchev, Budapest 1956... Là, ce fut trop : il quitta le PCF, sans jamais renouer au combat.

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du jeudi 4 février sont publiés :

■ **Caisse d'épargne** : une loi portant prorogation des mandats des membres des conseils consultatifs et des conseils d'orientation de surveillance des Caisse d'épargne et de prévoyance.

■ **Credit lyonnais** : un décret autorisant la cession de la participation du Credit lyonnais Europe SA (dénommée Credit lyonnais SA) à Banca Jover SA et Credit lyonnais Espagne.

■ **Cour des comptes** : un avis de mise en vente, de la Documentation française, de la deuxième édition de l'ouvrage de référence, *La Cour des comptes*, de Descheemaeker (213 pages, 18 francs, 15,29 €). La Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75344 Paris Cedex 07.

NOMINATIONS

CNIL

Michel Gentot a été élu pour cinq ans, mercredi 3 février, président de la Commission nationale informatique et libertés (CNIL) par les membres de l'autorité administrative indépendante. Ancien président de la section du contentieux du Conseil d'Etat, Michel Gentot avait été nommé membre de la CNIL lors du conseil des ministres du 1^{er} janvier (Le Monde du 9 janvier). Aux postes respectifs de vice-président délégué et de vice-président, la commission a élu Hubert Bouchet, membre du Conseil économique et social, et Raymond Forni, premier vice-président de l'Assemblée nationale. La composition de la CNIL est désormais la suivante : deux députés, Raymond Forni (PS, Territoire de Belfort) et Gérard Lemaire (PS, Lot-et-Garonne); deux sénateurs, Jean-Marie Poirier (UC, Val-de-Marne) et Ali Turk (non-inscrit, Nord); deux membres du Conseil économique et social, Hubert Bouchet et Pierre Schapira; deux membres du Conseil d'Etat, Marcel Pinet et Noël Chahid-Nourai; deux membres de la Cour de cassation, Pierre Le-

clercq et Maurice Viennois; deux membres ou anciens membres de la Cour des comptes, Didier Gasse et François Gicquel; trois personnalités nommées sur proposition respectivement du président de l'Assemblée nationale et du président du Sénat, Maurice Benas, conseiller d'Etat, et Guy Rostier, conseiller-maire honoraire de la Cour des comptes; trois personnalités désignées en conseil des ministres : Cécile Alvergnat, Philippe Lemoine et Michel Gentot.

POLICE

Jean-Louis Ottavi a été nommé à la tête de la direction de la police aux frontières (PAF) par le conseil des ministres du mercredi 3 février. Ce service a dernièrement remplacé la direction centrale de l'immigration et la lutte contre l'emploi des clandestins, dont M. Ottavi était le directeur (Le Monde du 2 février). Les ministres ont confirmé Jacques Laisné au poste de directeur de l'administration de la police nationale. Cette confirmation accompagne la restructuration du service, où l'ancienne sous-direction de la formation devient une direction à part entière.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

— Bienvenue à

Cécile,

arrivée mercredi 3 février 1999,

chez
Patricia JOLLY
et Pierre-André LACOUT.

Tanja ROMIC

— Emmanuel REIN

— heureux d'annoncer la naissance de

Noah, Alice, Léa,

le 3 février 1999, à Paris.

31, rue Malra,

75011 Paris.

Anniversaires de naissance

— Le 8 février 1999,

Aïcha BUREAU

— trente ans avec toi et ton fameux journal.

Joyeux anniversaire.

Les Boubo family.

Sébastien,

tu es cinq ans aujourd'hui, 6 février.

Je rêve pour toi d'une vie de sérénité et d'amour de l'humain.

Je t'aime.

Nana.

Fiançailles

Michel KUENTZ

et

Arabella CRUM-EWING

— le grand bonheur leur prochain mariage.

Bibliothèque Seguir Nimes,

30670 Carlabon-Lognon.

Décès

— M^{me} Cavalier-Bernabé

Brea,

épouse,

directeur de recherche au CNRS,

à la tristesse de faire part du décès du

professeur Luigi

BERNABÉ-BREA,

archéologue.

survenu le 4 février 1999, à quatre-

vingt-neuf ans.

Les obsèques religieuses auront lieu le

samedi 6 février, à Lipari (Mer Ionienne-Sicile).

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean DESPEYROUX,

ingénieur civil

des Ponts-et-Chaussées,

président du conseil général

des Ponts-et-Chaussées,

président d'honneur fondateur

de l'Association française

de génie parasismique.

survenu le 1^{er} février 1999.

L'inhumation aura lieu le mercredi

10 février, à 15 heures, au cimetière

de la famille, au cimetière ancien de Rueil-

Malmaison (Hauts-de-Seine), place du

Souvenir-François-Jacques-Philizon.

— Nogen-le-Rotrou (Eure-et-Loir).

Le 1^{er} février, Jean Boutron,

son épouse,

Isabelle et Ayman Verrier,

Christine et Philippe Colpin,

Mario-José et Y. Baco,

son enfant,

Guillaume Verrier,

Frédérique et Pysel,

son enfant,

son enfant-petit-fils,

M^{me} Georges-Pierre

Verrier,

son enfant-petit-fils,

M^{me} Georges-Pierre

Verrier,

son enfant-petit-fils,

M^{me} Georges-Pierre

Verrier,

son enfant-petit-fils,

M^{me} Georges-Pierre

Verrier,

son enfant-petit-fils,

M^{me} Georges-Pierre

Verrier,

son enfant-petit-fils,

M^{me} Georges-Pierre

Verrier,

son enfant-petit-fils,

M^{me} Georges-Pierre

Verrier,

son enfant-petit-fils,

M^{me} Georges-Pierre

Verrier,

son enfant-petit-fils,

M^{me} Georges-Pierre

Verrier,

son enfant-petit-fils,

M^{me} Georges-Pierre

Verrier,

son enfant-petit-fils,

M^{me} Georges-Pierre

Verrier,

son enfant-petit-fils,

M^{me} Georges-Pierre

Verrier,

son enfant-petit-fils,

M^{me} Georges-Pierre

Verrier,

son enfant-petit-fils,

M^{me} Georges-Pierre

Verrier,

son enfant-petit-fils,

M^{me} Georges-Pierre

Verrier,

son enfant-petit-fils,

M^{me} Georges-Pierre

Verrier,

son enfant-petit-fils,

M^{me} Georges-Pierre

Verrier,

son enfant-petit-fils,

M^{me} Georges-Pierre

Verrier,

son enfant-petit-fils,

M^{me} Georges-Pierre

Verrier,

— Georges et Danielle,

son épouse,

Romain, Esther et Enzo,

son enfant-petit-fils,

son enfant,

Oddie,

sa belle-fille,

Cathy et Daniel Marier,

son enfant-petit-fils,

ont la douleur d'annoncer le décès de

Laure FINIDORI

— la cérémonie religieuse aura lieu mardi

9 février 1999, à 9 h 30, en l'église Saint-

Jean-Baptiste de Grenelle, chapelle

Edienne, place Edienne-Perrot, Paris-15^e,

au service de la paroisse de la paroisse

de Montparnasse.

— M^{me} VERSILLÉ,

née VERSILLÉ,

sculpteur,

médaille de bronze de

la Ville de Paris.

survenu le 5 février 1999.

Selon la volonté de la défunte, une

cérémonie religieuse sera célébrée le

lundi 8 février, à 11 heures, en l'église

Saint-Laurent, à Nogent-le-Rotrou,

suivie de l'inhumation dans le cimetière

indiqué ci-dessous.

M^{me} Georges-Pierre

Verrier,

son enfant-petit-fils,

M^{me} Georges-Pierre

Verrier,

son enfant-petit-fils,

M^{me} Georges-Pierre

Verrier,

son enfant-petit-fils,

M^{me} Georges-Pierre

Verrier,

son enfant-petit-fils,

M^{me} Georges-Pierre

Verrier,

son enfant-petit-fils,

M^{me} Georges-Pierre

Verrier,

son enfant-petit-fils,

M^{me} Georges-Pierre

Verrier,

son enfant-petit-fils,

M^{me} Georges-Pierre

Verrier,

son enfant-petit-fils,

M^{me} Georges-Pierre

Verrier,

son enfant-petit-fils,

M^{me} Georges-Pierre

Verrier,

son enfant-petit-fils,

M^{me} Georges-Pierre

Verrier,

son enfant-petit-fils,

M^{me} Georges-Pierre

Verrier,

son enfant-petit-fils,

M^{me} Georges-Pierre

Verrier,

— Daniel PERAULT,

chevalier de l'Ordre du Mérite,

administrateur civil hors classe,

ancien directeur de l'administration

publique - Hôpitaux de Paris,

et des sports,

nous a quittés le 1^{er} février 1999, à

cinquante-cinq ans.

— Les obsèques auront lieu le 8 février,

à 13 heures, au cimetière de la

Neuve-Église.

— Le président de la commission

Paris-VI,

Le doyen de la faculté de médecine

Paris-VI,

Et l'ensemble des personnels,

ont la douleur d'annoncer le décès de

professeur Philippe POITOUT,

professeur des universités,

président hospitalier,

chef de service

de gynécologie-obstétrique

à l'hôpital de la

survenu subitement le 1^{er} février 1999, à

Paris.

Les obsèques seront célébrées le lundi

8 février, à 9 heures, en la

Neuve-Église.

— Le maire de Paris, président du

conseil d'administration,

Le directeur général,

Le président de la commission

médicale d'établissement de l'Assistance

publique - Hôpitaux de Paris,

Le président de la commission de

surveillance,

Le directeur,

ernard-Henri Lévy

Et puis, paradoxalement – toujours le paradoxe allemand... – Hambourg c'est aussi, bien sûr, le 101^e bataillon « réserve » de police : ces réservistes, rappelés, moyenne d'âge trente-neuf ans, dont le livre de Christopher Browning relate les monstrueux exploits – qui, qu'ils eurent un sur le dos, participèrent à la Solution finale : opération « Reinhardt » en Pologne ; chasse aux juifs dans les forêts ; groupe en fusion d'hommes ordinaires, pas même nazis, qui conduisirent comme les pires des SS. Une autre noire de l'Histoire allemande. Un cadavre qui pue. Et l'impunité, longtemps, pour des drôles d'anciens combattants.

Hypothèse. Elle aurait pu nouer l'ombre et la lumière, dialectiser les deux visages de Hambourg. Le procès du 101^e bataillon, en décembre 1967, fut un échec. Pourquoi ? Le temps de produire les preuves ? Celui de faire disparaître ? Ou celui, pour le mouvement étudiant, non seulement à Hambourg, mais en Allemagne, d'arriver à maturité, de réclamer des comptes à la génération des pères ? D'exiger, aujourd'hui, la morale ?

Car transposons. C'est un qui, proportions gardées, en 1944, est un dégel du communisme. C'est l'Ouest que, jusqu'ici, il produit le meilleur son. En France, Papon, protégé par le général de Gaulle, en Allemagne les accapareurs de biens juifs, les soldats de l'exposition Reemtsma, ces criminels en surplis dont la chance était la guerre froide et l'existence du communisme. On ne se rend pas compte de ce que la guerre froide coûtait à la vérité. On ne voit pas à quel point elle était, en effet, la morale. La fin du communisme, c'est la fin de l'impunité pour les crimes de bureau.

Avez-vous vu l'exposition Reemtsma ? Je n'ai plus que

seur-rival de Brandt. L'idole de la social-démocratie « de gouvernement ». Le vieux loup de 1944, yeux verts, cheveux drus, blazer marine, maillot de corps blanc, chemise, qui fête, quelques jours, quatre-vingts ans et se tient à la proue du Zeit, le grand hebdomadaire de Hambourg. N'est-il pas le « Sein de Zeit » ? Le gardien, l'un des gardiens, de l'Être de l'Allemagne ?

Et bien, c'est ce que raté. Car Schmidt a la même attitude que son ami Dohnanyi. « Je n'ai pas vu tout cela, moi, j'ai été soldat », dit-il. Et je ne crois pas qu'il faille inculper à dix-huit millions de soldats de la Wehrmacht une responsabilité contre l'humanité ! Voulez-vous une cigarette ? Je n'ai que des mentholées.

Monologue de Schmidt alors. Alternance de propos brefs, impatients, une blague du marin, une colère feinte, une humeur – et puis de longs silences : il est seul tout à coup, il regarde par la vitre, sa vie, ses songes, ce passé qui ne passe pas, les temps comptés du jugement ; il a peu de temps.

Monologue intérieur de Schmidt : qu'est-ce que c'est que ces questions ? Je croyais recevoir des philosophes ; j'ai peu de temps ; il ne me paraît que de la Wehrmacht !

Reemtsma : est-ce qu'ils vont cesser, ces Reemtsma ? Qu'est-ce qu'ils s'imaginent, la fin ? Que Reemtsma, c'est Hambourg ? Qu'on peut, avec un nom de marque de cigarettes, incarner la grande morale hantésque ?

Philosophie de Schmidt, il haute voix maintenant : « ce que votre Reemtsma ne comprendra jamais, c'est ce paradoxe tragique du soldat allemand : rêver, la nuit, de la défaite ; travailler, dans la journée, à la rendre impossible. »

Politique de Schmidt : quand il veut parler de ses « camarades », de parti, il ne parle pas « Genossen », qui est le mot des socialistes et des communistes, mais « Kameraden », qui est celui des militaires et des autres combattants de la Wehrmacht.

Politique de Schmidt, encore :

« Déserteur » : le crime de la grande Marlène Dietrich ; celui, aussi, de Charles de Gaulle. Willy Brandt, un autre de Gaulle. L'honneur absolu de l'Allemagne.

question en... Je n'ai plus envie de parler que de ça. Et c'est la première chose que je demande à Klaus von Dohnanyi, ancien bourgmestre de Hambourg, qui a pris position en faveur de Willy Brandt, mais je me souviens qu'à Reemtsma, je veux savoir ce que c'est patricien de Hambourg, supérieurement élégant et intelligent, héritier, comme dit l'expression française, de la Shoah, Rita Thalmann, de l'illustre famille des Bonhoeffer, fils et neveu de martyrs, insoupçonnable, pense d'un type qui nous expose tous, à travers l'exposition, au rayonnement du Mal absolu. Eh bien, le ministre marche. Le révélateur opère. Car Dohnanyi qui, pendant la première heure, était parfait, Dohnanyi qui expliquait : « j'ai découvert, l'occasion de malheur, le débat, l'extrême sensibilité juive sur ces questions et, si je suis blessé, je le regrette », Dohnanyi qui vient de dire – et le propos ne manquait pas de noblesse – : « je suis favorable à un Mémorial, mais plus à des projets en cours, moins colossaux », Dohnanyi, donc, quand je prononce le nom de Reemtsma, blêmit légèrement, se tait, abrège, me semble-t-il, l'entretien. Iniméité personnelle ? Rivalité ? voisinage entre deux représentants de la glorieuse culture hantésque ? Je crains que la malaise ne soit plus profonde. Je n'aime pas l'idée de l'exposition, mais j'ai un aspect provocateur. Et puis, en attaquant ainsi la Wehrmacht, est-ce qu'on ne risque pas d'insulter, au passage, la mémoire des héros, les conjurés du 20 juillet 1944, qui tentèrent d'assassiner Hitler et furent l'honneur de l'armée et du pays ? Les « conjurés », maintenant... Le 20 juillet... Ils ne savent plus quoi inventer pour se soustraire à l'irradiation Reemtsma.

Avez-vous vu Reemtsma ? Je pose la même question à Schmidt. Oui, Helmut Schmidt. Le succes-

« voulez vraiment parler Wehrmacht ? » bien, égalité dans tranchées ; camaraderie dans combats ; puis les conjurés du 20 juillet ! hein ! vous oubliez les conjurés, la crème de l'Allemagne ? » y a, lui, m'avait dit l'homme du Mémorial, Tilman Fichter, un jeune homme à gauche ; je le lui dis ; lui plait.

Le Mémorial, justement ? Oh ! Le Mémorial ! On fait bien des histoires au sujet du Mémorial ! Il n'a qu'une crainte, c'est que de jeunes sauvages ne viennent pisser dessus. Quand je lui dis que le ministre de l'Intérieur Schily, à quelque chose sur les problèmes de maintien de l'ordre, va se déclarer favorable au projet, il se tait.

Hambourg, enfin. L'affaire du 101^e bataillon, le ministre de la Défense, après mai 68, au moment des procès en appel du 101^e et de leur indulgence étrange ? La non plus, il ne répond pas. Et donc, ne répond pas.

Comment aurait réagi Weizsäcker si j'avais vu l'exposition Reemtsma avant de le rencontrer et que je lui en avais parlé ? Son père, Ernst von Weizsäcker, « Oberführer honoraire de la SS »

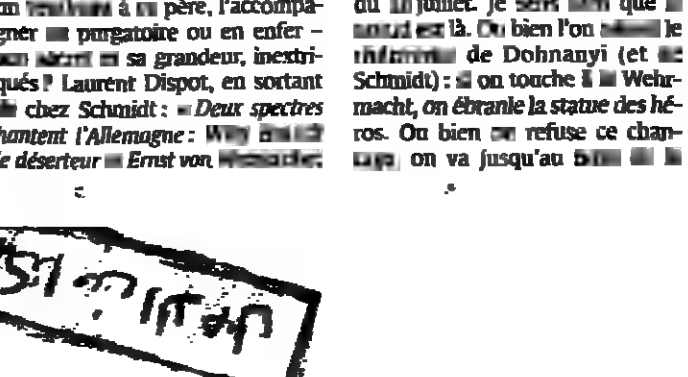
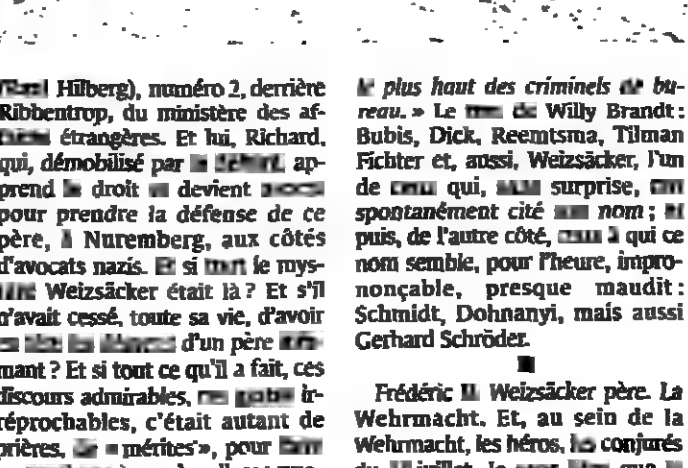


Photo : M. Fischer
L'exposition itinérante « Crimes de la Wehrmacht 1941-1944 ». L'exposition sera du 21 février au 28 mars à Sarrebruck, du 2 avril au 11 mai à Cologne, et du 30 mai au 11 juillet à Hambourg.

question de la culture de guerre en Allemagne – et alors on se dissocie du schéma pour rejoindre le schéma. J'ai un texte, les yeux, d'un des concepteurs de l'Institut Reemtsma, Christian Gerlach. L'ouvrage Les Hommes du 20 juillet et la guerre contre l'Union soviétique, il se veut nullement en rupture avec le respect qu'inspirent les conjurés de l'attentat du 20 juillet. Il ne remet pas en cause leur martyre, les valeurs qu'ils ont endurées. Il rappelle simplement que Peter Yorck, von Wartenburg, présentait des troupes de la Wehrmacht, un rapport sur la « résistance » en Biélorussie. Comment Arthur Nebe, chef de la police de la ville de Hambourg, fut le premier chef du « Einsatzgruppe », responsable de la mort de 1941, d'un nombre quarante-six mille morts. Comment von Tresckow lui-même, « crime de la crème » (Schmidt) de la résistance aristocratique prussienne, est l'un des concepteurs de la guerre, du plan « Coupe à la faucille » d'attaque contre la France et la République, ensuite, sur le front de l'Est. Il discute avec les envoyés de Himmler du nombre de SS dont il aura besoin pour « nettoyer » les zones prises. Bref, ce texte souligne : 1. que ces hommes, en même temps qu'ils étaient dans le complot, non seulement faisaient, mais pensaient la guerre ; 2. que, pendant le complot, la « morale » cont-Paradoxe, encore, d'une situation où il fallait en grade pour pouvoir se rapprocher de Hitler et augmenter les chances de la victoire – et, pour rester en grade, multiplier les faits d'armes qui entraînaient autant de crimes que de victoires.

On peut trouver, comme Schmidt, cette situation « tragique ». On peut aussi – c'est le sens de ce court et terrible texte de Gerlach – transvaluer le système des valeurs qui l'a créée (culture de guerre, valeurs prussiennes, esthétique jüngerienne des tranchées, dureté de la volonté) et, ce système, le refuser en bloc. On peut, sans renier ces héros, tenter, autrement dit, d'en être d'autres. Un certain Willy Brandt, par exemple, adversaire résolu de la camaraderie des tranchées, « déserteur » : le crime de la grande Marlène Dietrich ; celui, aussi, de Charles de Gaulle. Willy Brandt, un autre de Gaulle. L'honneur absolu de l'Allemagne.

Une autre raison, au moins, de l'absence d'un portrait de Joschka Fischer par la description de sa bibliothèque. On ne peut pas lire un portrait de lui sans y retrouver le schéma du héros : « héros » ; or, « héros » signifie, pour l'histoire quel lecteur de la Nouvelle Histoire qui a lu les livres, mais dans l'ordre alphabétique, je ne trouve pas au plaisir de dire qu'il y a, dans son appartement de Francfort, une bibliothèque où l'on trouve, dans un ordre à la Périclès : des livres de Friedrich Schlegel ; Surveiller et punir, de Michel Foucault ; un important rayon Bismarck ; des livres sur la musique ; une biographie de Bleichröder, le banquier juif de Bismarck ; Leibniz ; Bataille ; l'étude sur l'antisémitisme de Guillaume II ; l'essai de Goldhagen ; Deleuze et Guattari ; L'Éthique de Spinoza ; une biographie d'Adenauer ; les œuvres d'Adorno.

A part ça, je témoigne que Joschka Fischer, quand il est, comme ce matin, en vacances, se lève tard, fait lui-même le café pour ses invités, qu'il n'a personne pour ouvrir la porte à son appartement, qu'il n'a, dit-il, pas de gardes du corps – détail qui ne manque pas de quand on sait que l'un de ses premiers métiers fut, justement, garde du corps de Hans-Jürgen Krahl, notamment, le philosophe disparu – on dit qu'il se suicida – au lendemain de 1968. Ecolo ? Non ! Garde du corps. L'homme qui tenait les « quardiers », à l'époque gauchiste, le ministre de la Défense, oui, c'est comme qu'on l'appelait, l'instar d'Huey New-

ton aux Black Panthers, le « ministre de la défense » du « mouvement ». Pas s'étonner qu'il soit vite dans ses pompes : ministre de Schröder. Cela fait trente ans qu'il était ministre ! Joschka Fischer a toujours été ministre !

Que propos le gauchisme, de ce que m'a dit Bubis ? Il avait, en 1975, quatorze maisons squattées à Francfort ; toutes, sauf une, appartenaient à des juifs – la dernière à un iranien, mais tout le monde prenait pour un juif. Fischer ne nie pas. Il est bien placé, hélas, pour savoir que cet épisode est vrai. Et cela n'est pas étranger, d'ailleurs, à sa conversion démocratique. Il a vu, un jour, aux actualités, des militants de la mouvance, à Entebbe, trier leurs otages : juifs à gauche, non-juifs à droite. Il en a vu venir une main, ce matin-là, avec les yeux avec lesquels il vivait. Il leur a dit : « que les Allemands refassent le tri-là, le tri de la rampe d'Auschwitz, voilà la pire de toutes les peines de mort, mais c'est un cas, le seul cas, où je verrais une exception ». C'est là, il s'est dit, la violence pour les raisons, non pas la morale, mais – il a vu – l'expression, plusieurs fois – « précision dans la morale ».

Sait-il que le même jour, aujourd'hui de lui : il est le seul, avec le ministre de l'Intérieur, Schily, sur lequel je puisse compter ? Fischer sourit. Il a un air de sourire, précis encore, un peu dur – le sourire d'un homme qui sait où sont les amis, les ennemis. Il aime Bubis. Il a vu l'exposition Reemtsma. Il cite le nom de Willy Brandt. La ligne : Frédéric II, valeurs prussiennes, culture de guerre, etc. ? Détestable, moribonde – et c'est même pour cela, parce qu'il sait que l'armée allemande a changé, qu'il a pu partisan d'interventions militaires en Bosnie puis, maintenant, au Kosovo. Schröder enfin ? Son « ami ». « patron ». Mais l'armée tout ça, il a vu l'exposition Reemtsma. Il ne tient pas debout : ça veut dire quoi, être un pays « normal » ? Qu'est-ce que ce langage ? Promette ? la preuve qu'on est normal n'est-elle pas, justement, qu'on n'éprouve pas le besoin de le répéter à tout bout de champ ? Quant à Mémorial, il est de tous les interlocuteurs, celui dont la position sera la plus claire, la plus forte, la plus juste.

Toutes les démocraties, m'explique-t-il, ont une base, un socle fondateur, un « Boden ». La France, c'est 89. Les États-Unis, la Déclaration d'indépendance. L'Espagne, la guerre d'Espagne. En bien l'Allemagne, c'est Auschwitz. Ce ne peut être qu'Auschwitz. C'est le souvenir d'Auschwitz, qui est le seul fondement possible, à nos yeux, de la nouvelle République de Berlin. Fischer est un enfant de l'école de Habermas sur la « patrie constitutionnelle ». Et voici donc son « apport » à la théorie habermasienne. C'est parfait de parler de « patrie constitutionnelle ».

Je songe, en l'écoutant, que c'est peut-être lui qui, pour le coup, a un test et essaie, sur moi, des discours du printemps prochain à Bundestag. Je me dis que cette Constitution dont il parle n'est pas la seule Allemagne que le patriotisme constitutionnel n'a plus de patrie. On ne peut pas être patriote de la Constitution allemande sans être patriote d'un pays, aussi indissolublement, un patriotisme du souvenir d'Auschwitz.

Je songe, en l'écoutant, que c'est peut-être lui qui, pour le coup, a un test et essaie, sur moi, des discours du printemps prochain à Bundestag. Je me dis que cette Constitution dont il parle n'est pas la seule Allemagne que le patriotisme constitutionnel n'a plus de patrie. On ne peut pas être patriote de la Constitution allemande sans être patriote d'un pays, aussi indissolublement, un patriotisme du souvenir d'Auschwitz.

FIN
Le Monde

Un brûlot « bête et méchant »

Il y a trente ans paraissait le premier numéro de « Hara-Kiri Hebdo ». Cavanna, Choron, Fred et les autres n'hésitaient pas à bousculer les normes. L'interdiction prononcée par le ministre de l'intérieur, en 1970, offrira au journal, rebaptisé « Charlie-Hebdo », une publicité inespérée

AU ■■■■ était Zé-
ro. Un titre pré-
destiné et qui al-
lait offrir ■ une
armada ■ dessi-
nateurs-humo-
ristes d'autres
débouchés ■■
ceux que leur
proposaient les journaux des an-
nées 50 - *Marius, Paris-Filrt, Le Hé-
risson, Ici-Paris, Samedi-Soir ou France-Dimanche* -, encore pêtis
■■■ tournant autour du
pivot mari-femme-amant.

Tout en collaborant à ■■■ périodiques, François Cavanna, Topor, Georges Blondeaux, dit Gébé, ■■■ bien d'autres réalisaient ■■■ *Mad*, le journal satirique que venaient ■■■ lancer Harvey Kurtzmann aux Etats-Unis, dont le sous-titre - « *Tales calculated ■■■ drive you mad* », c'est-à-dire « Histoires pour ■■■ rendre fou » - constituait un programme ■■■ sol...

« On rêvait ~~de~~ qui le faisait dans les ~~années~~ anglo-saxons, on soulevait Cavanna. Quand on présentait ~~des~~ dessins aux différents journaux qui ~~les~~ acceptaient, les bons restaient toujours sur les bras. » Un soir en 1954, alors qu'avec le dessinateur Fred - auteur, depuis, de la célèbre bande de ~~bandes~~ Philémon - il se balade sur les grands boulevards, une jeune femme « ô ~~la~~ poitrine très attirante » lui ~~dit~~ : « Le nez le premier numéro d'un nouveau journal, Zéro, dont les dessins ~~de~~ leur plaisent ~~en~~ suite. »

l'ultime se précipite à l'adresse du titre, rencontre son patron, Jean Novi, qui manque le matériel pour sa prochaine livraison. Les deux compères connaissent l'histoire des textes de ce **magasin** numéro sur la **base** d'un **littéraire** **volume**. Et **l'éditeur** se **présente** **notamment** **réducteur** en chef de Zéro. Un troisième larron s'agresse au **brandon** Georges **l'éditeur**, il s'occupe avec **son** de vendre les journaux avec **son** et **son** et **son** sur le **risque** de colportage, auprès duquel son énergie **l'éditeur** **seigne** parachuté **son** revenu d'indochine fait merveille. Tous trois, avec un **magasin** dessinateur, Pelotchi, **l'éditeur** cependant le rêve de créer une version française de **Mad**. Il se concrétise en octobre 1960.

L'équipe originelle est déjà réunie. Outre le trio à base - Cavan-
na, Fred et Georges Bernier -, il y a
Jean-Marcques Cabut, dit Cabu,
Topor ■■ Jacques Lob. Tous ré-
flectissent à un titre et à un numéro
zéro, = pour faire ■■■■ les vrais
journalistes. ■■ ■■ voulait un conard
qui dirait tout, ■■ choses les plus se-
crètes ■■ les plus impudiques. On
voulait aussi être vendu ■■ kioskue
et être effiché. Un rêve de grosses,
quoi ! ■■ ■■ Gèbe, qui aban-
donna son travail ■■ dessinateur
industriel à la SNCF pour
rejoindre l'écriture

Foin ■ numéro zéro. Avec un titre trouvé par Cavanna, le premier numéro du mensuel *Hara-Kiri* paraît en septembre 1981. Le *samouraï* de Fred montre un samouraï ■ ouvert par une fermeture Eclair. Les deux premiers numéros, fabriqués en petit format, ■ vendus par ■ colporteurs. ■ comme en province. ■ colporteurs ■ deux mamelles ■ Hara-

Entre-temps, le ton satirique, les reportages loufoques, les jeux de photomontage et la fiction se mêlent et entraînent la lecture. Les acheteurs - le premier numéro est diffusé à 2 000 exemplaires, le deuxième à 3 000 - et les talents, surtout des dessinateurs. Peu de redacteurs se greffent à l'équipe : « Les confrères nous regardaient traverser », dit Gédé. Cavanaugh oblige à utiliser cinq ou six pseudonymes pour remplir le journal d'articles, comme Bernard Sampré, afin qu'Hara-Kiri ne soit pas d'une inscription à la commission par-

Dans le centre d'expérimentation nucléaire algérien de Reggane, où il a servi militaire, Georges Wolinski découvre une affiche de Topor. Il profite de sa première permission pour aller frapper à la porte de Hara-Kiri. Jean-Marc Reiser est entré dans la bande. Celle-ci est d'abord installée rue Choron.



L'équipe des défaits de « Hara-Kiri », rue Choron, entre Constant (au premier plan) et Georges Bernier (penché sur le billard). De gauche à droite : la « une » du premier numéro de « Hara-Kiri Hebdo », datée du 2 février 1969, dessinée par Wolinski ; la « une » annonçant la mort du général de Gaulle, datée du 10 novembre 1969, qui n'eut au titre d'être interdit ; une dernière plus tard, paraît « Charlie-Hebdo », qui dénonce la censure.

capitale, Georges Bernier, qui trouve l'argent ■ les locaux du journal, en adopte le patronyme : il sera le professeur Choron.

Le journal dépasse vite les 15 000 exemplaires. Son titre ■ surtout son sous-titre - « *journal bête ■ méchant* » - le font connaître. Dans la ■ gaillarde ■ années 60, ■ les libraires mécontent en vente *Les Onze Mille Verges* d'Apollinaire ■ condamnés, où ■ moindre lambeau ■ peau dévoté ■ pousser ■ cris d'orfraie aux ■ familiales, le journal détonne. Ses couvertures conçues par Topor ou Fred, affi- ■ dans les kiosques, ■ remarquées : « A l'époque, l'affichage en kiosque ■ quasiment gratuit ; il suffisait d'arriver avec papier et colle », ■ remarquer Cavanna, qui estime aujourd'hui que ■ Hara-Kiri était ■ amateur, naïf, mais il ■ seul ■ s'affranchir ■

Le professeur Choron, rompu à manipuler les finances, a dû d'attrier de la publicité. Un placard pour Renoma en Hitler Goering vêtus d'un imperméable de la marque sonne le glas d'un essai. *Kara-Hiri* préfère détourner les publicités. Mais la gestion parfois abusive du professeur Choron a des destinataires : les rédacteurs sur leur faim. « On y vite connu la galère. Rapidement, on n'a plus payé ; on ne savait pas ce que c'était que de prendre un bouffait toujours chez : Chinois, moins cher », fulmine Wollinski. « Il fallait jongler l'argent des qui ne rentrait pas », se souvient Georges Bernier. La manœuvre rattrape *Kara-Hiri* en 1961. La commission chargée de la surveillance et du contrôle a pu constater que l'enfance à l'adolescence vieillie. En 1962, un article de loi de 1949 interdisait la vente sur toutes les publications vendues à l'affichage, y compris les destinées

■ ■ ■ adultes (*Le Monde* du 2 février), elle ■ ■ ■ Haraki-
au prétexte que ■ ■ ■ certains dessins
■ ■ ■ d'après le Topor sont « morbides ».
■ ■ ■ l'éditeur a causé lui, quel répa-
rastrafra cependant en laissant
quize jours après, tandis que
Haraki-Kiri purgera sept mois d'in-
terdiction.

Pour autant, le journal continue
à être fabriqué et à être vendu en
province, en douce, grâce aux col-
porteurs. Nul ou presque n'a bou-
gé pour le défendre. « Personne
s'intéressait d'ailleurs. La pétition
a attiré les signatures : Bras-
sens, Queneau », regrette Cava-
nna. Le professeur Choron leur sur-
vient : « Les gens ne s'occupent
pas de troupes, y compris en appelant
à la coupe une tarineuse de

■ On voulait un canard
les choses les plus secrètes
et les plus impudiques
être vendu en kiosque
Un rêve de gosse, quo

C'est l'année où la deuxième interdiction, toujours pour des « moribonds » et toujours infligée par la même commission de protection à la presse - C'est une loi et une censure sévère qui permettent

d'interdire le Journal sans jugement, s'insurge Georges Bernier. Elle porte un nouveau coup au plus tard, mais plus brutal. Ses auteurs, fustige le travail sur les salaires, se sont permis d'attraper par les cheveux d'autres journaux comme *Pilote*, né en 1974. Le journal René Goscinny va profiter de l'apport de Gédé, de Fred ou de Cabu pour franchir définitivement le seuil de la BD destinée aux adultes.

À l'orée de l'année 1968, *Harakiri* est toujours, dorénavant flanqué de *Charlie-Mensuel*, dont le titre est hérité du *Charlie Brown* qui fut la formule favorite de celui de *Linus*, magazine italien de bande dessinée. Les Éditions du

qui dirait tout,
tes
On voulait aussi
et être affiché.
! » **Gébé**

Square éluent à l'unanimité le premier Latin, dans un climat de défiance, surveillé par un concierge baptisé «*l'ainé*» bourré par l'équipe réformée. Une équipe prête à applaudir «*plus beaux exploits de la bêtise*», «*un méchanceté*», en rejoignant, en allant dans «*le même sens qu'elle*s plus loin qu'elle»s», écrit Cavanna dans une quarante livres dont il est l'auteur et «*marchant*» (éd. Albin Michel). Les soirs de bouclage «*se* bien arrosés, on goûte aux cigares et on rigole». Quand on travaillait, «*on travaillait*. Quand «*on picolait, on picolait*», «*on séparait*», «*on ligne*».

Après le 68, l'équipe rêve d'«*lancer un journal plus politique, en* se red'Arthur et du socialisme d'Unger».

pour un hebdo. Ces deux journaux avaient prouvé qu'on pouvait vendre un titre au format papier journal et que les dessinateurs étaient des journalistes comme les autres ; chacun avait sa page », explique Cavanna. Hara-Kiri naît le 3 février 1969, habillé d'une couverture de Georges Wolinski. Il sert de berceau à Charlie-Hebdo.

Car la chandrie n'est l'équipe sera, paradoxalement, celle de la troisième interdiction. Le 1^{er} novembre, l'hebdo *« L'Hebdo »* neurtenant « l'annonce d'un dandage du Saint-Laurent-du-Pont (Isère). Le 12 novembre, au lieu les obscures « Charles de Gaulle » le lundi 14 novembre, *« L'Hebdo Bar-Kiri »* publie une « une » en forme de faire-part : « Bal tragique à Colomby - 1 mort ». « On savait ce qu'en risquait, y compris la taule », remarque Cavanaugh. Mais le *« L'Hebdo »* presse (diffamation, injure au chef « l'Etat, etc ») n'est pas évident. C'est donc une nouvelle fois la commission de surveillance de contrôle des publications qui, après avoir épluché le journal, se servira de *« L'Hebdo »* de Willems jugé « pornogra-

Ce dernier va bénéficier d'un bénéficiaire qui s'ignore: le journaliste le plus célèbre de la région, Pompidou, Raynald, qui, sur suite la corruption, fait faire l'hebdo *Habdo Hara-Kiri*. Aussitôt, un nouveau titre paraît... le 23 novembre 1970: *Charlie-Hebdo*, intitulé supplément hebdomadaire à *Charlie-Mensuel*. Entre-temps, la mobilisation en sa faveur a pris du *l'ampleur*: Jean-Paul Sartre, directeur *du Monde*, Pierre Lazareff, ancien patron de *France-Soir* - signent *des* éditoriaux contre la France. L'époque a changé et la France entière dé-

Le titre vend en moyenne quelque 150 000 exemplaires entre 1970 et 1974, ses années de gloire. Ses lecteurs le reconnaissent : « C'est un journal qui fait exploser l'écologie et le vocabulaire, qui dénonce la publicité, qui rêve "I'm An O1" et qui fait l'apologie de l'écologie », écrit la lettre. Ses nouvelles signatures ont rejoint l'équipe initiale : Cabu, Cavanna, Reiser, Wolski, Gêbé, Siné, etc., comme Jacques Berroyer, Delfeil de Ton, Sylvie Caster...

Les Editions du Square tournent à plein régime. Elles publient, en plus du mensuel *Hara-Kiri* - toléré par le nouveau mais qui n'échappe pas à des saisies, les des poursuites et des obligations - changement de couverture, notamment la demande M^{me} Giscard d'Estaing -, *Charlie-Hebdo*, *Charlie-Mensuel*, le mensuel *La Gueule verte* de 100 livres. « Le bulldozer lancé, on avait même un ordonnateur dans le pays pour faire la VPC », se remémore le professeur Choron.

Les héritiers

L'esprit de Hara-Kiri ■ de Charlie-Hebdo a inspiré plusieurs titres ■ presse, comme *Pilote* ou *Le Vaincu des savanes*, fondé par Godfrid, Nikita Mandryk, ex-Chaire Hara-Kiri, en 1972. La télévision, elle aussi, s'est débilitée de l'humour ■ Charlie-Hebdo, ■ notamment ■ Plus. Alain ■ Greef, directeur des programmes, ■ un afficionado des titres et « *Les Mafis* », ■ « *Nulle part ailleurs* » ■ « *Les Guignols* » en particulier ■ ■ proches cousins. Enfin, la publicité use constamment des ■ et détournements que Hara-Kiri et Charlie-Hebdo ont mis en vogue.

« En plus de la complicité incroyable entre ceux qui ont fait ces journaux depuis presque quarante ans, ce qui est non moins rare, explique Gédé, aujourd'hui directeur de Charlie-Hebdo, l'actualité contemporaine peut-être la filiation avec les surréalistes et Dada. Nous sommes en la lignée de ces gens-là. »

Hara-Kiri l'aventure tourne court. Hara-Kiri a accumulé 8 millions de francs de dettes; Charles-Hédo, au début des années 80, commence à perdre ses lecteurs et cesse même par un décembre 1981, non sans avoir soutenu le projet d'un candidat de Coluche à la présidence de la République, «un ami de la famille». Il ne vend plus que 25 000 à 30 000 exemplaires. Les années pypies lui les pertes du Square ont achevés», disent en chœur Wolinski et Cavanna. Les Editions du Square déposent leur bilan en 1985. Le titre Hara-Kiri est revendu quasiment à la même époque à un psychiatre; il vient d'être racheté par le journaliste

André Bertout.

Charlie-Hebdo, lui, réapparaît en juillet 1992. L'idée ■■■■ lors d'un dîner chez Lipp, après une scission dans un ■■■■ journal satirique, *La Grosse Bertha*. ■■■■ financé par des anciens qui y ont « mis leurs économies », ainsi que par Renaud. Mais ■■■■ professeur Choron n'en ■■■■ plus. Un procès l'a même opposé à ■■■■ anciens camarades ■■■■ propos ■■■■ propriété du titre, dévolue ■■■■ Cavanaugh. Choron regrette certes ■■■■ « comme des dessinateurs » ■■■■ crêles des ■■■■ travaillé, mais s'est lancé dans d'autres aventures : un journal pour enfants (*Grodada*), une opérette pour Canal Plus.

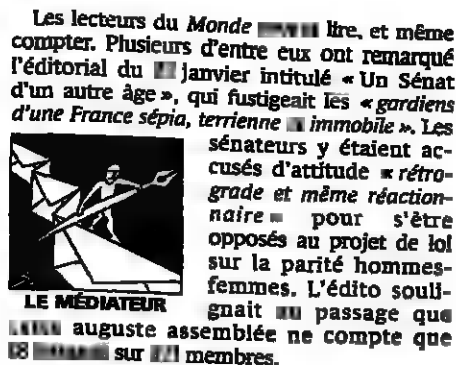
L'ancienne équipe, elle, s'est ressoudée autour de Philippe Val, rédacteur en chef, et enrichie de nouveaux talents de dessinateurs (Charb, Luz, et de journalistes (François Camé). *Charlie-Hebdo* est diffusé à 80 000 exemplaires. Et ses fondateurs, en dépit du fait qu'ils ont presque tous soixante-dix ans, ont toujours l'œil qui pétille face à un dessin au graphisme inspiré ou à la silhouette d'une jolie femme.

22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100 101 102 103 104 105 106 107 108 109 110 111 112 113 114 115 116 117 118 119 120 121 122 123 124 125 126 127 128 129 130 131 132 133 134 135 136 137 138 139 140 141 142 143 144 145 146 147 148 149 150 151 152 153 154 155 156 157 158 159 160 161 162 163 164 165 166 167 168 169 170 171 172 173 174 175 176 177 178 179 180 181 182 183 184 185 186 187 188 189 190 191 192 193 194 195 196 197 198 199 200 201 202 203 204 205 206 207 208 209 210 211 212 213 214 215 216 217 218 219 220 221 222 223 224 225 226 227 228 229 230 231 232 233 234 235 236 237 238 239 240 241 242 243 244 245 246 247 248 249 250 251 252 253 254 255 256 257 258 259 260 261 262 263 264 265 266 267 268 269 270 271 272 273 274 275 276 277 278 279 280 281 282 283 284 285 286 287 288 289 290 291 292 293 294 295 296 297 298 299 300 301 302 303 304 305 306 307 308 309 310 311 312 313 314 315 316 317 318 319 320 321 322 323 324 325 326 327 328 329 330 331 332 333 334 335 336 337 338 339 340 341 342 343 344 345 346 347 348 349 350 351 352 353 354 355 356 357 358 359 360 361 362 363 364 365 366 367 368 369 370 371 372 373 374 375 376 377 378 379 380 381 382 383 384 385 386 387 388 389 390 391 392 393 394 395 396 397 398 399 400 401 402 403 404 405 406 407 408 409 410 411 412 413 414 415 416 417 418 419 420 421 422 423 424 425 426 427 428 429 430 431 432 433 434 435 436 437 438 439 440 441 442 443 444 445 446 447 448 449 450 451 452 453 454 455 456 457 458 459 460 461 462 463 464 465 466 467 468 469 470 471 472 473 474 475 476 477 478 479 480 481 482 483 484 485 486 487 488 489 490 491 492 493 494 495 496 497 498 499 500 501 502 503 504 505 506 507 508 509 510 511 512 513 514 515 516 517 518 519 520 521 522 523 524 525 526 527 528 529 530 531 532 533 534 535 536 537 538 539 540 541 542 543

$\gamma V - \gamma q$
 $- \gamma q$
 γV
 γq

Sous la peau de l'ours

par Robert Solé



Les lecteurs du Monde, il y a un an, et même comptés. Plusieurs d'entre eux ont remarqué l'édition du 11 janvier intitulée « Un Sénat d'un autre âge », qui fustigeait les « gardiens d'une France sépia, terrienne et immobile ». Les sénateurs y étaient accusés d'attitude « rétrograde et même réactionnaire » pour s'être opposés au projet de loi sur la parité hommes-femmes. L'édito soulignait au passage que 18 sénateurs sur 21 membres.

« Il y viendrait évidemment à l'heure la personne de nier la justice et la fermeté de l'Assemblée », écrit Jacques Charbonnier, du Saint-Foy-Lyon (Rhône). Mais, ajoute cet aimable lecteur, « mon regard glisse, un peu plus bas, vers les principaux collaborateurs de ce journal. Ce qu'on appelle, je crois, l'ours ». En effet, « là, il n'est plus question de parité, ni d'égalité hommes-femmes. Sur les deux sexes reproduits, il n'y en a guère que deux de femmes, et peut-être cinq, avec les deux "Dominiques". Soit entre 10 et 16,66 %... Et tout cela du compte. Et tout près du titre, il y a "Assemblée" ».

Ne chipotons pas sur le chiffre de trente - je compte, pour ma part, vingt-neuf - mais précisons tout de suite que Dominique Alduy, directeur (directrice ?) général du Monde SA, et Dominique Royette, directrice (directeur ?) artistique, sont des femmes. A la calculatrice, nous obtenons un bon 17,24 %. Mieux, beaucoup mieux que le Sénat, enfin... On pourrait opposer à M. Charbonnier, et à

quelques autres lecteurs attentifs, que l'ours ne doit pas cacher la forêt. Si on réunit l'ensemble de la rédaction, comme dans certains hebdomadaires, on y trouve 105 femmes (et 184 hommes), soit 36,31 % (statistique de juillet 1998). Mieux qu'il y a six ans (32,28 % en 1992) et beaucoup mieux qu'il y a vingt ans (21,85 % en 1979) ou trente ans (14,28 % en 1969). A ses débuts, au lendemain de la guerre mondiale, la rédaction du Monde n'avait de féminine que le nom. Il a fallu beaucoup de temps à quelques hommes pour s'aventurer parmi les cravates, au milieu des flammes de cigarette, et défendre leur signature. La misogynie de certains « chefs » ne se camouflait alors sous

En quelques années, la rédaction - pour ne pas parler des autres services du journal - a subi une mue spectaculaire. Elle est plus nombreuse (105 femmes en 1998, contre 223 à la fin de 1993) ; elle compte une foule de nouveaux visages (110 embauches depuis avril 1994) ; et elle est devenue très mobile (210 journalistes ont changé de service depuis avril 1997). Parallèlement, elle a légèrement réajusté son âge moyen de 43,87 ans en 1998, contre 44,39 ans en 1993 et, comme on l'a vu, s'est un peu plus féminisée.

Mais ne faisons pas le compte d'avoir répondu aux lecteurs qui ont pris une loupe pour scruter l'ours. La question reste entière : pourquoi la proportion de femmes est-elle deux fois moins forte dans la hiérarchie que dans l'ensemble de la rédaction ? Pourquoi les éditeurs, par exemple, sont-ils des hommes ? Répondre que le Monde vient de loin serait un peu court. Affirmer que les

hommes sont moins gourmandes des responsabilités professionnelles que les femmes ne serait pas sérieux. On imagine déjà les ticanelements des sénateurs...

Souignons plutôt des lacunes significatives : la séquence Entreprises, qui réunit des journalistes économiques, est dirigée par une femme (Claire Blandin), comme l'est, depuis plus longtemps, la culture (Josyane Savigneau). L'ours ne réside d'ailleurs qu'une partie de l'encadrement du journal : nombre de postes d'adjoints ou de chefs de service sont occupés par des femmes.

Un journal n'est cependant pas une armée, encore moins une machine à café : la notoriété de ses rédacteurs ne se mesure pas nécessairement à leurs galons. Plusieurs piliers du Monde n'ont jamais été chefs de quoi que ce soit (évitons le « cheffisme », qui se passe par un médiateur...). A défaut de bousculer dans l'ours les femmes, il faut en faire entrer dans les équipes, comme les reporters ou les correspondants à l'étranger. Il ne vient plus à l'idée de les juger moins aptes que leurs confrères à remplir ces tâches.

Au Monde comme ailleurs, l'équilibre hommes-femmes ne se fait pas tout seul. Une politique volontariste est nécessaire, il faut d'une parité mécanique qui n'aurait pas beaucoup de sens. Il y a encore du pain sur la planche : depuis 1994, on a embauché 44 hommes et 44 femmes. Heureusement, la pyramide des âges est favorable aux rédactrices, proportionnellement beaucoup plus nombreuses que les rédacteurs chez les moins de trente-cinq ans. Ce qui autorise tous les espoirs pour le prochain millénaire...

AU COURRIER DU MONDE

Un couple non marié, hétéro ou homosexuel, peut-il, aujourd'hui, adopter un enfant ? Une personne seule a-t-elle en la matière les mêmes droits qu'un couple marié ? Un professeur de droit privé précise certains aspects de la loi et de la jurisprudence. De son côté, un abonné de longue date nous rappelle que le ci-



toyen ordinaire est un être pensant avec, en plus, une bonne connaissance de la réalité sociale. Également dans le courrier, un point de vue sur la délinquance routière et une interrogation : que sont devenus les personnages qui, un temps, ont envahi la « une » des quotidiens et les couvertures des magazines ?

ADOPTION
Dans votre éditorial (Le Monde du 11 janvier), vous indiquez que « le couple hétéro non marié peut non seulement avoir, mais aussi adopter un enfant ».

Cette information n'est pas exacte. En effet, d'après l'article 353-1 du code civil, « nul ne peut être adopté par plusieurs personnes, si ce n'est par deux époux ». L'adoption n'est donc, en l'état actuel du droit, réservée au couple marié ou à une personne seule. La loi peut sembler restrictive, mais l'on constate que les procédures judiciaires peuvent apporter la preuve d'une vie commune depuis au moins deux ans (...).

En revanche, il est vrai qu'un célibataire peut adopter. Mais d'après l'article 353-1 du code civil, en cas d'adoption d'un pupille de l'Etat ou d'un enfant étranger, le tribunal doit vérifier que la ou les adoptants ont obtenu un agrément du président du conseil général. Or la jurisprudence du Conseil d'Etat admet que cet agrément soit accordé à un homosexuel en l'état de son mode de vie. (...) C'est donc tout un peu le trait que le législateur croit que les célibataires homosexuels

possèdent aujourd'hui adopter sans restriction. Lorsque le Parlement a adopté la loi du 29 juillet 1994 sur les créations médicalement assistées, la gauche a voté sans hésitation le texte qui reconnaît que « l'homme et la femme forment le couple ».

En somme, tout se passe comme si, dès lors que l'on entre dans le domaine de la filiation « artificielle », qu'il s'agisse de l'artificialité médicale ou de cet artificiel juridique qu'est l'adoption, le droit français exigeait que l'enfant soit au bout du compte deux parents du sexe opposé, un père et une mère. (...) François Gaudu, Paris

SAUVAGEONS LA ROUTE
L'insécurité routière est là où l'on s'attend le moins. Pourquoi la délinquance routière, qui fait des milliers de morts, des dizaines de milliers de blessés et de mutilés à vie, est-elle moins effrayante que d'autres ? Elle a pourtant toutes les caractéristiques de la violence dite de banlieue. Elle est omniprésente, elle frappe les passagers aussi bien que les piétons, les cyclistes, les écrivains et les vieux. Elle présente toute la gamme de l'insécurité : les incivilités, les pitbulls mécaniques qui foncent quand ils voient des piétons sur un passage réservé, les insultes à l'adresse des passagers, les coups de volant, les coups de volant, les coups de volant. (...) Elle se passe tous les jours, sous les yeux des policiers sans qu'ils interviennent, parce qu'ils ne peuvent pas intervenir dans ces zones de non-droit. Pourquoi ne pas lutter prioritairement - juste après le chômage - contre cette délinquance, pourquoi ne pas pratiquer la tolérance zéro en commençant par les incivilités ?

Les délinquants les plus dangereux, qui rendent la vie des quartiers impossibles, pourraient, par exemple, être éloignés de leur véhicule et enfermés dans des lieux de rééducation fermés. (...) Maurice Goldring, Paris

Pour l'esprit olympique

de la première page

On peut s'étonner de l'attitude des neuf ministres européens des sports, invités à Lausanne. Depuis l'été 1998, ils se sont montrés pour le moins critiques à l'égard du CIO. Ils n'ont eu de cesse de dénoncer son infériorité et ses travers. En Suisse, il se sont pourtant contentés d'un avertissement, jugeant publiquement insuffisants ses travaux sur le dopage. Ils ont chahuté les maîtres de l'olympisme, contesté leur pouvoir, réduit leur marge de manœuvre, mais n'ont pas attaqué l'institution elle-même.

C'est que, malgré ses défauts, le CIO est encore le meilleur des remparts contre l'ultralibéralisme. S'il s'effondrait, les chaînes de télévision américaines, les géants des entreprises et des promoteurs privés sont prêts à s'approprier l'organisation mondiale du sport.

Il y a quelques mois, l'Union européenne de football (UEFA) a dû faire face à l'offensive de Me-

dia Partners, une société italienne spécialisée dans la commercialisation des droits télévisés qui s'empare de la Ligue des champions. Il semble que l'opération ait été commanditée par Silvio Berlusconi et Rupert Murdoch, deux des magnats de l'audiovisuel. Pour eux, le football n'est qu'un instrument de conquête d'un marché plus large : celui du numérique. Le CIO a déjà dû faire face à la concurrence.

Depuis 1998, les quatre ministres européens des sports ont également, les Goodwill Games font la nique aux Jeux olympiques. A l'initiative de Ted Turner, le patron de Time Warner, ils regroupent des dizaines de pays, des centaines d'athlètes dont des exploits, richement dotés, sont retransmis dans 130 pays. Ce ne sont là que préludes.

Si les ministres des sports de quinze sont opposés à cette dérégulation et souhaitent conserver un CIO en parfait état de marche - c'est à dire dépourvu de ses travers -, c'est que l'ultralibéralisme n'est pas leur ami. Le mouvement olympique, tel que l'Europe l'a voulu, est porteur d'un esprit, d'une philosophie qui implique le

maintien d'un certain nombre de règles coercitives : le respect de l'humain - contre la performance à tout prix -, la beauté du geste - contre le mercantilisme -, le don de soi - contre la corruption. Il ne s'agit pas ici de défendre une idée du sport qui ferait (toujours) référence à un bon vieux temps mythifié. Il s'agit de défendre une vision de l'homme qui ne peut pas être utilitaire, désincarné.

« INDUITO »
En France, la Coupe du monde de football 1998 l'a montré : les sportifs ont une vocation de modèle. Les Etats le savent, qui sont chargés de l'éducation, la jeunesse (dont le ministère est dans des nombreux pays liés aux sports). Les quinze ont entrepris, sous l'impulsion de la ministre française Marie-George Buffet, d'harmoniser leurs législations en matière de lutte antidopage. Mais ils ne sont que les gardiens de la flamme olympique. Au CIO, aux olympiades internationales de définir les règles du jeu - liste unique de produits interdits, limitation des calendriers, définition de l'amateurisme. Voilà aus-

si pourquoi le CIO est nécessaire. Et voilà enfin pourquoi les ministres présents à Lausanne ont accordé à Juan Antonio Samaranch l'indulto, cette grâce officielle d'un délinquant particulièrement brave. On pourra discuter la bonté de la bravoure du Catalan, on doit reconnaître qu'il a été un bon ministre et jusqu'à 2001, président du comité, dernier défenseur de l'esprit olympique.

En Suisse, sur ses propres terres, le CIO a dû résister à son Olympe (917 m). On ne saurait que trop l'inviter à y remonter au plus vite afin que les 74 articles de sa charte et les 104 années de son histoire tourmentée ne soient pas définitivement balayés par le souffle fasciste du mondialisme.

Michel Dalloni et Frédéric Pélissier

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-22-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Fax : 01-42-17-22-00
Tél. : 01-42-17-22-00. Abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Une meilleure COB

DANS l'histoire, chahutée, de la Commission des opérations de Bourse (COB) et des batailles qu'elle a dû mener pour réussir à s'imposer comme le gendarme des marchés financiers, la COB du 5 février 1999 ne sera pas celle d'une défaite. Certes, la Cour de cassation lui a donné tort. Elle a cassé la COB de ne pas respecter les principes fondamentaux du droit pénal et de ne pas séparer les fonctions d'instruction et de jugement. En obligeant la Commission à se conformer à la Convention européenne des droits de l'homme et à mieux garantir, dans ses procédures, les droits de la défense, la Cour de cassation lui donne l'occasion d'être plus inattaquable dans ses jugements et sanctions.

Créée il y a trente ans, la COB est longtemps restée une simple administration sans pouvoir sans autonomie face à l'Etat. Son réveil, provoqué par l'affaire Pechiney-Triangle, a été un drame d'humanité. Sous la pression de l'opinion et à la suite de l'action de sa puissante homologues américaine, la SEC (Securities and Exchange Commission), la COB était alors dotée d'une liberté nouvelle. Le changement fut entériné par le législateur, qui devait lui accorder son autonomie financière, son indépendance politique et un réel pouvoir d'investigation et de sanction, faisant ainsi de la COB la plus puissante, en France, des autorités de régulation.

De telles autorités sont aujourd'hui légion. La libéralisation des marchés financiers

économiques s'accompagne de la mise en place d'autorités administratives indépendantes de l'Etat, qui ont pour tâche de réguler les marchés financiers sans mal. En concentrant entre leurs mains les pouvoirs d'enquête et de jugement, elles ne se livrent pas toujours en état d'assurer des procès équitables. De manière surprenante, les recours contre leurs décisions sont parfois devant le Conseil supérieur de l'audiovisuel (pour l'Autorité de régulation des télécommunications), parfois auprès de la Cour d'appel de Paris (pour la COB et le Conseil de la concurrence).

Aux yeux des juristes, les sanctions de ces autorités - qui ne sont pas des autorités de justice, mais des autorités administratives - sont souvent obtenues plus facilement que ceux auxquels les recours systématiques à la justice permettraient de parvenir. Dans ces domaines souvent techniques, il est nécessaire de pouvoir réagir vite et bien.

Au cours des dix dernières années, des progrès considérables ont été réalisés en France en matière de surveillance et de contrôle des marchés. La place de Paris n'est plus le Pétrolier, l'objet de suspicion. La COB y est pour beaucoup. C'est à une maison supplémentaire pour qu'elle franchisse une nouvelle étape. Plus forte et mieux respectée, elle doit renoncer à une posture sommaire. Le non-respect des droits de la défense est toujours un aveu de faiblesse.

Le Monde est édité par le SA LE MONDE
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani / Directeur adjoint : Dominique Reynette
Directeur de la rédaction : Robert Solé
Directeur adjoint de la rédaction : Thomas Pichon / Directeur adjoint : Dominique Reynette
Secrétaire général de la rédaction : Alain Pouchet
Rédacteurs en chef : Alain Pouchet, Eric Lacroix (Rédacteur en chef adjoint)
Laurent Gaudin (Rédacteur en chef adjoint) / Michel Fournier (Rédacteur en chef adjoint)
Eric Le Boucher (Rédacteur en chef adjoint) / Patrick Jarnut (Rédacteur en chef adjoint) / Claire Blandin (Rédacteur en chef adjoint)
Jacques Boud (Rédacteur en chef adjoint) / Josyane Savigneau (Rédacteur en chef adjoint) / Christian Marnot (Rédacteur en chef adjoint)
Rédacteur en chef technique : Eric Anon
Directeur adjoint : Eric Lacroix / Directeur adjoint : Anne Chantelebourg
Conseiller de la rédaction : Alain Robit / Directeur des relations internationales : Daniel Veuil / Partenaire médias : Bernard Le Gendre
Conseil de surveillance : Alain Minc, président / Michel Nodding, vice-président
Anciens directeurs : Jean-Marie Colombani (1969-1991) / Jacques Pauton (1969-1982) / André Baudouin (1982-1991) / Jacques Lemaire (1991-1998)
Le Monde est édité par le SA LE MONDE
Statut de la société : société anonyme à capital de 10 décembre 1994
Capital social : 985 000 F. Actionnaires : Société civile des Rédacteurs du Monde, Fonds commun de placement des personnes du Monde, Association Hubert-Romane-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Éditions, Le Monde Investisseurs
Le Monde Presse, Les Presses, Le Monde Prévisions, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Les objectifs du Mouvement européen

LES MINISTRES des affaires étrangères des cinq nations signataires du pacte de Bruxelles, qui viennent de décider la création d'un Conseil de l'Europe (conseil des ministres européens), reçoivent aujourd'hui une intéressante lettre du Mouvement européen. Il applaudit aux récentes décisions des Cinq, mais insiste sur l'importance de l'Assemblée consultative se compose de délégations désignées par les Parlements nationaux, c'est-à-dire de manière démocratique pour être vraiment représentative, libre, active et influente. Il considère comme essentielle que l'Allemagne, y soit, dès le début, représentée par des députés qui pourraient choisir les actuels Landtag, attendant que la République orientale soit, elle aussi, présente, ainsi que les nations de l'Europe. Une

unique de deux semaines chaque année ne saurait suffire, il faudrait plutôt deux ou trois sessions. Le premier objectif du Mouvement européen étant atteint, le deuxième est devenu la grande question en 1949 : l'effort tendre à la création d'une Cour européenne des droits de l'homme. Il s'agit d'obtenir qu'un organisme muni d'un pouvoir de jugement et de sanction par les gouvernements des nations chargées d'examiner au besoin de condamner la manière dont les violations de la charte des droits de l'homme établie en principe par l'Assemblée des Nations unies. Ce projet paraît capital et il faut en faire une priorité. Il est bien entendu que ces décisions sont actuelles et ne pas voir là un monopole. (février 1949.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : LE MONDE
sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 06-36-29-04-56

sur CD-ROM : 01-44-08-78-30
Index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : LE MONDE
Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 06-36-68-03-78

ENTREPRISES

LE MONDE / DIMANCHE 7 - LUNDI 8 FÉVRIER 1999

DROIT La Cour de cassation a jugé, vendredi 5 février, que les procédures de sanctions appliquées par la Commission des opérations de Bourse (COB), le « gendarme » français des

opérations de Bourse, ne respectent pas les principes fondamentaux des droits de la défense. L'arrêt rappelle l'autorité administrative indépendante ne pas séparer clai-

ment l'instruction et le jugement. La COB, et d'autres organes de régulation comme le Conseil ou l'Autorité de régulation

des télécommunications (ART), voire les ordres professionnels, seront sanctionnés pour avoir garanti les droits de la défense. La COB DE

CASSATION rappelle les principes fondamentaux du droit des personnes. Le droit privé prend le sur le droit public administratif. (Lire également notre éditorial p. 15.)

La Cour de cassation condamne les procédures de la COB

L'autorité judiciaire de dernier recours a jugé, vendredi 5 février, que l'organisation de la Commission des opérations de Bourse ne permet pas d'assurer un procès équitable. Cet arrêt de principe devrait faire jurisprudence pour les autres autorités de régulation

PAR DEUX FOIS l'espace des deux mois, la Cour de cassation a condamné les méthodes de la Commission des opérations de Bourse (COB). Après avoir jugé, en décembre, que l'autorité boursière n'avait pas respecté la présomption d'innocence, l'assemblée plénière de la Cour de cassation a rendu, vendredi 5 février, un arrêt condamnant les procédures, qui ne permettent pas, à ses yeux, d'assurer un procès équitable.

Au moment où l'Etat, pour accompagner la libéralisation de l'économie, multiplie les créations d'autorités administratives indépendantes afin d'assurer un bon fonctionnement des marchés financiers, la Cour de cassation a rendu, vendredi 5 février, un arrêt qui rappelle l'autorité administrative indépendante ne pas séparer clairement l'instruction et le jugement. L'arrêt rappelle l'autorité administrative indépendante ne pas séparer clairement l'instruction et le jugement.

Jean-Marc Oury, ancien président de la Compagnie immobilière Phénix, lui a fourni l'occasion. Constatant, en 1994, un certain nombre de dysfonctionnements dans l'information financière et la présentation des comptes présentés par la COB, la Cour de cassation a imposé plusieurs modifications. S'appuyant sur l'article 11 de la convention européenne de l'homme, qui

la Cour de cassation s'est prononcée. L'arrêt rappelle l'autorité administrative indépendante ne pas séparer clairement l'instruction et le jugement. L'arrêt rappelle l'autorité administrative indépendante ne pas séparer clairement l'instruction et le jugement.

a justifié sa décision, écrit-elle son arrêt. Les cours, elle rappelle les principes fondamentaux de la défense. L'arrêt rappelle l'autorité administrative indépendante ne pas séparer clairement l'instruction et le jugement.

La Cour de cassation a jugé, vendredi 5 février, que l'organisation de la Commission des opérations de Bourse ne permet pas d'assurer un procès équitable. Cet arrêt de principe devrait faire jurisprudence pour les autres autorités de régulation

ny, vice-président du conseil. L'arrêt rappelle l'autorité administrative indépendante ne pas séparer clairement l'instruction et le jugement. L'arrêt rappelle l'autorité administrative indépendante ne pas séparer clairement l'instruction et le jugement.

Une ardoise de 10 milliards de francs

Jean-Marc Oury, qui vient d'être « sauvé » par la Cour de cassation, est un homme des années 80. A l'instar de Jean-François Henin, président d'Altus Finance, filiale du Crédit lyonnais, ce polytechnicien fut présenté comme un virtuose de la finance. Parachuté, en 1990, à la tête de la Compagnie immobilière Phénix (CIP), il a dirigé une entreprise en pleine déconfiture. Il séduisit Guy Dejouany, président de la compagnie des eaux. Très vite, il passe pour son dauphin et, pris par la folle des grandeurs, se lance dans des projets « pharaoniques ».

Manquant de moyens pour assurer une expansion débridée, l'immobilier Phénix fait appel à de multiples sociétés pour obtenir des comptes présentables. Lorsque la crise de l'immobilier survient, la société plonge et menace d'entraîner tout le groupe. La première décision de Jean-Marie Messier, lors de son arrivée à la tête de la Générale des eaux, est de prendre la présidence de la CIP. La gestion de M. Oury a coûté plus de 10 milliards de francs au groupe.

Chez les avocats, on réjouit cet arrêt. « Cela fait longtemps que nous disons que la procédure mise en œuvre par la COB ne tient pas debout », souligne Philippe Darrois. Certains soutiennent que la Cour de cassation aille plus loin. « La question fondamentale est la confusion des rôles », dit la COB, qui à la fois, juge et réglemente, les fait appliquer, instruit, juge et condamne. « C'est toujours tranché », relève un avocat.

La COB, elle, se soulève. Elle craignait de voir ses missions réduites. La Cour de cassation ne condamne que les méthodes. Prenant acte de la décision, l'autorité administrative déclare, dans un communiqué paru vendredi, qu'elle « en étudiera les conséquences à tirer ». Elle rappelle aussi qu'elle a appliqué scrupuleusement les textes réglementaires de 1989 et 1990 qui régissent alors sa procédure de sanction. De fait, le législateur ne s'est jamais interrogé sur l'organisation des pouvoirs de la COB. A plusieurs reprises, le

Les procédures seront révisées rapidement

Depuis des mois, la COB savait que ses procédures étaient critiquables. Devantant l'arrêt de la Cour de cassation, elle a déjà commencé à les amender : lors des dernières instructions, le rapporteur assistait aux délibérations mais renonçait à participer au vote. Par prudence, elle avait aussi différé l'examen de plusieurs dossiers lourds afin de les engager sur une procédure clarifiée. « L'arrêt de la Cour de cassation est limpide. Nous allons pouvoir changer nos procédures pour les mettre en conformité avec la décision de la Cour de cassation », explique Gérard Rameix, directeur général de la COB. Selon lui, cette révision ne paralyse en aucun cas l'autorité boursière, qui conserve tous ses moyens d'action. En revanche, la COB risque de voir contestées toutes ses décisions devant la cour d'appel, les plaignants s'appuyant sur l'arrêt de la Cour de cassation. Selon la COB, le risque est limité. Le nombre de personnes pouvant faire appel se compterait sur « les doigts d'une main ».

elle est en conformité avec cet arrêt, appelé à faire jurisprudence. Le Conseil de la concurrence, l'organe le plus proche de la COB, ne se sent pas concerné par ce changement : « Nos procédures ont été organisées par la loi. Celle-ci prévoit que le rapporteur ne peut pas être un membre du collège et participer au vote », indique Frédéric Jern-

Pour certains observateurs, cet arrêt n'est qu'un premier pas vers une évolution inévitable du droit public et administratif en France. Sous la pression de la Convention européenne des droits de l'homme, celui-ci doit évoluer, et se rapprocher du droit privé.

Martine Orange

Les difficultés persistantes de Rover font tomber le patron de BMW

COMME on s'y attendait, le conseil de surveillance de BMW a limogé, vendredi 5 février, le président du directoire, la firme, Bernd Pischetsrieder. Surprise : il a aussi écarté la succession officielle qui figure au favori, Wolfgang Reitzle, le directeur du développement et du marketing. Au coup, a démissionné M. Reitzle. Il avait présenté un plan redressant vigoureux refusé par les représentants du personnel au sein du directoire. C'est donc un inconnu qui s'est vu proposer la présidence : Joachim Milberg.

Inconnu, pas dans la maison. A 55 ans, M. Milberg est directeur de la production et membre du directoire depuis 1993. Auparavant, cet ancien apprenti ajusteur devenu docteur ingénieur avait fait sa carrière à la production industrielle, notamment chez le fabricant d'appareils-outils Gildemeister puis professeur à la très réputée université technique (TU) de Munich. Chez BMW, il a surtout œuvré à l'organisation de la nouvelle usine américaine de Spartanburg en Caroline du Sud. Pour l'épauler, le conseil de surveillance a désigné de nouveaux membres du directoire : Carl-Peter Forster (ingénierie de production), Heinrich Heftmann (directeur commercial) et Wolfgang Reitzle (développement).

Dans un communiqué laconique, le conseil « a remercié [M. Pischetsrieder] pour ses vingt-cinq ans de réussite ». Quand celui-ci a pris la BMW, à la fin de l'année 1993, le constructeur automobile tournait aussi rond que ses concurrents six-cylindres. BMW était le seul constructeur au monde, Toyota, à ne pas avoir enregistré un seul profit sur les trente dernières années. Mieux, pour la première fois, en 1992, BMW a la course en tête à son rival, toujours, Mercedes. Une année qui a conforté M. Pischetsrieder dès 1994, en lançant le projet de la BMW 7, ce plan paraît très insuffisant. Rover a fini par affecter la rentabilité du groupe au moment où la marque de Munich paraît elle-même en perte de vi-

lèvres (7,1 milliards de francs, soit 1,1 milliard d'euros), le pêne à coût de développement d'un nouveau modèle, la firme bavaroise doublait sa taille et mettait la main sur les prestigieuses tout-terrain Land Rover, la marque sportive M ou la mythique Mini. « Les deux constructeurs se complètent presque idéalement », déclarait-on à Munich au siège du constructeur allemand. Quatre ans après, les actionnaires de BMW ne peuvent constater les dégâts. Plus de 25 milliards de francs (3,8 milliards d'euros) ont été engloutis dans Rover, la part de BMW a cessé de baisser en Grande-Bretagne, tombant encore à 4,6 % en janvier 1999, contre 7,1 % un an plus tôt. La filiale allemande a vu ses pertes estimées entre 1 et 1,7 milliard d'euros, BMW a averti la communauté financière d'un recul de son propre bilan. Comment en est-on arrivé là ?

FAIBLE PRODUCTIVITÉ En 1994, pour atténuer le trau passage de Rover sous pavillon allemand, M. Pischetsrieder laissera en place la plupart des cadres dirigeants britanniques, placés sous la houlette du fils anglophile Walter Hasselkus, un ingénieur de BMW. Cinq ans après, la productivité moyenne par salarié chez Rover n'est que de 38 voitures par an, contre 110 à la filiale bavaroise de BMW. Et l'objectif de 120 du rouge en l'an 2000 a été reporté à 2003.

Après avoir dû séparer de M. Hasselkus, en novembre, M. Pischetsrieder hausse le ton au Royaume-Uni, menaçant de fermer l'usine de Longbridge. Les syndicats anglais refusent par accepter 2 500 suppressions d'emploi et une plus grande flexibilité, en échange d'un nouvel investissement de 2 milliards d'euros (13 milliards de francs). Ce plan paraît très insuffisant. Rover a fini par affecter la rentabilité du groupe au moment où la marque de Munich paraît elle-même en perte de vi-

tesse vis-à-vis de Mercedes (groupe DaimlerChrysler) et Audi (Volkswagen) le créneau des berlines haut de gamme. Humiliation supplémentaire : tandis qu'outre-Manche Rover a perdu sa troisième place au profit de Peugeot, en Allemagne même, BMW s'est fait dépasser en 1998 par Renault. La brillante entreprise de M. Pischetsrieder, l'an dernier, lors de la prise de contrôle de la Rolls-Royce, face à Volkswagen, qui devra céder la marque à BMW en 2003, n'a pas suffi à la sauver.

Pour les actionnaires de BMW, notamment la famille Quandt, qui contrôle plus de 50 % du capital, l'heure de la retraite a peut-être sonné. Daimler, qui fusionnait avec Chrysler, Jaguar, grâce au projet de Ford, Audi et de la Bentley et Bugatti, désormais propriété de Volkswagen, disposent aujourd'hui de moyens colossaux pour développer de nouveaux modèles de luxe. Les Quandt ont-ils les moyens de suivre la course à la puissance ? Certains analystes voient en M. Milberg un patron de transition, chargé de faire le ménage avant d'adopter un plus grand rôle.

Pour l'heure, M. Milberg va devoir montrer son savoir-faire industriel à Rover. Selon venir le danger, le directeur britannique du commerce et de l'industrie, Stephen Byers, a pris la devanture dredi soir, en déclarant dans un communiqué avoir l'intention de parler au conseil avec le patron de BMW afin de lui faire part de l'importance qu'attache le gouvernement britannique à Rover au site de Longbridge. Pour rester indépendant, BMW n'a guère d'alternatives : soit fermer le principal de Munich pour garder que les marques rentables, Land Rover et Mini ; soit céder Rover à un autre constructeur. Mais qui peut s'intéresser à Longbridge quand l'Europe recèle déjà tant de surcapacités de production ?

Stéphane Lauer
Philippe Kieffer
Francfort

Les syndicats de PSA réagissent prudemment au nouveau texte sur les 35 heures

ON VA beaucoup discuter des usines Peugeot et de l'industrie d'ici le 15 février. Les syndicats de PSA ont jusqu'à cette date pour présenter aux salariés le nouveau projet d'accord sur les 35 heures établi vendredi 5 février avec la direction. Les réactions à ce nouveau texte sont pour le moins prudentes. Les syndicats de PSA de « nouvelles avancées significatives », mais se gardent de se prononcer plus avant.

La semaine passée, les syndicats, qui pensaient tous, à l'exception de la CGT, pour l'acceptation du premier projet, avaient dû faire marche arrière et réclamer une reprise des négociations devant la réaction négative des salariés de base. Cette fois, on ne soupçonne pas que ligne du nouveau projet de se prononcer. La direction elle-même avait tiré les leçons de son premier échec à l'entreprise, selon des témoins, de réunir sur le terrain les salariés à qui l'encadrement est chargé de faire passer les aspects positifs du projet.

La nouvelle version du projet d'accord propose un certain nombre de compensations à l'annulation du temps de travail (Le Monde 6 février), l'un des points qui avait concentré l'hostilité des salariés. Il s'agit notamment d'assouplir les règles d'utilisation du compte-épargne temps, d'attribuer une prime de 100 francs tous les jours de repos en échange de l'annulation, d'utiliser librement les jours de repos supplémentaires et les compensations à au travail du samedi.

FOUR qu'il y a de choses qui ont avancé, c'est d'éplucher le projet pour voir ce qui l'emporte du bon ou du mauvais. La CFDT estime que le dialogue engagé par PSA pour la négociation s'est avéré être un tournant, puisqu'il tient compte des difficultés des salariés et ceux-ci ont aussi prouvé leur capacité à faire respecter.

Pour la CFDT, « le projet im-

plique des changements d'une ampleur dans l'organisation du travail qu'il est difficile de les appréhender ». Bref, on marche sur la pointe des pieds. Les élections professionnelles qui doivent avoir lieu le 11 février sur le site de Mulhouse ne sont sans doute pas étrangères à cette prudence pro-

verbale. Seule la CGT a rejeté franchement le nouveau projet d'accord, estimant que, « sur le fond, rien n'est changé ». Une assemblée générale doit décider, lundi 8 février, d'éventuels débrayages sur le site de Sochaux.

S. L.

Jacques Saadé quitte la présidence de la CMA et de la CGM

JACQUES SAADÉ, président de la Compagnie maritime d'affrètement (CMA) et de la Compagnie générale maritime (CGM), a annoncé vendredi 5 février dans un communiqué sa démission. A la suite de sa mise en examen, le 16 décembre, par un juge d'instruction de Nanterre (Hauts-de-Seine) pour abus de biens sociaux, M. Saadé a été placé sous contrôle judiciaire et ne peut plus officiellement exercer ses fonctions. Les conseils d'administration de la CMA, de la CGM et de la holding personnelle de Jacques Saadé, CMA-CGM holding, se réuniront pour se prononcer sur son remplacement. Selon le communiqué publié par le groupe, Tristan Vieilleux devrait être nommé à la présidence avec pour objectif « de réaliser la fusion des deux sociétés (CMA et CGM) ».

La démission de Jacques Saadé est un nouvel épisode de la bataille acharnée que se livrent depuis deux ans les deux frères Saadé, Jacques et Johnny, pour le contrôle du groupe maritime.

DÉPÊCHES
AEROSPATIALE : le ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, a indiqué, vendredi 5 février, que les négociations pour boucler la fusion Aerospatiale-Matra sont « satisfaisantes ». Les dernières négociations entre le gouvernement et le groupe Lagardère sont « difficiles », mais l'opération devrait normalement déboucher, la semaine prochaine, un accord, avait indiqué, jeudi, le ministre de la défense, Alain Richard.
CRÉDIT LYONNAIS : le Crédit agricole pourrait participer à la privatisation de la banque publique, selon Le Figaro du 6 février. Le président du Crédit lyonnais, Jean Peyrelevade, aurait évoqué la possibilité d'inviter un établissement mutualiste au sein du groupe des actionnaires partenaires.
DRESDNER BANK : le Congrès juif mondial (CJM), qui s'occupe notamment de récupérer les biens volés aux victimes du nazisme, a indiqué, vendredi 5 février, qu'il portera son attention sur la banque Dresdner Bank, laquelle a déposé aux États-Unis.

LA POSTE : la CFDT a annoncé qu'elle envisage de signer un accord sur les 35 heures. La Poste, qui doit permettre de réduire la précarité, annonce-t-elle vendredi dans un communiqué. Soulignant que son organisation portait une appréciation générale positive sur le projet, un responsable de la CFDT a cependant indiqué « déplorer fortement » l'absence de l'Etat et La Poste.

Handwritten notes and signatures at the bottom of the page, including "12-19", "C29", and a signature "C29".

PLACEMENTS

LE MONDE / DIMANCHE 7 - LUNDI 8 FÉVRIER 1999

Les Français ont orienté leur épargne vers les sicav actions en 1998

Avec une augmentation de plus de 315 milliards de francs (48 milliards d'euros) de l'encours, la gestion collective a connu sa meilleure année depuis quatre ans. Le lancement de l'euro a permis la promotion de nouveaux produits

L'ANNÉE 1998 a été un excellent cru pour les fonds communs de placement en France (FCP), tant au niveau des performances que de la collecte. Avec une hausse de plus de 315 milliards de francs des encours en 1998 (48 milliards d'euros) et 140 milliards de souscriptions nouvelles, la gestion collective française enregistre sa meilleure année depuis quatre ans.

Selon Europperformance, un organisme chargé de recenser et d'analyser le comportement des sicav et des FCP, les parts de marché des différents établissements financiers n'ont pas notablement évolué l'année dernière. La Société générale, le Crédit agricole, la BNP et le Crédit lyonnais se répartissent entre 8 % et 12 % des encours chacun. Seule évolution notable, le groupe Banques populaires augmente sa part de marché et AXA fait son entrée parmi les dix premiers, les encours gérés par l'UAP étant désormais comptabilisés sous la bannière

AXA. « Tandis que les grands réseaux consolident leurs positions, certains petits établissements spécialisés tirent leur épingle du jeu », note Beaudoin Brie, président d'Europperformance.

LE POIDS DE L'EURO

C'est au niveau de la collecte que les fonds communs de placement ont connu leur plus grande réussite. Les encours sur les sicav monétaires, qui n'ont pas augmenté de plus qu'une rémunération de 3 % en moyenne sur un an, parviennent à se maintenir à un niveau équivalent à celui de 1998, 1 048 milliards de francs (160 milliards d'euros).

Pour la première fois depuis 1994, la décollecte sur les fonds investis en obligations a été stoppée. Ces produits ont capté 15 milliards de francs. La part de la mise en place de l'euro s'est fait sentir, les

fonds obligataires spécialisés sur le Vieux Continent enregistrant les plus fortes progressions. À l'inverse, les sicav et les FCP obligataires, censés procurer des revenus réguliers, subissent une décollecte de 11 milliards de francs. Cette désaffection s'explique par la baisse des coupons versés par ces produits.

Une fois de plus, la stabilité et la sécurité font recette auprès des épargnants. Les produits garantis ont continué à séduire un grand nombre de particuliers, l'encours sur ces produits dépassant pour la première fois les 100 milliards de francs. « Beaucoup de produits de ce type venant à expiration en 1998, les souscripteurs qui ont été satisfaits des performances ont choisi de renouveler leur épargne sur des fonds offrant une parfaite sécurité », observe Paul-Henri La Porte du Theil, directeur général d'Indocam, la filiale de gestion du groupe Crédit agricole. Une part importante de clients soucieux de contrôler le risque qu'ils font courir à leur épargne se sont aussi portés sur les fonds profilés. La part de ces produits, qui domine le choix aux souscripteurs, a atteint quatre degrés de risque, s'est élevée à 52 milliards

de francs, les fonds les plus exposés aux actions remportant le plus grand succès. Trois quarts des souscriptions se sont réparties entre les profils équilibrés et dynamiques qui renferment le plus d'actions.

Sans conteste, les grands gagnants de l'année ont été les sicav et les fonds communs de la catégorie actions et diversifiées. Ils affichent la meilleure performance de leur encours (+4 %). Les fonds d'actions européennes voient leurs ac-

tifs doubler en l'espace d'un an, pour atteindre près de 142 milliards de francs grâce aux bonnes performances des européennes et à l'afflux des souscriptions. Les établissements qui ont surfi sur la vague de l'euro en lançant de nouveaux produits actions ont pu transformer d'anciens fonds pour les rependre aux couleurs de la monnaie unique européenne ont capté quelque 40 milliards de francs d'épargne nouvelle.

Les fonds français ont également profité du dynamisme du marché parisien et les souscripteurs. Leur encours s'est gonflé de 11 milliards de francs.

Cet engouement pour les produits français dans les actions marque un tournant dans le comportement des épargnants français. « Jusqu'à présent, les épargnants français n'ont pas eu d'appétit pour les actions par rapport à leurs voisins allemands, anglais, espagnols et italiens, qui ont réorienté sensiblement leur épargne vers la Bourse », note André Babeau, directeur du Centre de recherche sur l'épargne (CREP). Toutefois, cette évolution devra être confirmée cette année. Les responsables de la gestion des sicav et des FCP dans les grands réseaux bancaires reconnaissent que la collecte sur les produits actions a été surtout portée au premier semestre 1998, lorsque la Bourse française volait de record en record. Elle a été beaucoup plus faible la seconde partie de l'année, lorsque les marchés financiers ont fait preuve d'une grande nervosité.

J. Mo.

Gérard Athias, président de l'AFER

« Il faut favoriser le glissement de l'épargne en assurance-vie vers les entreprises »

« Des courtiers ont déposé une plainte auprès du tribunal de grande instance de Paris contre vous-même, monsieur André Le Saux, cofondateur de l'Association française d'épargne-retraite (AFER), contre le groupe Commercial Union, et critiquent la gestion de l'AFER. Qu'y répondez-vous ? »

« Nous avons déposé une plainte pour dénonciation calomnieuse. Ce que l'on voudrait nous reprocher, c'est une trop grande rigueur professionnelle. À moins que ce ne soit d'avoir, depuis plus de vingt ans, largement contribué à rendre l'assurance-vie en France plus transparente et moins chargée de frais ? Quand s'est posée la question de ma rémunération et de celle d'André Le Saux, il m'a été inconcevable qu'elle puisse dépendre, chaque année, de la complaisance de l'assureur avec qui nous avions négocié durement. Nous sommes convenus avec lui, sans que cela coûte un centime aux épargnants, d'une formule d'intéressement calculée objectivement sur le développement de l'assurance et de la maîtrise des frais de gestion dont nous avons la responsabilité. Les sommes accumulées sont importantes, mais l'AFER a atteint une taille inespérée au départ et il s'agit du résultat d'un moins vingt-trois années de travail acharné. »

« Les 6,22 % de rendement pour le contrat en francs AFER apparaissent comme un « taux de guerre » destiné à redorer le blason de l'association que vous présidez. Qu'en est-il ? »

« Certaines compagnies utilisent la possibilité, donnée par le code des assurances, d'imputer les bénéfices réalisés sur les investissements d'un contrat pour en faire profiter un autre et gonfler artificiellement les rendements du produit, qui sert souvent de vitrine à l'assureur. Cette politique, contestable, ne peut s'appliquer nous. L'AFER a une gestion totalement autonome de 140 milliards de francs (21,34 milliards d'euros) d'actifs et 7,5 milliards de francs versés à nos assurés. L'an dernier ont obtenu sans aucune manipulation. De même, nous n'avons pas nos frais de gestion, qui sont déjà parmi les plus bas du marché, pour augmenter mécaniquement le rendement du contrat AFER. Enfin, nous distribuons à nos souscripteurs 100 % des bénéfices réalisés par nos investissements, ce qui n'est pas le cas chez beaucoup de nos concurrents. »

« Certains jugent qu'il n'est pas prudent de distribuer l'intégralité des bénéfices et qu'il faut en mettre une partie en réserve. Que pensez-vous des doutes émis par la Commission de contrôle des assurances sur la solidité de certaines compagnies ? »


« L'autorité de tutelle se doit de

jouer un rôle prudent. L'assurance-vie est, semble-t-il, dans une situation préoccupante. Il y a un réel problème de confiance sur quelques contrats. Certaines compagnies, en période d'euphorie et de taux élevés, ont voulu garantir des taux irréalistes sur le long terme, qu'elles auront du mal à servir si les taux d'intérêt maintiennent à un niveau aussi bas. Autre aspect de ces interrogations, en cas de brutales remises des taux d'intérêt les assurés pourraient racheter massivement leurs contrats, alors que les portefeuilles obligataires des compagnies d'assurances sont largement en moins-values. Pour notre part, nous distribuons l'intégralité de nos bénéfices, mais notre portefeuille d'obligations recèle des plus-values de près de 17 milliards de francs. Nous n'avons pas le droit de les distribuer : elles doivent obligatoirement entrer dans la réserve de capitalisation. Cette réserve pourrait être mobilisée en cas de moins-value. Cet argent, qui est traditionnellement pris en compte pour le calcul des fonds propres des compagnies d'assurances, devrait être en fait la propriété des assurés. Ce que nous avons obtenu. »

« Votre offre de contrats apparaît bien mince alors que se développent les contrats multisupports. »


« Dès 1996, nous avons fait évoluer notre contrat en francs en proposant des multisupports. Nous voulions adapter notre contrat, vieux de vingt ans, au monde d'aujourd'hui et faire profiter nos adhérents des occasions qu'offraient les actions. Malheureusement, les autorités fiscales ont arbitrairement donné un coup d'arrêt à notre politique et ont obligé nos adhérents d'avant avril 1996 à réintégrer les sommes investies dans notre support action sur le fonds en francs. Cette décision nous apparaît très contestable au regard du droit des assurances. Il est absurde d'interdire à des adhérents d'épargne-retraite de très longue durée par nature (souvent plus de quarante ans) d'évoluer dans un environnement économique qui change constamment. À juste titre, on s'inquiète du poids des fonds de pension étrangers dans la propriété des grandes sociétés françaises. Or l'assurance-vie française est forte de 3 000 milliards de francs (842,7 milliards d'euros) placés en produits de taux. Pourquoi empêcher les assurés épargnants d'en faire glisser progressivement une partie vers les entreprises. L'initiative des contrats dits « DSK » est louable puisqu'elle va dans la bonne direction. L'AFER a apporté 11 % de la collecte DSK mais, malgré nos efforts déployés, le succès reste mo-

Propos recueillis par Joël Morio et Pascale Santi



SAISIR LES MEILLEURES OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENTS, C'EST ANTICIPER LES MOUVEMENTS DES MARCHÉS. VOILÀ POURQUOI NOS MANAGERS SONT PRÉSENTS À NEW YORK, LONDRES ET HONG KONG.

Choisir AXA Investment pour ses actifs, c'est bénéficier de la puissance d'un groupe parmi les principaux marchés mondiaux. Que vous soyez une entreprise ou un particulier, en France ou à l'étranger,



laissez-vous conseiller dans vos investissements par un conseiller solide, expérimenté en finance internationale.

Tél : 803 800 100

Internet : www.axa.fr/management

DERRIÈRE LES HOMMES.

Consolidation à Paris

REVUE DES ACTIONS

ÉNERGIE	en euros	DIFF.
EDF	103,10	+0,10
EDF	103,10	+0,10
EDF	103,10	+0,10
EDF	103,10	+0,10
EDF	103,10	+0,10

PRODUITS DE BASE	en euros	DIFF.
Air Liquide	138,50	+0,10
CFM (Perrin)	28,45	+0,10
Eramet	27,75	+0,10
Galvinox	75,90	+0,10
Metaleurop	4,25	+0,10
Pechiney Act. Ord.	31	+0,10
Rhône-P	13,19	+0,10
Rochette (La)	184	+0,10
Usinor	11,95	+0,10
Valloire	30,99	+0,10
Grande Paroisse	24,99	+0,10
Orp. Ext-Orient	2	+0,10

CONSTRUCTION	en euros	DIFF.
Bouygues	231	+0,10
Bouygues Off.	23	+0,10
Ciments Français	46	+0,10
Colas	62,70	+0,10
Immat	109	+0,10
Lafarge	75,10	+0,10
Lafarge	64,90	+0,10
Saint-Gobain	136,50	+0,10
SCE	40,65	+0,10
Vicat	76,65	+0,10

BIENS D'ÉQUIPEMENT	en euros	DIFF.
Alcatel	21,30	+0,10
Alstom	21,30	+0,10
Bull	6,12	+0,10
Compt. Lorraine	36,31	+0,10
CS Sigmus/CSSE	162,70	+0,10
De Dietrich	62,36	+0,10
Fives-Lille	5,72	+0,10
France Telecom	79,65	+0,10
Intertronic	194	+0,10
Legris Indust.	46	+0,10
Legris	46	+0,10
Schneider SA	56,45	+0,10
SIFM	66,50	+0,10
Thomson-CSF	168	+0,10
Zodiac ex-div	67,50	+0,10
Algeco	7,40	+0,10
CNM	11	+0,10
Entrec	32,90	+0,10
GPI Industries	28,02	+0,10
Siemens	76,40	+0,10
Syst.B	6,59	+0,10
Mantoux	134	+0,10
Necam	35,65	+0,10
Radial	61	+0,10

AUTOMOBILE	en euros	DIFF.
B2	95,85	+0,10
Labinal	180,10	+0,10
Michelin	36	+0,10

LES BOURSIERS ont éprouvé le besoin de souffler cette semaine, après avoir respiré l'air des sommets. Alors que, lundi matin, le marché parisien s'enflammait après l'annonce de la fusion surprise entre la Générale et Paribas et que, jeudi, la Bourse s'appréciait après la publication par l'INSEE d'un indice du moral Français plus haut niveau depuis son premier calcul en 1997, sur une semaine, le recul du CAC 40 s'est établi à 2,45 %, à 147,30 points. Après une progression de 1,10 % en l'espace de quelques semaines, la Bourse de Paris a amorcé une phase de consolidation. Celle-ci a été marquée qu'avec la mauvaise orientation des marchés obligataires - après que la Réserve fédérale américaine et la Banque centrale européenne eurent décidé de leurs taux directeurs - les investisseurs ont perdu un important facteur d'appréciation des cours.

Le marché parisien a pourtant fait un nouveau record lundi, l'indice CAC 40 trouvant à quelques points le niveau historique atteint le 17 juillet, lorsque l'indice avait terminé à 1438,48 points. Les boursiers ont alors le départ tant attendu de la restructuration du CAC 40 à l'horizon 2000. Toutefois, l'indice CAC 40 a limité son gain à 1,23 %. Très vite, le soufflet est retombé. Les valeurs ont enregistré cette semaine un recul de 1,5 % à cinq jours tandis que le titre Société Générale recule de plus de 12 %. Les autres valeurs du secteur ont été également mal orientées, l'action BNP et celle du Crédit commercial de France (CCF) clôturant, vendredi, sous leurs niveaux de la fin de la semaine dernière.

Autre déception, les valeurs françaises ont été déçues de la hausse du dollar contre les devises européennes, qui a pourtant traditionnellement un facteur d'appréciation des cours. Parmi les entreprises dont l'action a jugé très mal aux évolutions du billet vert, Dassault Aviation et, plus récemment, Air Liquide n'ont pas profité du renchérissement de la monnaie américaine. Il n'y a guère que BSA, Imetel, Schneider, encore Michelin qui semblent bénéficier de leur exposition au dollar. Encore le groupe pneumatique a-t-il essentiellement profité de l'alliance passée entre l'américain Goodyear et le japonais Sumitomo. Cette fusion a relancé les spéculations selon lesquelles le groupe Clermont-Ferrand s'apprêterait à racheter le numéro japonais, Yokohama, pour conserver son leadership mondial.

La publication, cette semaine, d'une série de résultats a également entraîné des réactions diverses. Les bénéfices des premières sociétés à publier ont été jugés satisfaisants et correspondent, grosso modo, aux attentes des analystes. Mais certains chiffres d'affaires ont montré un ralentissement de l'activité. Le titre Colas, qui a vu son résultat net part du groupe s'apprécier de 1988, est en baisse d'un semestre. L'autre. Même tendance pour Pechiney, qui a publié un bénéfice net en hausse de 67,4 % hors plus-value. De même, le profit net de M6, très supérieur aux attentes du marché, permet au titre de progresser d'une semaine à l'autre. Quant à Saint-Gobain, elle a bénéficié de recommandations positives de plusieurs sociétés après la publication de ses résultats à la fin de la semaine dernière. En revanche, l'action Dexia reste inchangée d'un vendredi à l'autre, alors que le financier des collectivités locales en Europe a confirmé une perspective à deux chiffres de son résultat en 1998. Enfin, Elf Aquitaine et Total ont résisté à cette tendance baissière. Les tensions persistantes entre les États-Unis et l'Irak et les signes d'un début de reprise en Asie du Sud-Est ont permis au prix du pétrole de se raffermir.

La publication, cette semaine, d'une série de résultats a également entraîné des réactions diverses. Les bénéfices des premières sociétés à publier ont été jugés satisfaisants et correspondent, grosso modo, aux attentes des analystes. Mais certains chiffres d'affaires ont montré un ralentissement de l'activité. Le titre Colas, qui a vu son résultat net part du groupe s'apprécier de 1988, est en baisse d'un semestre. L'autre. Même tendance pour Pechiney, qui a publié un bénéfice net en hausse de 67,4 % hors plus-value. De même, le profit net de M6, très supérieur aux attentes du marché, permet au titre de progresser d'une semaine à l'autre. Quant à Saint-Gobain, elle a bénéficié de recommandations positives de plusieurs sociétés après la publication de ses résultats à la fin de la semaine dernière. En revanche, l'action Dexia reste inchangée d'un vendredi à l'autre, alors que le financier des collectivités locales en Europe a confirmé une perspective à deux chiffres de son résultat en 1998. Enfin, Elf Aquitaine et Total ont résisté à cette tendance baissière. Les tensions persistantes entre les États-Unis et l'Irak et les signes d'un début de reprise en Asie du Sud-Est ont permis au prix du pétrole de se raffermir.

La publication, cette semaine, d'une série de résultats a également entraîné des réactions diverses. Les bénéfices des premières sociétés à publier ont été jugés satisfaisants et correspondent, grosso modo, aux attentes des analystes. Mais certains chiffres d'affaires ont montré un ralentissement de l'activité. Le titre Colas, qui a vu son résultat net part du groupe s'apprécier de 1988, est en baisse d'un semestre. L'autre. Même tendance pour Pechiney, qui a publié un bénéfice net en hausse de 67,4 % hors plus-value. De même, le profit net de M6, très supérieur aux attentes du marché, permet au titre de progresser d'une semaine à l'autre. Quant à Saint-Gobain, elle a bénéficié de recommandations positives de plusieurs sociétés après la publication de ses résultats à la fin de la semaine dernière. En revanche, l'action Dexia reste inchangée d'un vendredi à l'autre, alors que le financier des collectivités locales en Europe a confirmé une perspective à deux chiffres de son résultat en 1998. Enfin, Elf Aquitaine et Total ont résisté à cette tendance baissière. Les tensions persistantes entre les États-Unis et l'Irak et les signes d'un début de reprise en Asie du Sud-Est ont permis au prix du pétrole de se raffermir.

IMMOBILIER	en euros	DIFF.
Bail Investis	125	+0,10
Finetel	18,70	+0,10
Gedina	102,50	+0,10
Kiwa	84	+0,10
Rue Impériale (Ly)	1050	+0,10
Sefinag	58,60	+0,10
Silic CA	157	+0,10
Sinca	78,10	+0,10
Soc. Fonc. Lyon	191,80	+0,10
Unibail	110,50	+0,10
Foncière Euris	95,20	+0,10
Im. Marseillaise	1850	+0,10
Immob. Bailly Nye	50,50	+0,10
Immob. Hotel	1,96	+0,10

SERVICES FINANCIERS	en euros	DIFF.
AGF	35,40	+0,10
Ass	120,40	+0,10
B.N.P.	77,10	+0,10
C.C.F.	84,90	+0,10
C.P.R.	36,30	+0,10
Crédit Lyonnais CI	40,10	+0,10
Dexia France	135,20	+0,10
Interball	21,90	+0,10
Lodivis	121,60	+0,10
Naxos	36	+0,10
Paribas	85,50	+0,10
Paribas	85,50	+0,10
Selection Banque	11,02	+0,10
Société Générale	138,90	+0,10
Sophia	38	+0,10
Union Assur. Fidi	105	+0,10
Via Banque	27,44	+0,10
Worms (ex-Seah)	14	+0,10
Immat	75,90	+0,10
Après S.A. (Ly)	149	+0,10
Assur. B. Populaire	138	+0,10
CA. Paris IDF	104,80	+0,10
Factorim	138	+0,10
Union Fin. France	104,80	+0,10

SOCIÉTÉS D'INVESTISSEMENT	en euros	DIFF.
Boulogne	173	+0,10
Cerus Europ. Reun	6,82	+0,10
CGP	53,70	+0,10
CGP	53,70	+0,10
Carisud Dior	113,50	+0,10
Dynacron	23,79	+0,10
Eurafina	500	+0,10
Finatrac SA	99	+0,10
Gaz et Eau	52,50	+0,10
ISIS	32,50	+0,10
Lagardère	38,01	+0,10
Lebon (Gel)	15,95	+0,10
Marine Wendel	185,10	+0,10
Nord-Est	30,30	+0,10
Salvator (Ny)	74,75	+0,10
Albatros Invest	37	+0,10
Burelle (Ly)	99,90	+0,10
Carbonique	13,16	+0,10
Contin. Invest.	10,55	+0,10
F.F.P. (Ny)	59,85	+0,10
Finatrac	1,53	+0,10
Finatrac	45	+0,10
Fin. Fin. Honore	62,60	+0,10
Finatrac (ex-Local)	76,95	+0,10
Siparam (Ly)	23,56	+0,10

LES PERFORMANCES DES SICAV DIVERSIFIÉES

(Les premières et les dernières de chaque catégorie) le 29 janvier

LIBELLÉ	Organisme promoteur	Perf. 1 an	Perf. 5 ans	Perf. 10 ans
---------	---------------------	------------	-------------	--------------

DIVERSIFIÉES FRANCE

Performance moyenne sur 1 an : 15,35 %, sur 5 ans : 47,71 %

Federal France Europe	FEDFIN	1	30,02	27,84
Paroisse	SC	2	24,30	151,39
Investissement France	SC	3	23,20	71,19
Midland Options Plus	MIDLAND	4	21,78	105,63
Natio Espérance	NATIO	5	20,70	74,24
Valeurs de France	BRED	6	21,52	110,46
Dynamisme (D)	LA POSTE	7	20,32	207,32
Dynamisme (C)	LA POSTE	8	20,32	210,27
CDT BRET	CDT BRET	9	20,69	63,85
CDT BRET	CDT BRET	10	20,69	63,85
CDT BRET	CDT BRET	11	20,69	63,85
CDT BRET	CDT BRET	12	20,69	63,85
CDT BRET	CDT BRET	13	20,69	63,85
CDT BRET	CDT BRET	14	20,69	63,85
CDT BRET	CDT BRET	15	20,69	63,85
CDT BRET	CDT BRET	16	20,69	63,85
CDT BRET	CDT BRET	17	20,69	63,85
CDT BRET	CDT BRET	18	20,69	63,85
CDT BRET	CDT BRET	19	20,69	63,85
CDT BRET	CDT BRET	20	20,69	63,85
CDT BRET	CDT BRET	21	20,69	63,85
CDT BRET	CDT BRET	22	20,69	63,85
CDT BRET	CDT BRET	23	20,69	63,85
CDT BRET	CDT BRET	24	20,69	63,85
CDT BRET	CDT BRET	25	20,69	63,85
CDT BRET	CDT BRET	26	20,69	63,85
CDT BRET	CDT BRET	27	20,69	63,85
CDT BRET	CDT BRET	28	20,69	63,85
CDT BRET	CDT BRET	29	20,69	63,85
CDT BRET	CDT BRET	30	20,69	63,85
CDT BRET	CDT BRET	31	20,69	63,85
CDT BRET	CDT BRET	32	20,69	63,85

DIVERSIFIÉES INTERNATIONALES

Performance moyenne sur 1 an : 11,44 %, sur 5 ans : 47,22 %

La Poste	LA POSTE	20	13,62	
La Poste	LA POSTE	21	13,62	
La Poste	LA POSTE	22	13,62	
La Poste	LA POSTE	23	13,62	
La Poste	LA POSTE	24	13,62	
La Poste	LA POSTE	25	13,62	
La Poste	LA POSTE	26	13,62	
La Poste	LA POSTE	27	13,62	
La Poste	LA POSTE	28	13,62	
La Poste	LA POSTE	29	13,62	
La Poste	LA POSTE	30	13,62	
La Poste	LA POSTE	31	13,62	
La Poste	LA POSTE	32	13,62	
La Poste	LA POSTE	33	13,62	
La Poste	LA POSTE	34	13,62	
La Poste	LA POSTE	35	13,62	
La Poste	LA POSTE	36	13,62	
La Poste	LA POSTE	37	13,62	
La Poste	LA POSTE	38	13,62	
La Poste	LA POSTE	39	13,62	
La Poste	LA POSTE	40	13,62	
La Poste	LA POSTE	41	13,62	
La Poste	LA POSTE	42	13,62	
La Poste	LA POSTE	43	13,62	
La Poste	LA POSTE	44	13,62	
La Poste	LA POSTE	45	13,62	
La Poste	LA POSTE	46	13,62	
La Poste	LA POSTE	47	13,62	
La Poste	LA POSTE	48	13,62	
La Poste	LA POSTE	49	13,62	
La Poste	LA POSTE	50	13,62	
La Poste	LA POSTE	51	13,62	
La Poste	LA POSTE	52	13,62	
La Poste	LA POSTE	53	13,62	
La Poste	LA POSTE	54	13,62	
La Poste	LA POSTE	55	13,62	
La Poste	LA POSTE	56	13,62	
La Poste	LA POSTE	57	13,62	
La Poste	LA POSTE	58	13,62	
La Poste	LA POSTE	59	13,62	
La Poste	LA POSTE	60	13,62	
La Poste	LA POSTE	61	13,62	
La Poste	LA POSTE	62	13,62	
La Poste	LA POSTE	63	13,62	
La Poste	LA POSTE	64	13,62	
La Poste	LA POSTE	65	13,62	
La Poste	LA POSTE	66	13,62	
La Poste	LA POSTE	67	13,62	
La Poste	LA POSTE	68	13,62	
La Poste	LA POSTE	69	13,62	
La Poste	LA POSTE	70	13,62	
La Poste	LA POSTE	71	13,62	
La Poste	LA POSTE	72	13,62	
La Poste	LA POSTE	73	13,62	
La Poste	LA POSTE	74	13,62	
La Poste	LA POSTE	75	13,62	
La Poste	LA POSTE	76	13,62	
La Poste	LA POSTE	77	13,62	
La Poste	LA POSTE	78	13,62	
La Poste	LA POSTE	79	13,62	
La Poste	LA POSTE	80	13,62	
La Poste	LA POSTE	81	13,62	
La Poste	LA POSTE	82	13,62	
La Poste	LA POSTE	83	13,62	
La Poste	LA POSTE	84	13,62	
La Poste	LA POSTE	85	13,62	
La Poste	LA POSTE	86	13,62	
La Poste	LA POSTE	87	13,62	
La Poste	LA POSTE	88	13,62	
La Poste	LA POSTE	89	13,62	
La Poste	LA POSTE	90	13,62	
La Poste	LA POSTE	91	13,62	
La Poste	LA POSTE	92	13,62	
La Poste	LA POSTE	93	13,62	
La Poste	LA POSTE	94	13,62	
La Poste	LA POSTE	95	13,62	
La Poste	LA POSTE	96	13,62	
La Poste	LA POSTE	97	13,62	
La Poste	LA POSTE	98	13,62	
La Poste	LA POSTE	99	13,62	
La Poste	LA POSTE	100	13,62	

La vigueur économique américaine pénalise les obligations

Les rendements des emprunts d'Etat se sont nettement tendus cette semaine aux Etats-Unis et en Europe. L'euro a continué à se déprécier face au dollar

Les marchés de taux d'intérêt et de change ont fait preuve d'une grande nervosité cette semaine. L'euro est tombé sous le seuil de 1,13 dollar. « La baisse, ces dernières semaines, de l'euro nous laisse perplexes, mais

n'est pas un souci », a commenté le président de la BCE, Wim Duisenberg, à l'issue du conseil des gouverneurs, qui a choisi, jeudi, de laisser inchangé, à 3 %, son principal taux directeur. Le même jour, les banques cen-

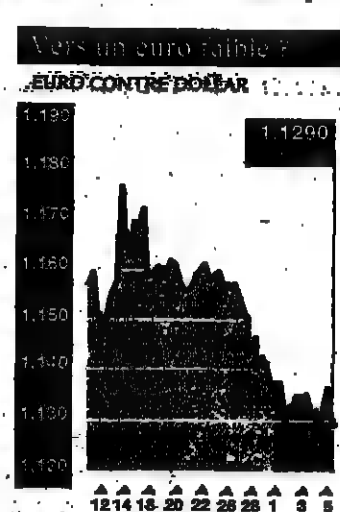
trales du Danemark et d'Angleterre ont en revanche décidé d'assouplir leur politique monétaire. Le yen est pour sa part resté très ferme, soutenu par la nouvelle remontée des rendements obligataires au Japon. Aux

Etats-Unis, les rendements des emprunts d'Etat se sont fortement tendus. Le taux du titre à trente ans est passé de 5,09 % à 5,34 %, entraînant dans son sillage les taux obligataires européens.

IL Y A à peine quelques semaines, les dirigeants politiques européens se plaisaient à souligner le rôle de locomotive de l'économie mondiale qu'allait jouer désormais l'euro. Ce discours n'est plus de mise. Les Européens ont perdu de leur superbe. Le président de la Banque centrale européenne (BCE), Wim Duisenberg, a estimé, jeudi 4 février, que « la forte croissance au quatrième trimestre aux Etats-Unis a, et aura, un effet très bénéfique sur les économies du Vieux Continent. Je ne vois que des effets bénéfiques quand la croissance est forte aux Etats-Unis », a-t-il ajouté.

Vendredi, les statistiques du chômage américain, après celles des industries (+2,3 %), des directeurs d'achats (+4,2 points), des dépenses de construction (+1,7 %), sont venues confirmer la santé « éblouissante » de l'économie américaine, pour reprendre le qualificatif employé par le président de la Réserve fédérale, Alan Greenspan. Les créations d'emplois se sont élevées à 245 000 aux Etats-Unis en janvier tandis que le taux de chômage est resté stable à 4,3 %.

« L'économie croît encore plus fort qu'avant. L'inflation reste basse et les marchés financiers intérieurs fonctionnent en douceur », a souligné John Auten, responsable des analyses économiques au Trésor américain.



Janet Yellen, de son côté, chef des économistes de la Maison Blanche, a observé que l'élément qui avait fait capoter les précédentes phases d'expansion économique, à savoir une rapide poussée d'inflation, n'avait toujours pas fait son apparition, ce qui permet d'espérer une poursuite de la croissance. « J'y vois une raison d'avoir bon espoir de voir la croissance actuelle se pérenniser

et, si elle s'étend jusqu'à février l'an prochain, ce sera la plus longue jamais enregistrée aux Etats-Unis », a-t-elle déclaré. Dans les années 60, l'économie américaine avait connu une période d'expansion continue de huit ans et dix mois, soutenue notamment par les dépenses considérables liées à la guerre du Vietnam. Le président des Etats-Unis, Bill Clinton, enfin, a affirmé que l'économie américaine « a l'appogée de la puissance et du succès ». Lundi, il avait présenté un projet de budget prévoyant un excédent de 117,3 milliards de dollars (104 milliards d'euros). Comment s'étonner, dans ce contexte, de l'arrogance affichée par les Américains lors du Forum de Davos ?

Il reste que la vigueur économique des Etats-Unis commence à peser sur les marchés financiers. Comme elle l'avait fait lors de sa réunion de décembre, la Fed a opté pour le statu quo : mais la question qui se pose est celle de savoir si elle allait baisser ses taux directeurs, mais si elle allait les relever. Les taux d'intérêt à long terme, de leur côté, ont augmenté fortement outre-Atlantique : le rendement de l'emprunt d'Etat à trente ans est passé de 5,09 % à 5,34 %. Bien que la situation économique soit très différente en Europe (la croissance ralentit, les déficits budgétaires persistent, le chômage stagne à un

niveau très élevé), les obligations européennes ont suivi leurs homologues américaines (le taux de l'obligation assimilable du Trésor français a dix ans a grimpé de 3,73 % à 3,89 %). Le dollar, enfin, a fait preuve d'une grande fermeté vis-à-vis de l'euro. Vendredi, à la

réserve internationale et attirer en masse les investisseurs asiatiques. Ni les dirigeants politiques européens, qui mettaient en garde contre les risques d'un euro surévalué. « La baisse, ces dernières semaines, de l'euro nous laisse perplexes, mais n'est pas un souci », a

Confusion sur les marchés obligataires japonais

Les rendements obligataires ont poursuivi leur ascension, cette semaine, au Japon, dans une atmosphère d'extrême confusion. Le taux de l'emprunt d'Etat de référence à dix ans est passé de 2,06 % à 2,46 %. Il a quadruplé en quatre mois.

Les opérateurs ont d'abord mal accueilli les déclarations, mardi, du ministre japonais des finances Kichii Miyazawa, se disant peu préoccupé par l'envolée des taux d'intérêt à long terme dans l'archipel. Les rumeurs selon lesquelles la Banque du Japon serait autorisée à souscrire directement des emprunts d'Etat ont entraîné la chute des cours.

Vendredi, M. Miyazawa a jugé inutile ce projet en ajoutant toutefois qu'il appartenait au gouvernement de la Banque du Japon de juger si de telles opérations, qui équivalaient à une injection de liquidités, devaient être menées. Il a affirmé ne pas être en courant d'une requête du Trésor américain dans ce sens.

clôture des places du Vieux Continent, la monnaie européenne cotait 1,1280 dollar, contre 1,19 dollar lors de sa première séance officielle de cotation, le 4 janvier. Qui aurait parié, en début d'année, sur un accès de faiblesse de l'euro ? Pas les analystes, qui expliquaient que l'euro allait rapidement rivaliser avec le dollar comme monnaie de

clôture des places du Vieux Continent, la monnaie européenne cotait 1,1280 dollar, contre 1,19 dollar lors de sa première séance officielle de cotation, le 4 janvier. Qui aurait parié, en début d'année, sur un accès de faiblesse de l'euro ? Pas les analystes, qui expliquaient que l'euro allait rapidement rivaliser avec le dollar comme monnaie de

clôture des places du Vieux Continent, la monnaie européenne cotait 1,1280 dollar, contre 1,19 dollar lors de sa première séance officielle de cotation, le 4 janvier. Qui aurait parié, en début d'année, sur un accès de faiblesse de l'euro ? Pas les analystes, qui expliquaient que l'euro allait rapidement rivaliser avec le dollar comme monnaie de

clôture des places du Vieux Continent, la monnaie européenne cotait 1,1280 dollar, contre 1,19 dollar lors de sa première séance officielle de cotation, le 4 janvier. Qui aurait parié, en début d'année, sur un accès de faiblesse de l'euro ? Pas les analystes, qui expliquaient que l'euro allait rapidement rivaliser avec le dollar comme monnaie de

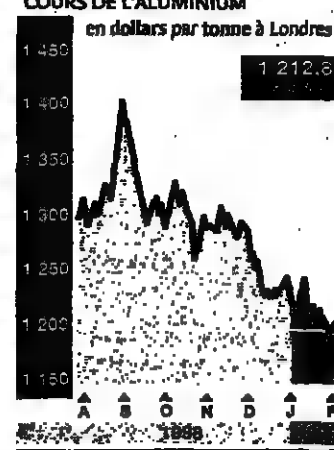
Christophe Vetter

Pierre-Antoine Delhommas

Carole Prati

MATIÈRES PREMIÈRES

Faiblesse de l'aluminium
COURS DE L'ALUMINIUM
en dollars par tonne à Londres



LA MOROSITÉ accompagne les métaux de base depuis longtemps. Avec la nouvelle année, maintenant bien entamée, les perspectives paraissent à peine meilleures. Les prix de l'aluminium sur le London Metal Exchange (LME) n'ont cessé de s'effriter. Après avoir oscillé plusieurs jours entre 1 215 et 1 220 dollars la tonne, on notait pourtant, le 3 février, un léger mieux à 1 231 dollars la tonne, pour un terme de trois mois. Ce n'est cependant pas l'indice d'avoir des stocks d'avance : ceux du LME ont dépassé le plafond des 800 000 tonnes. C'est une nouvelle que les cours supportent assez mal habituellement, mais les derniers chiffres de l'économie américaine - très bons - les ont soutenus.

Mais en Asie la demande reste faible. Malgré des signes encourageants bien que récents en Corée, en Malaisie ou en Thaïlande, ils ne sont pas suffisamment significatifs pour qu'on espère un redressement avant au moins la fin de l'année. Au Japon, les opérateurs estiment que, le pire étant passé, on peut entrevoir une certaine reprise des prix, d'autant plus que le yen retrouve, lui aussi, quelque force. Selon les observateurs, la pénurie de métal que l'on constate dans la région est davantage le fait d'une réduction de l'offre que des manifestations de reprise. Il faut dire que le débouché traditionnel asiatique - les usines d'Aluminium - n'a pas retrouvé son plein potentiel. Quant à l'Indien (National Aluminium Company), il compte faire tourner ses usines à pleine capacité, mais 230 000 tonnes d'ici la fin mars. Le groupe - le plus grand d'Asie - devrait alors apporter sur le marché mondial une production d'environ 150 000 tonnes d'aluminium. Signalons enfin que c'est le français Aluminium Pechiney qui a fourni la technologie de la dernière usine.

Marché international des capitaux : toujours une grande prudence

LE NOUVEAU MARCHÉ COMMUN des capitaux en Europe prend forme. L'offre est plus variée qu'en début d'année. En particulier, l'origine des emprunts est mieux répartie : la composition de la zone euro, en janvier, le marché a été envahi par des emprunts allemands, qui ont été suivis par les français, puis les autres emprunteurs européens, la transition a été plus abrupte. Ils ont mis un peu plus de temps à se lancer.

En outre, les différentes catégories d'emprunts sont maintenant assez bien représentées. Au début de l'année, il n'y avait de place que pour les obligations. Aujourd'hui, les excellents cotations des bons et des moyens. Les taux nombreux sont les bons. Ceci peut s'expliquer par le bas niveau de l'intérêt et par les incertitudes persistantes liées à la situation financière internationale. Les investisseurs à la recherche de placements sûrs acceptent que les titres émis par les meilleurs rapportent peu. Il s'agit là du côté étroit du principal pays industrialisés occidentaux, de leur dépendance à l'égard des organisations supranationales.

Mais tous les autres doivent proposer des rémunérations nettement supérieures pour attirer les souscripteurs. Les banques émetteurs - les entreprises les mieux notées sur le plan international par exemple - sont

travaux du Danemark et d'Angleterre ont en revanche décidé d'assouplir leur politique monétaire. Le yen est pour sa part resté très ferme, soutenu par la nouvelle remontée des rendements obligataires au Japon. Aux Etats-Unis, les rendements des emprunts d'Etat se sont fortement tendus. Le taux du titre à trente ans est passé de 5,09 % à 5,34 %, entraînant dans son sillage les taux obligataires européens.

Quant à la demande, elle provient de tous les grands centres financiers européens et, lorsque le crédit des capitaux est irrégulier, du Japon également. Dans ce pays, l'appétit pour les titres libellés en euros est indéniable, mais on continue de se méfier du prudent. Il est intéressant de noter que, en Europe, c'est la France que les investisseurs sont les plus regardants quant à la qualité des signatures. Partout ailleurs, de l'Italie à la Finlande, les emprunts contractés par des groupes industriels se placent facilement. A Paris, on en est moins sûr.

Quoi qu'il en soit, la taille des émissions en euros continue d'augmenter. Aux (British American Tobacco) vient ainsi de lever, par l'intermédiaire de la Citicorp Bank et pour une durée de 10 ans, 1,7 milliard d'euros (environ 1,2 milliard de francs). Un record pour une entreprise industrielle de

notre côté de l'Atlantique. Sur le marché américain, les emprunts sont encore plus importants. Les entreprises du secteur de la communication - notamment - parviennent à lever plusieurs milliards de dollars à la fois. Au vu de la réussite de la transaction à la BAT, les spécialistes, qui ne voient pas chez nous de sociétés dont les besoins soient aussi élevés, s'attendent à l'arrivée de nouvelles entreprises américaines pour établir de nouveaux records et prouver que le marché de l'euro est le même de l'autre côté de l'océan.

Un autre groupe d'emprunteurs est sur le point d'accéder au marché de l'euro : les pays de l'Est et les pays baltes. On parle prochainement de la Lituanie et de la Pologne. On espère la République tchèque, la Pologne et la Croatie. Dans la conjoncture qui prévalait ces derniers jours, ces pays auraient aisément remporté l'assentiment des investisseurs. Il est possible que l'incertitude soit levée quant aux engagements pris par l'Ukraine. Ce pays, dont les difficultés financières sont préoccupantes, fait face à une importante échéance, le 26 février, à laquelle il lui faudra servir l'intérêt annuel de 16 % sur un emprunt qu'il a contracté l'an passé en 1998. L'affaire a été relancée ces jours-ci, le prix des obligations ukrainiennes est tombé si bas qu'elles rapportent maintenant près de 45 %.

Christophe Vetter

Pierre-Antoine Delhommas

Carole Prati

Recul généralisé sous l'effet des taux d'intérêt

LE DÉPARTEMENT du travail américain a publié, vendredi 5 février, ses statistiques pour le mois de janvier. L'économie américaine a créé 245 000 emplois stabilisant le taux de chômage à 4,3 % de la population active. Contrairement à toutes les anticipations, l'économie américaine a conservé une belle vigueur. Durant le quatrième trimestre 1998, le produit national brut des Etats-Unis a augmenté de 5,6 %. Le système repose sur la soif de consommation des ménages américains. Ces derniers dépensent plus que leur revenu disponible en puisant allégrement dans leur épargne. Ils recourent même à l'endettement pour acheter des actions et des obligations. Les revenus tirés de la hausse des marchés leur procurent de nouveaux moyens de consommation. La bonne tenue des marchés financiers est donc la clé de voûte sur laquelle repose l'économie américaine. La Réserve fédérale

(Fed) en est consciente. Elle ne doit ni détruire cette dynamique ni la favoriser à l'extrême. C'est pour quoi elle a opté pour le statu quo lors de sa réunion du mardi 2 au mercredi 3 février. L'heure n'est plus à injecter des liquidités dans le marché pour éviter une pénurie de crédit (comme elle l'a fait l'automne 1998 en abaissant ses taux par trois fois). Le résultat n'a pas été très encourageant. En une semaine, l'indice Dow Jones a reculé de 0,58 %, à 3 042,24 points. Pourtant, les résultats des sociétés résistent de bonnes surprises. Ou plus exactement, ils sont meilleurs que ceux pronostiqués par les dirigeants d'entreprise eux-mêmes, qui avaient alerté les analystes sur d'éventuelles mauvaises nouvelles. Ils s'étaient ménagés des marges de manœuvre. Aujourd'hui, les opérateurs ne savent pas s'ils doivent réévaluer leurs prévisions à la baisse. Dans le doute, ils préfèrent rester prudents. Les li-

quidités disponibles se sont quelque peu déplacées en faveur de quelques valeurs de hautes technologies aux promesses de croissance plus éclatantes sur le marché électronique Nasdaq. La flamme des cours a inquiété Alan Greenspan, le président de la Réserve fédérale (Fed), qui a comparé ces mouvements à ceux de la bourse de loterie. Cette semaine, la pression s'est relâchée, l'indice du Nasdaq a reculé de plus de 3,5 % en cinq jours. Enfin, les marchés obligataires n'ont pas pu servir de refuge, les rendements des bons du Trésor ayant brutalement grimpé à 5,34 % contre 5,09 % la semaine précédente.

ADIEU CROISSANCE

En Europe, la croissance économique tant attendue n'est pas au rendez-vous. Les marchés en sont réduits à espérer un coup de pouce des banques centrales. La Banque centrale européenne (BCE) a passé son tour, mercredi 3 février, refusant de baisser son taux directeur fixé, juste avant le passage à l'euro, à 3 %. En revanche, la Banque d'Angleterre n'a pas hésité à décaler les attentes des marchés en abaissant ses taux de 0,5 %, au lieu de 0,25 % escomptés. Ce qui a eu pour effet de renforcer le pessimisme sur l'état de l'économie britannique. Loin de sauver ce geste, la Bourse de Londres a abandonné 0,69 %, à 5 855,30 points en une semaine.

En France, la fusion des établissements financiers généraliste Paribas a révolutionné le paysage bancaire. Elle prétend à une âpre bataille entre ce nouveau groupe et la BNP pour la privatisation du Crédit lyonnais. Toutefois, la poussée spéculative (l'indice CAC 40 a pratiquement retrouvé son sommet historique de 4 388 points atteint en juillet 1998) est vite retombée sous le coup des tensions sur le marché obligataire. En une semaine, l'indice CAC 40 a

reculé de 2,45 %, à 4 147,30 points. A Francfort, le thème du futur a réservé quelques désagréables surprises. L'OPA lancée par la Deutsche Bank sur la banque américaine Lehman Trust, a soulevé les protestations de la part du Congrès juif mondial. Sous la pression de ce dernier, la Deutsche Bank a été contrainte de réviser qu'elle avait financé les camps de la mort nazis. Pour sa part, le président du groupe automobile BMW, Bernd Fischer, a remercié les investisseurs pour la filiale britannique Rover (entre 900 millions d'euros) acquise en 1994, sous sa présidence. En une semaine, l'indice DAX 30 de la Bourse de Francfort a perdu 1,59 %, à 5 097,48 points. Au Japon, la sortie imminente de la monnaie financière, pronostiquée par les responsables politiques du pays, n'a pas été relayée sur le marché des actions. L'indice Nikkei a perdu 4,14 %, à 13 898,08 points en

cinq semaines. Les opérateurs ont surtout été préoccupés par la poursuite des troubles sur le marché obligataire. Les taux à 10 ans des emprunts d'Etat japonais ont grimpé jusqu'à 2,44 %, contre 0,6 % au début du mois. Le gouvernement a été obligé d'autoriser la Banque centrale du pays à se porter acquéreur d'emprunts qu'il va émettre en grand nombre pour financer sa politique de relance économique. Avec huit milliards de déprime, la monnaie japonaise a perdu de sa superbe. Et les valeurs vedettes, comme le constructeur de pneus Sumitomo Rubber Industries, sont devenues des proies faciles. Ainsi le groupe américain Goodyear a pu négocier une alliance avec Sumitomo qui lui est particulièrement favorable. A Sumitomo, le marché japonais, à Goodyear le monde.

Enguérand Renault

TOKYO NIKKEI	NEW YORK DOW JONES	PARIS CAC 40	LONDRES FT 100	FRANCFORT DAX 30 IBIS
↓ - 4,14 % 13 898,08 points	↓ - 0,58 % 9 304,24 points	↓ - 2,45 % 4 147,30 points	↓ - 0,69 % 5 855,30 points	↓ - 1,59 % 5 097,48 points

SPORTS Les onze navigateurs du tour du monde en solitaire avec cale encore en course ont quitté Auckland à midi heure locale samedi 6 février, pour une étape de 1 000 milles

qui les mène à Punta del Este, en Uruguay, en passant par le cap Horn. Les concurrents de l'épreuve baptisée Around Alone étaient de centaines de bateaux spectateurs.

● LE VOILIER de 50 pieds Cray Valley de Mouliné a coupé le premier ligne de départ. Il a rapidement rejoint par l'italien Giovanni Soldini, troisième au classement général de la classe 1. ● EN

TÊTE de l'épreuve Isabelle Autissier sur PRB s'est déclarée prête à affronter les tempêtes des mers du Sud. Marc Thiercelin, sur Somewhere, père quant à lui que cette troisième

étape lui permettra de sortir de l'anonymat la deuxième place. L'arrivée à Punta del Este est prévue au début du mois de mars.

Autour du monde, Jean-Pierre Mouliné joue encore les fines lames

Le départ de la troisième étape de l'Around Alone, a été donné samedi 6 février, à Auckland (Nouvelle-Zélande).

A la barre du voilier Cray Valley, le Français, ancien lanceur de couteaux, a pris, un moment, la tête de la flottille des onze concurrents

AUCKLAND
de notre correspondant.
Il était midi à ciel était bien couvert au-dessus d'Auckland (Nouvelle-Zélande), samedi 6 février. Les concurrents de la troisième étape de l'Around Alone partaient s'attaquer à la troisième étape de l'épreuve qui, sur 1 000 milles, doit les mener jusqu'à Punta del Este (Uruguay), en passant par le cap Horn. C'est le Cray Valley de Jean-Pierre Mouliné qui a coupé le premier ligne de départ. Rejoint par le 60-pieds Filo de l'italien Giovanni Soldini, le Français a mené la flottille des concurrents escortée de centaines de bateaux spectateurs la première bouée de déviation, à une vitesse d'environ 10 nœuds. En début d'après-midi, quand le ciel s'est dégagé, Isabelle Autissier (PRB), Marc Thiercelin (Somewhere) et Giovanni Soldini (Filo) étaient déjà éparpillés sur l'horizon, cap à l'est pour sortir du golfe de Hauraki.

Quelques jours avant le départ de la troisième manche, le 57-pieds Cray Valley (classe 1), qui venait de subir une révision complète pendant l'étape d'Auckland, Jean-Pierre Mouliné semblait détendu. Avec sept jours de cinq heures d'avance sur le Britannique Mike Garside (Magellan), il domine le classement de la catégorie ; son bateau n'a que peu souffert de la traversée de l'océan indien et il a passé d'excellentes vacances néo-zélandaises avec sa femme. Et puis, outre un nouveau gennaker, le Français a installé un exemplaire du Comte de Montecristo, quelques gousses d'ail, quelques olives de l'huile d'olive. C'est un homme heureux, un marin pressé de retrouver la mer.

Il faut dire que le skipper-là a passé sa vie à prendre le large. Né le 14 avril 1956, à Gif-sur-Yvette

(Essonne), « pas vraiment la Macque », il s'initie au 420 club de voile de Deauville. Après une exploration approfondie des meilleures boîtes à bac, autres pensionnats privés de France, il décroche le baccalauréat. Pourtant, pendant le terminal, il travaille surtout l'art du jonglage avec un copain au point de présenter un numéro au cirque de Paris. « Pierre et Goudoune » est en piste.

Jean-Pierre Mouliné n'est pas un homme de la balle et la suite des quilles finit par le rebuter. Il se tourne vers les couteaux « techniquement plus faciles ». La Nouvelle Eve, l'Aiglon, le Moon, les cabarets, Pigealle l'accueillent lui et son partenaire de scène. « C'était 100 francs le passage. Parfois devant trois japonais endormis, arrivait à faire 100 francs », se souvient-il. Direction l'Italie : « On était beaucoup mieux payés. Il fallait faire des choses de plus en plus dangereuses. » Une nuit, bascule. « Je n'oublierai jamais la tête de l'interne des urgences d'Udine nous voyant arriver sous pluie battante, moi, dans un costume blanc taché de sang, elle, hystérique dans un tutu, avec le front ouvert », raconte-t-il. Le temps était venu de passer à autre chose.

Son frère, qui avait servi de cible d'entraînement, lui propose de rejoindre le service commercial de RP Associates, son entreprise de matériaux plastiques, installée non loin de Newport (Etats-Unis). L'artiste apprend le anglais. Il vit sur un bateau, Archipelago. Son admiration pour Tabarly et le goût de la mer se ravivent. L'aventure est nou-



Jean-Pierre Mouliné à la barre du voilier Cray Valley au départ d'Auckland.

veau programme. En 1992, Jean-Pierre Mouliné participe à l'Postar, l'épreuve anglaise en solitaire. Il la gagne. Un accident, il effleure le milieu. Mais il persévère, onze fois les Bermudes-Newport, une route qu'il bat le record en 1996.

Le gentil Français a les yeux des marins. En 1997, dans la Course de l'Europe, il effleure le 60-pieds en s'emparant de la quatrième place de l'épreuve avec son « petit » bateau, le Cray Valley. Depuis 1996, Jean-Pierre Mouliné est à la barre de ce plan Finot dont il rêvait. Dix années d'écono-

mies y ont passé. Une banque fournit 50 % des 520 000 dollars (520 000 €) nécessaires. Les sponsors débarquent juste au moment où on risque de devoir le bateau remis sur un ponton.

Entre-temps, RP Associates a été racheté par Cray Valley, l'homme de Total. Mouliné ne vend pas le directeur des ventes, mais prend six mois de disponibilité pour participer à l'Around Alone. Cray Valley devient son principal partenaire. Cette fois, il s'y est préparé pendant six mois, inspiré par l'exemple d'Yves Dupasquier, qui, en 1991, avait gagné le Boc Challenge avec

dix-huit jours d'avance ses pairs de la classe 2. « Moi, s'excuse-t-il, je n'ai que sept jours d'avance. »

Florence Changy

Marc Thiercelin ne veut plus des seconds rôles

Deuxième au Vendée Globe, deuxième sur la Jacques Vabre, Marc Thiercelin a arrivé deuxième l'étape d'Auckland et se maintient deuxième au classement général de l'Around Alone. A Auckland, Giovanni Soldini a attiré l'attention qu'il avait gagné l'étape, Isabelle Autissier parce qu'elle passait en tête du classement général mais l'abandon de Giovanni Mouliné parce qu'il avait gagné l'étape. Mais Marc Thiercelin s'impatiente de ne pas être en tête de la catégorie. Mais Marc Thiercelin s'impatiente de ne pas être en tête de la catégorie. Mais Marc Thiercelin s'impatiente de ne pas être en tête de la catégorie. Mais Marc Thiercelin s'impatiente de ne pas être en tête de la catégorie.

Marc Thiercelin avec lui-même : la première place.

Le tour du monde en solitaire avec escales

ÉTAPES	DÉPART	ARRIVÉE	DISTANCE (en milles)
1 - Charleston (Caroline du Sud), le 10 septembre 1998	2 - Le Cap, le 8 décembre 1998	3 - Auckland (Nouvelle-Zélande), le 10 janvier 1999	630
4 - Auckland, le 11 février	5 - Punta del Este, le 11 avril	6 - Punta del Este (Uruguay), prévue aux alentours du 5 mars 1999	582
		7 - Punta del Este, prévue aux alentours du 10 mai 1999	

Le marin solitaire dort comme l'homme de Cro-Magnon

AUCKLAND
de notre correspondant.
Huit des onze concurrents de l'Around Alone portent au moins deux bracelets à cadran au poignet : ou deux vraies montres, qui indiquent l'heure locale (en ce moment à GMT +13) et l'heure GMT, base de travail pour les communications, et une petite « boîte noire », qui enregistre leurs données, détermine, avec 95 % d'exactitude, leurs périodes de sommeil ainsi que la qualité de leur repos. Ces mini-ordinateurs sont vidés de leurs données à chaque étape par Claudio Stampi, professeur à Harvard, pionnier dans la théorie du sommeil polyphasique, qui aide les concurrents à mieux gérer leur temps de récupération et prolongeant ses propres recherches.

Le manque de sommeil, qui se manifeste d'abord par des sursauts du cerveau (erreurs de jugements, déficiences des automatismes), n'est pas seulement les performances sportives, mais également la sécurité des marins. « Ils ont mieux dormi sur la

deuxième étape, il y avait beaucoup de vent. Quand ça souffle et que le bateau avance bien, ils peuvent dormir tranquillement », dit Claudio Stampi. Tranquillement certes, mais jamais plus de deux heures d'affilée pour une moyenne de quatre à cinq heures par vingt-quatre heures, le minimum de repos dont le cerveau a besoin.

Pour être efficaces, ces quatre heures doivent toutefois être divisées en un grand nombre de petits sommeils dont la durée est déterminée par chacun. Selon les sujets, le sommeil typique des marins dure donc vingt-sept et quarante-cinq minutes. Il y a des milliers d'années, explique Claudio Stampi, l'homme ne pouvait pas dormir profondément à cause des dangers. Il avait un rythme plus proche de celui des animaux. Regardez un chat aujourd'hui, il se réveille et se rendort autour d'une nuit courte et de nombreuses siestes.

Dans la plupart des cas, les marins ont peur de trop dormir, ce qui les rendrait moins éveillés. Bien sûr, un système permettra de transmettre et de traiter en temps réel les données recueillies sur chaque navigateur afin de les prévenir immédiatement de la qualité insuffisante de leur sommeil. Le résultat de ces recherches ne concerne pas seulement les marins solitaires. On estime qu'un cinquième de la main-d'œuvre des pays industrialisés souffre de troubles du sommeil.

« Les modèles de sommeil d'éveil gouvernés par des horloges biologiques réglées le rythme du jour et de la nuit à l'époque où l'homme dépendait de la lumière pour chasser et de l'obscurité pour se cacher et dormir, analyse Claudio Stampi. Aujourd'hui, il traverse les fuseaux horaires dans les sens, on travaille la nuit et dort le jour. Il est de plus en plus important d'apprendre à maîtriser son sommeil. » Si les effets de la sieste sur la qualité de la navigation des solitaires ne sont plus à prouver, il reste à convaincre le monde de l'entreprise qu'ils peuvent également positifs sur la production.

Fl. de C.

Aux championnats du monde, le biathlon français compte enterrer ses querelles de famille

LES JEUX olympiques de Nagano ont laissé un grand blanc dans l'histoire du biathlon français. « Quand j'essaie de m'en souvenir, rien ne vient », glisse Raphaël Poirée, vainqueur, vainqueur Coupe du monde et comptant à titre parmi les favoris championnats du monde de biathlon qui a débuté samedi 13 février à Kontiolahti (Finlande). Sur les neiges japonaises, les Français étaient restés « scotés ». Athlètes, entraîneurs, techniciens, farteurs, s'étaient rejoints dans une déception commune. Les médias avaient déjà dressé l'acte de décès du biathlon français, discipline qu'ils avaient découverte en 1992 lors des JO d'Albertville à la faveur du titre olympique du relais féminin et en-censée deux années plus tard quand elle avait sauvé la mise au sport français à l'occasion des JO de Lillehammer, apportant à la délégation tricolore trois des cinq médailles rapportées par celle-ci à Norvège.

Depuis plusieurs mois, l'ambiance s'était considérablement dégradée au sein des équipes de France. Chez les garçons, le clan des anciens, détenteurs de la légende pour avoir apporté le biathlon français ses lettres de noblesse, observait d'un air circonspect la progression de Raphaël Poirée. « Quand je suis arrivé dans l'équipe, il n'y a pas eu grand monde pour m'aider et me donner des conseils, raconte celui-ci. Je menaçais de faire exploser le noyau duquel tournait l'équipe. Le départ des anciens après Nagano m'a enlevé un grand poids des épaules. » Chez les filles, le groupe avait explosé avant même la déconvenue olympique. Deux des biathlons - dont Anne Briand, l'une des héroïnes d'Albertville - militaient pour l'éviction de Francis Mougel, l'entraîneur des grandes heures, le quel était soutenu par le groupe. « A Nagano, partageait les repas, mais c'était vraiment une catastrophe. » Emmanuelle Claret, championne du monde à Lillehammer, a été évincée.

la fin de la saison dernière, la direction technique nationale du biathlon a tranché : vif : l'encadrement des équipes de France de biathlon était - à l'exception des deux techniciens - entièrement renouvelé.

« Aujourd'hui, chacune a mis de l'eau dans son vin, mais il s'est passé des choses que je ne pourrais pas oublier, estime Corinne Niogret, fi- de Francis Mougel, la victorieuse à deux reprises en Coupe du monde cette saison. Notamment la façon dont Francis a été viré après avoir apporté à la France quinze

médailles olympiques mondiales en sept années, et sans que l'on nous dise précisément ce qui lui reproché. »

DES EFFETS SALUTAIRES
Le traumatisme semble cependant avoir eu des effets salutaires. La nouvelle équipe technique, conduite par Christian Dumont, un ancien biathlète, a su se faire accepter par les athlètes, décidant de ne pas les acquiescer plutôt que de tout bouleverser. Son objectif est clairement affirmé : reconstruire le biathlon français en responsabilisant les athlètes.

« On a trouvé un groupe secoué, constitué de gens qui n'avaient pas eu de relations entre eux et ne faisaient pas confiance à personne, explique Christian Dumont. Obtenir leur adhésion n'a pas été facile, ni leur faire reconnaître qu'il y avait des domaines qu'ils maîtrisaient mal, notamment celui du matériel. Or, aujourd'hui, la réussite passe par une connaissance parfaite de tous

paramètres. Je pense qu'il y a un début de prise de conscience à ce niveau. Nous n'avons pas le droit à l'erreur : le biathlon est en train de prendre un nouvel élan sur plan international, et si nous loupions ce coche maintenant, c'est fini pour nous. »

Les résultats récents de Raphaël Poirée et Corinne Niogret, ainsi que les podiums du relais mixte en Coupe du monde, démontrent qu'il n'y a pas eu de rupture et que la France peut continuer à prévaloir d'une place parmi les cinq meilleures nations du monde dans la discipline, cela malgré l'absence quasi totale de structures d'entraînement adéquates dans l'Hexagone. La France compte environ 300 pratiquants (environ 300). Les championnats du monde tombent à pic : les biathlètes français ont l'occasion d'enterrer leurs querelles de famille qui leur ont trop longtemps empoisonné la vie.

Gilles van der Grinten

Handwritten notes and signatures at the bottom of the page.

Florence Masnada redonne le sourire à l'équipe de France

L'utilisation de skis courts lui a permis de terminer troisième de l'épreuve du combiné des championnats du monde, remportée par la Suédoise Pernilla Wiberg

Vendredi 5 février, lors du combiné des Championnats du monde de ski alpin, qui ont lieu à Vail (Colorado), Florence Masnada a remporté la médaille de bronze. La skieuse de Chamrousse a réussi à prendre la troi-

sième place de cette épreuve derrière la Suédoise Pernilla Wiberg (or) et l'Autrichienne Renate Goetschl (argent). Avec l'aide d'une paire de skis « révolutionnaires », Florence Masnada, athlète du meilleur temps de la

première manche, après une septième place en descente, figurait même parmi les skieuses gagnantes. A 31 ans, celle qui a connu de nombreuses blessures et des opérations qui lui ont fait manquer les sommets

mondiaux de 1993 et de 1994, elle a montré la volonté de revenir au plus haut niveau. Elle a glané le bronze comme elle l'avait fait l'an passé lors de la descente aux Jeux olympiques de Nagano.

VAIL. De l'envoyé spécial de l'équipe de France, la mémoire parfois sélective, surtout quand le froid s'amuse à geler les cellules. Au début des épreuves de Championnats du monde, la skieuse de médailles autrichiennes des super-G hommes et

dames (cinq podiums sur six possibles) avait provoqué un curieux phénomène collectif dans les tribunes du Colorado. « Les Autrichiens par-ci, les Autrichiennes par-là... », les Championnats du monde semblaient devoir être dominés par les skieurs d'Innsbruck, et leur agresseur apparaissait indomptable. Le Norvégien Lasse Kjus, l'impertinence d'égalier le temps de l'Autrichien dans le super-G de Beaver Creek. Mais, chez les dames, personne n'avait osé remettre en question la suprématie de la Wunderramsch. Vendredi 5 février, une alliance franco-suédoise a pourtant fait concept tyrolien du combiné.

En remportant le combiné, la skieuse suédoise Pernilla Wiberg a violemment brisé le mythe actuel du miracle autrichien. De son côté, la Française Florence Masnada, en s'emparant à trente et un ans d'une médaille de bronze bien méritée, a redonné espoir au ski tricolore, qui apparaissait touché par une étrange malédiction.

Cette médaille est une grande satisfaction, car c'était l'un des objectifs que je m'étais fixés en venant à Vail. Je voulais un podium, et je l'ai eu. Mais cela ne remet pas en cause ma décision d'arrêter ma carrière à la fin de la saison, a expliqué la doyenne de l'équipe tricolore à l'issue de la descente. L'équipe de France a été récemment marquée par des chutes et des blessures, et il a fallu que je trouve la motivation nécessaire pour donner du sens à l'ouvrage. Septième après la descente, à la première manche, même si je ne me sentais pas si bien skier, a-t-elle ajouté. Grâce à mes skis courts, j'ai avalé les portes sans soucis pour finir à cinq centièmes de Renate Goetschl. La seconde manche, qui était beaucoup moins serrée, m'a semblé un peu plus laborieuse alors que Pernilla Wiberg a réussi, elle, un sans-faute. Double médaillée olympique (deux médailles de bronze : pour la descente à Nagano en 1998, et pour le combiné d'Albertville en 1994) et titulaire de sept podiums en Coupe du monde, Florence Masnada fait partie de ces athlètes capables de dépasser leurs limites sur une seule compétition.

Il ne fallait pas l'oublier, explique en souriant Michel Vion, le directeur des équipes de France. L'ambiance commençait à devenir pesante dans le groupe français. C'est un skieur des grands rendez-vous. Avec Masnada, Florence Masnada a effectivement à l'air, bien décidée à créer une nouvelle fois la surprise à l'occasion de la descente dimanche 7 février. En combiné, j'ai montré l'exemple, même si le slalom n'est pas ma discipline de prédilection. Il faut que je continue.

En combiné, j'ai montré l'exemple, même si le slalom n'est pas ma discipline de prédilection. Il faut que je continue.

En combiné, j'ai montré l'exemple, même si le slalom n'est pas ma discipline de prédilection. Il faut que je continue.

En combiné, j'ai montré l'exemple, même si le slalom n'est pas ma discipline de prédilection. Il faut que je continue.

En combiné, j'ai montré l'exemple, même si le slalom n'est pas ma discipline de prédilection. Il faut que je continue.

En combiné, j'ai montré l'exemple, même si le slalom n'est pas ma discipline de prédilection. Il faut que je continue.

En combiné, j'ai montré l'exemple, même si le slalom n'est pas ma discipline de prédilection. Il faut que je continue.

Le boxeur américain Mike Tyson retourne en prison

MIKE TYSON a quitté, vendredi 5 février, les menottes aux poings le tribunal fédéral de l'État (New York), condamné à un an de prison ferme et 5 000 dollars d'amende (4 350 €) pour avoir agressé deux automobilistes, le 31 août 1998, une peine qui pourrait le faire passer de l'ancien champion du monde des poids lourds. Un règlement financier amiable avec les victimes n'a pas empêché sa condamnation. Par le procureur Il en liberté conditionnelle, ayant été condamné pour vol en 1992 à dix ans de prison. Après avoir été pendu le 11 juillet 1997 pour avoir mordu le bras d'Evander Holyfield, Mike Tyson avait renoué la semaine dernière, en éliminant la Tchèque Jana Novotna, battue 6-3 6-4.

DÉPÊCHE

TENNIS : la Tchèque Jana Novotna a reconquis, samedi 6 février, la place n°1 mondiale, dont elle avait été dépossédée par l'Américain Lindsay Davenport, en se qualifiant pour la finale du tournoi de Tokyo aux dépens de la Tchèque Jana Novotna, battue 6-3 6-4.

Actualité, économie, loisirs, sport, tout ce que vous

aimez dans ce journal est dans

la nouvelle BMW 316i.



La nouvelle BMW 316i sort cette semaine. Son prix aussi sort de l'ordinaire. 148 500 F.

*Prix maximum conseillé au 4/01/99. Air et peinture métallisée.



Le ski alpin suisse traverse une grave crise de confiance

VAIL. De l'envoyé spécial de l'équipe de France, la mémoire parfois sélective, surtout quand le froid s'amuse à geler les cellules. Au début des épreuves de Championnats du monde, la skieuse de médailles autrichiennes des super-G hommes et

dames (cinq podiums sur six possibles) avait provoqué un curieux phénomène collectif dans les tribunes du Colorado. « Les Autrichiens par-ci, les Autrichiennes par-là... », les Championnats du monde semblaient devoir être dominés par les skieurs d'Innsbruck, et leur agresseur apparaissait indomptable. Le Norvégien Lasse Kjus, l'impertinence d'égalier le temps de l'Autrichien dans le super-G de Beaver Creek. Mais, chez les dames, personne n'avait osé remettre en question la suprématie de la Wunderramsch. Vendredi 5 février, une alliance franco-suédoise a pourtant fait concept tyrolien du combiné.

En remportant le combiné, la skieuse suédoise Pernilla Wiberg a violemment brisé le mythe actuel du miracle autrichien. De son côté, la Française Florence Masnada, en s'emparant à trente et un ans d'une médaille de bronze bien méritée, a redonné espoir au ski tricolore, qui apparaissait touché par une étrange malédiction.

CAMPAGNE DE DÉMOLITION. Les dames, Karine Köster a gagné le slalom de Veysonnaz et Corinne Rey-Bellet un historique doublé géant et descente, le même jour, à l'Auton. Côté masculin, Michael von Grünigen est monté une fois sur la première marche du podium après le géant d'Alta Badia. Comparé aux vingt-six victoires des Autrichiens, qui ont emporté 73 des 162 médailles de la Coupe du monde, le butin suisse apparaît maigre.

Je ne pense pas que le ski suisse soit au creux de la vague, explique François Sedan, le coordinateur français de l'équipe suisse. Depuis les Autrichiens dominent le circuit mondial et, hormis les Norvégiens et les Allemands, personne ne leur arrive à la cheville. Le ski est ain-

si. Les années 80 furent celles de la domination suisse. Les années 90 appartiennent aux aigles de la Wunderramsch. Mais la majorité des observateurs, et optimistes du façade, ont pourtant éloigné de la Wunderramsch. Récemment, le quotidien Blick - titre allemand très influent dans la vie sportive du pays - a révisé la liste de plusieurs dirigeants de la FSS, dont celle de l'entraîneur Theo Nadig.

Et cette campagne de démolition par voie écrite risque de porter ses fruits si les skieurs suisses ne ramènent pas de nouvelles médailles de Vail. Les critiques récurrentes prononcées à l'encontre de la FSS, que l'on entend régulièrement en travers des pistes, sont impressionnantes. Négligences répétées dans la préparation de la relève, structures régionales inefficaces, concurrence inutile entre les entraîneurs, absence de préparation psychologique aux compétitions, politique générale obsolète, manque flagrant de soutien pour les athlètes.

Il est vrai que dans les années 80, Josef Zenhausern, le président de la FSS, a la fin des années 80, nous n'avons pas songé à la relève et nous payons aujourd'hui une dette d'appréciation. Pour montrer sa bonne volonté, la FSS a recruté, il y a quelques semaines, le légendaire Pirmin Zurbriggen. Mais son palmarès en bandoulière, ce dernier a accepté un poste de conseiller spécial pour voler au secours des descendeurs suisses.

Hélas, le sauveur ne sera plus et ses recommandations n'ont de valeur que sur le papier.

Malgré la belle cinquième place de « Pauli » Accola lors du super-G de Beaver Creek, les podiums de Corinne Rey-Bellet, Sylviane Berthod, Didier Cuche, Jürg Grünenfelder ou Bruno Kernen sont toujours attendus. « Pour que le ski suisse traverse la révolution, il faudrait que les skieurs ne remportent pas une seule médaille à Vail, mais un reportage valant d'une voix désespérée. Si tel est le cas, les têtes tombées les uns après les autres. Sinon, rien n'évoluera et nous resterons pendant de longues années. »

P.M.

Renault roule enfin les mécaniques

Champions sur les circuits mais décevants sur les routes, les moteurs au losange reviennent à leur meilleur niveau

DEPUIS quelques temps, Renault n'arrête plus de lancer de nouveaux moteurs. Après un 1,2 litre inédit monté sur la nouvelle Twingo, le baptême du très efficace 1,9 litre turbo diesel à injection directe (DTI) en 1997, sont apparus en 1998 des moteurs 1,8, 1,6 litre et 2 litres. Les soupapes. Dans le courant de l'année 1999, on attend un 1,4 litre et un 2 litres de l'injection directe (IDE), alors que, côté diesel, une rampe commune à haute pression (common rail) équipera le DTI. Une amélioration du « *gear* » de 2,2 (rampe commune, turbo à géométrie variable) est prévue sous peu. La série d'autant plus impressionnante que Renault ne s'arrêtait pas à ça.

Pour la marque au losange, cette salve de nouveautés ressemble à la fin d'une longue hibernation. A Billancourt, on a longtemps cultivé un fâcheux paradoxe. Pendant que Renault collectionnait six titres mondiaux sur circuits (la formule 1 grâce à leurs brillants moteurs, le constructeur n'avait à offrir à M. Tout-le-Monde qu'un choix limité de motorisations aux performances quelconques, pas toujours très fiables (pour ce qui concernait le diesel, notamment) et singulièrement gourmandes.

Ce décalage, le résultat d'un choix, réalisé au milieu des années 80, lorsque les comptes de Renault plongèrent dans le rouge. A cette époque, il fut décidé de moderniser l'organisation, les méthodes de travail pour privilégier la productivité, la qualité de fabrication. Plutôt que de ralentir le renouvellement de la gamme, il fut décidé de sacrifier les moteurs. Résultat : la Twingo, modèle résolument innovant, fut commercialisée pendant ses premières années avec un moteur antédiluvien, hérité du bon vieux « *Cleone* » qui propulsait à 4 CV et la

R 4... « *Nous rattrapons aujourd'hui le retard pris à cette époque* », admet-on à Renault. Cette remise à niveau est devenue urgente. Si la façon de conduire évolue vers la quête de l'agrément de conduite plutôt que la recherche de performances pures, disposer d'excellents moteurs reste une absolue nécessité pour un constructeur ambitieux. Dans ce domaine, la

que, passé ce seuil, les moteurs Renault avaient autrefois tendance à rendre les armes. Cette élasticité permet de conduire en souplesse, gardant de la puissance le pied et sans qu'il soit nécessaire de rétrograder sans cesse pour relancer la mécanique.

Sur le Scénic, le 1,6 litre soupapes remplace avantageusement la version 8 soupapes du moteur 2 litres

Disposer d'excellents moteurs reste une absolue nécessité pour un constructeur ambitieux

allemande conserve quelques longueurs d'avance.

Le nouveau 1,6 litre (16 soupapes) développant 110 chevaux, qui vient notamment d'être intégré sur la Clio 16 V dans la gamme Scénic, traduit par de réelles améliorations (rapport à la version classique (111 chevaux) et huit soupapes. Il a un peu plus nerveux mais ce surcroît de puissance se répartit sur un large spectre. Les « *trous* » disparaissent à un régime mais aussi au-delà de 5 000-5 000 tours, alors

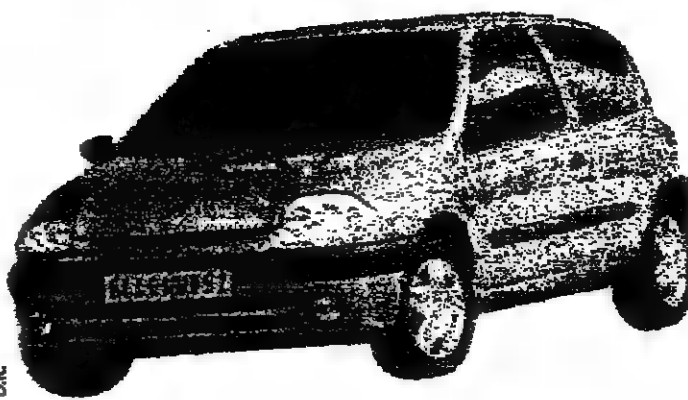
(sauf sur les 16 soupapes équipés de la boîte de vitesses automatique proactive) qui développe lui aussi 110 chevaux mais montre plus bruyant, moins économe et plus polluant. Les progrès portent sur le silence de fonctionnement et la consommation. Quoique plus volumineux et un peu plus lourd que les berlines classiques de cette catégorie, le Scénic n'est désormais pas plus gourmand.

Techniquement, l'amélioration du rendement obtenue en af-

Un Scénic « hybride » commercialisé en 2003

Tout en remettant sa gamme de moteurs au diapason de la concurrence, Renault réfléchit aux moteurs du futur. En 2000, que l'arrivée de véhicules tout-électrique alimentés par une pile à combustible (production d'électricité à partir de méthanol transformé en hydrogène), le constructeur réfléchit à des formules intermédiaires. Le Scénic, qui peut accueillir des réservoirs supplémentaires sans rogner sur l'habitabilité, est un candidat idéal pour les expérimentations. Renault a réalisé des prototypes fonctionnant à l'hydrogène (GNV) et un hybride.

Celui-ci commercialisé en 2003 avec un moteur 1,6 litre essence à une propulsion électrique qui pourra se suffire elle-même en ville et agir en appoint à moteur thermique sur route et autoroute, lors des accélérations. Le prix de revient sera inférieur de 20 % du tarif exigé pour une version standard.



La Clio s'encanaille

LA PETITE bagnole sportive à fort tempérament est une tradition chez Renault. Le genre s'est imposé au milieu des années 80 avec la R5 Gordini (casaque bleu France et bandes blanches, caractère très trempé et forte tendance au train arrière à se dérober). Il s'est poursuivi avec l'impétueuse R5 GT Turbo (surclassée, à vrai dire, par les Peugeot 205 et Golf GTI) de Renault avec la grâce à la Clio Williams et ses petites sœurs.

Avec l'arrivée de la deuxième génération de Clio, Renault ne s'est pas contentée d'assurer la continuité.

Les amateurs de voitures-sport ne peuvent respirer, la relève est prête. La marque au losange vient tout juste de commercialiser la Clio Si et la Clio 16 V, deux versions sportives « *allégées* » et relativement peu coûteuses attendent l'arrivée de la R5 2.0 (170 chevaux), développée par Renault Sport pour remplacer la Williams. Un peu plus tard apparaît sans doute une version de la Clio Si dotée d'un V6 développant 250 chevaux aperçue au Mondial de l'automobile.

Dotée du même moteur 1,6 litre (90 chevaux) que la Clio RXT standard, ce qui lui permet de ne pas dépasser 180 km/h, la Si s'en distingue par de subtils détails de carrosserie, des pneumatiques élargis et des sièges enveloppants qui maintiennent parfaitement le conducteur et son passager. Les appuie-tête au sol sont légèrement plus bas et la direction assistée est plus directe pour s'adapter à une conduite plus vive.

CONFORTABLE ET CIVILISÉE

La série, la Si dispose d'un freinage ABS avec répartiteur d'effort selon la charge (EBV), de deux coussins gonflables de sécurité alors que les trois sièges arrière sont pourvus de ceintures de sécurité trois points. Confortable et civilisée au point de ne jamais faire oublier le volume sonore au-delà d'un certain seuil, la Clio Si, qui succède à la Clio S, est amusante à conduire, surtout sur les petites routes, mais elle n'est pas faite pour sonner la charge dans les

spéciales du rallye Monte-Carlo.

Animée par un moteur de même cylindrée mais plus moderne (16 soupapes) et plus musclé (110 chevaux au lieu de 90), la Clio 16 V n'en laisse presque rien paraître. Pourtant, la ligne d'échappement a été retravaillée pour émettre une sonorité plus flatteuse, à la mesure de ce quatre-cylindres très souple qui sait aussi montrer hargneux, y compris à haut régime. Les suspensions sont identiques à celles de la Si mais les vibrations sont moins filtrées, ce dont le pied d'un peu lourd remarquera qu'au démarrage le train avant de la Clio peine quelquefois à transmettre aux roues la puissance du moteur.

VOITURES POLYVALENTES

Plus que véritables fouguesuses, les alertes peinent à modifier à peine le compromis confort-efficacité qui prévaut sur les Clio. Elles n'ont rien de spartiate (l'air conditionné en série sur la 16 V) et n'entretiennent aucune nostalgie à l'égard de l'époque des GTI, énergiques « *tape-cul* » des années 80. Uniquement disponibles en version trois-portes, les deux Clio s'encanailent sans multiplier les signes distinctifs de sportivité. Seuls les initiés relèveront la présence de phares à double optique, de boucliers, le ton de la carrosserie et d'un becquet arrière à peine souligné sur la 16 V.

Egalement courtisées par Peugeot qui lancera sous peu une très affriolante 206 S 16, les GTistes assagis, mais pas encore complètement rangés, trouveront leur bonheur dans ces voitures polyvalentes, capables de répondre aux besoins d'une petite famille. Dommage, tout de même, que ce parti-pris de discrétion ait conduit Renault à conserver sur ces modèles la trop impersonnelle présentation intérieure de la nouvelle génération de Clio.

J.-M. N.

★ Clio Si 170 900 francs, 10 648 €, Clio 16 V 900 francs, 12 800 €.

Manière de voir

Le bimestriel édité par

LE MONDE diplomatique



Un atlas des conflits

Les armes de l'Amérique Poudrière balkanique Impasse au Proche-Orient Des crises au tournant

Glossaire, bibliographie, Internet...

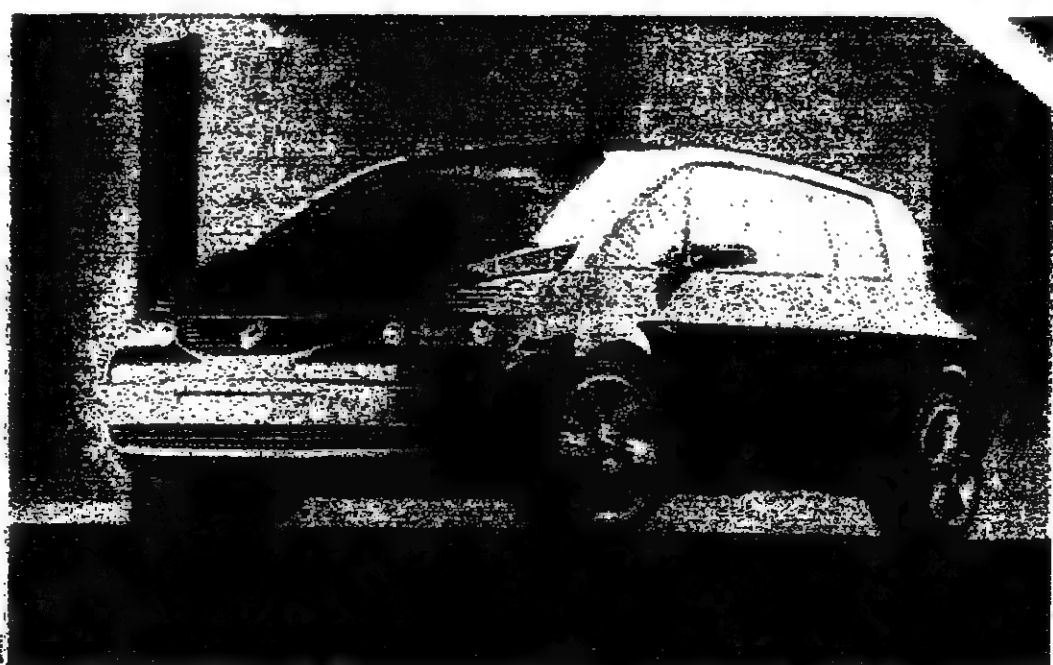
■ Les autres guerres, par Ignacio Ramonet. ■ L'information, atout maître de l'empire américain, par Herbert I. Schiller. ■ Révolution militaire pour le XXI^e siècle, par Maurice Najman. ■ Pour le « *micro-désarmement* », par Bernard Adam. ■ Double échec pour la non-prolifération nucléaire, par Paul-Marie de La Gorce. ■ Comment la Yougoslavie s'est désintégrée, par Catherine Samary. ■ La paix américaine en panne en Bosnie, par Thomas Hofnung. ■ Les Kosovars dans le piège balkanique, par Jean-Arnault Dérens. ■ Sébastien Nouvel. ■ Quel statut pour le Kosovo ? par Tommaso di Francesco. ■ L'Albanie fragilisée, par Christophe Chiclet. ■ Guerre sans fin contre l'Irak, par Alain Gresh. ■ Le Golfe, vu Moscou et de Washington. (A. G.) ■ Clefs pour une guerre avortée, par Eric Lalleau. ■ La colonisation, obstacle principal à la paix, par Geoffrey Aronson. ■ Aux intellectuels arabes fascinés par M. Roger Garaudy, par Edward Said. ■ Pari irlandais sur l'avenir, par Richard Deutsch. ■ La Géorgie face à ses minorités, par Vicken Cheterian. ■ Chypre victime de la crise des fusées, par Niels Kadritzke. ■ L'Afrique des Grands Lacs redessinée, par Mwayila Tshiyembe. ■ Spirale meurtrière au sud, par Claire Brisset. ■ La guérilla colombienne rêve d'une paix armée, par Maurice Lemoine. ■ Timor-Oriental, l'autonomie ? par Jean-Pierre Catry. ■ Glossaire, par Isabelle Avran. ■ L'hégémonie et le chaos, par Dominique Vidal.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 45 F - 6,80 €

DÉPÊCHES

■ PORSCHE. Le constructeur allemand a annoncé qu'il lancera à travers le monde un appel à révision de 383 modèles construits en 1996 (911 Carrera et 911 Turbo) en raison d'un problème d'airbag. Sur ces deux types de voiture, l'airbag du conducteur peut se déclencher sans raison. Ces incidents connus se sont déjà produits.

■ CIRCULATION. Les premiers départs des vacances 1999, Biscan fut conseillé de prendre la route dimanche 7 février plutôt que le samedi 6 février, classé « rouge » surtout dans les accès aux stations. Les samedis des mois 13, 20 et 27 et mars, ainsi que les départs en vacances, seront également jours à fort trafic.



Dernière-née, l'Avantime

Cette voiture aux lignes si simples complexes vendra 5 février par Renault s'appelle Avantime. Elle sera présentée le mois prochain à Genève et sera commercialisée dans cette appellation « *dans une version extrêmement proche* » au printemps 2000. Réalisé par Renault à partir de la base de l'Espace, ce modèle, très proche de style « *Vel Sat* » aperçue lors du dernier Mondial de l'automobile, est un croi-

entre monospace coupé, dérivé, plus petit, à l'étude. L'intérieur d'Avantime très lumineux grâce, principalement, à un toit vitré. Assez long (4,64 mètres), sa hauteur à la gamme animée par un V6 et dont le prix devrait tourner autour de 100 000 francs (30 000 €) vise surtout le marché français, allemand et britannique. L'équivalent jusqu'à présent, la « *coupéspace* » produite chez Matra, Renault devant assurer la production de la future génération d'Espace.

Handwritten notes and signatures at the bottom of the page, including '12-14', '12-14', and a circled '12-14'.

Neige à basse altitude

DIMANCHE, un courant de nord s'est établi, avec de l'air plus froid et assez humide qui envahit le pays. La neige tombe sur tous les massifs et fait quelques apparitions jusqu'en plaine au nord de la Seine.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Le vent du nord procure une sensation de fraîcheur et fait baisser les températures d'un à deux degrés d'est en ouest. Gélures et neige en Normandie.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Dans l'après-midi et la soirée, des amoncellements de neige peuvent toucher la plaine au nord de la Seine. Le vent de nord-ouest accentue l'impression de froid, même si les températures ne descendent pas en dessous de 1 à 4 degrés. De la Seine au Berry, les nuages se développent l'après-midi, avec des risques de gélures.

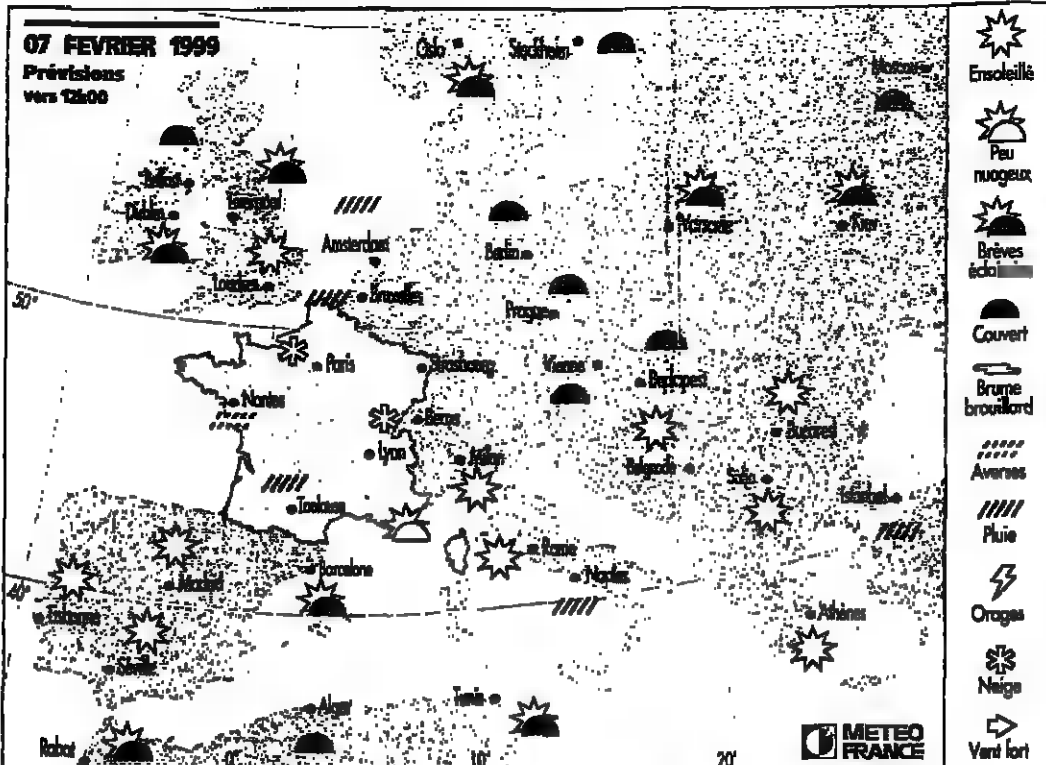
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - La journée commence avec la pluie, mais de la neige dès 300 mètres.

Dans l'après-midi, de neige jusqu'en plaine. Le mercure voisin de 2 à 4 le matin, parfois jusqu'à l'après-midi.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Journée maussade en perspective. Seul le Poitou-Charentes retrouve quelques éclaircies l'après-midi. La limite pluie/neige se situe à 1000 mètres. Il fait de 6 à 10 du nord au sud.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Ciel nuageux en montagne et la limite pluie/neige descendra vers 200 à 400 mètres l'après-midi. Neige mêlée jusqu'en plaine. Les températures plus basses l'après-midi, de 1 à 4 degrés, que le matin.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur. - Le vent d'ouest au temps du Languedoc-Roussillon et littoral provençal et à la Corse. Ciel mitigé, avec éclaircies parfois belles mais avec un risque d'ondée. Il fait de 10 à 15.



LE CARNET DU VOYAGEUR

SUISSE. Les Chemins de fer fédéraux (CFF) introduisent de façon définitive les trains silencieux, la tranquillité doit être assurée, qu'ils expérimentent depuis le 1er septembre 1998. Les voitures-silence sont munies du signe « Pssst » ont mis en place des grandes lignes où les téléphones portables, jeux électroniques, baladeurs, ordinateurs portables et personnes bavardes sont interdits. Le respect des règles n'est pas facile et des passagers souhaitent davantage d'interventions de la part du personnel des trains.

ÉCOSSE. Les vols Paris-Edimbourg de British Regional Airlines, compagnie franchisée par British Airways, deviennent progressivement non-stop, sans escale, au rythme d'une fréquence sur trois le 22 février, de là totalité des fréquences le 15 mars. La durée du vol sera de 1 h 15.

PRÉVISIONS POUR LE 07 FÉVRIER 1999
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; N : neige.

FRANCE	TEMPÉRATURE	ÉTAT DU CIEL
PARIS	1/11	N
LYON	0/12	N
MARSEILLE	8/12	N
NANTES	5/11	N
STRASBOURG	2/11	N
TOULOUSE	1/10	N
MONTEPÉLIER	0/10	N
BOULOGNE	2/11	N
LA ROCHE-SUR-YON	1/10	N
ANGERS	1/10	N
REIMS	1/10	N
ORLÈANS	1/10	N
SAINT-ÉTIENNE	1/10	N
CLERMONT-FERRAND	1/10	N
DIJON	1/10	N
BELFORT	1/10	N
COLMAR	1/10	N
CHÂLONS	1/10	N
EVREUX	1/10	N
LEZ-TOURNAI	1/10	N
LA FÈRE	1/10	N
LA FÈRE	1/10	N
LA FÈRE	1/10	N

FRANCE	TEMPÉRATURE	ÉTAT DU CIEL
PARIS	1/11	N
LYON	0/12	N
MARSEILLE	8/12	N
NANTES	5/11	N
STRASBOURG	2/11	N
TOULOUSE	1/10	N
MONTEPÉLIER	0/10	N
BOULOGNE	2/11	N
LA ROCHE-SUR-YON	1/10	N
ANGERS	1/10	N
REIMS	1/10	N
ORLÈANS	1/10	N
SAINT-ÉTIENNE	1/10	N
CLERMONT-FERRAND	1/10	N
DIJON	1/10	N
BELFORT	1/10	N
COLMAR	1/10	N
CHÂLONS	1/10	N
EVREUX	1/10	N
LEZ-TOURNAI	1/10	N
LA FÈRE	1/10	N
LA FÈRE	1/10	N
LA FÈRE	1/10	N

FRANCE	TEMPÉRATURE	ÉTAT DU CIEL
PARIS	1/11	N
LYON	0/12	N
MARSEILLE	8/12	N
NANTES	5/11	N
STRASBOURG	2/11	N
TOULOUSE	1/10	N
MONTEPÉLIER	0/10	N
BOULOGNE	2/11	N
LA ROCHE-SUR-YON	1/10	N
ANGERS	1/10	N
REIMS	1/10	N
ORLÈANS	1/10	N
SAINT-ÉTIENNE	1/10	N
CLERMONT-FERRAND	1/10	N
DIJON	1/10	N
BELFORT	1/10	N
COLMAR	1/10	N
CHÂLONS	1/10	N
EVREUX	1/10	N
LEZ-TOURNAI	1/10	N
LA FÈRE	1/10	N
LA FÈRE	1/10	N
LA FÈRE	1/10	N

FRANCE	TEMPÉRATURE	ÉTAT DU CIEL
PARIS	1/11	N
LYON	0/12	N
MARSEILLE	8/12	N
NANTES	5/11	N
STRASBOURG	2/11	N
TOULOUSE	1/10	N
MONTEPÉLIER	0/10	N
BOULOGNE	2/11	N
LA ROCHE-SUR-YON	1/10	N
ANGERS	1/10	N
REIMS	1/10	N
ORLÈANS	1/10	N
SAINT-ÉTIENNE	1/10	N
CLERMONT-FERRAND	1/10	N
DIJON	1/10	N
BELFORT	1/10	N
COLMAR	1/10	N
CHÂLONS	1/10	N
EVREUX	1/10	N
LEZ-TOURNAI	1/10	N
LA FÈRE	1/10	N
LA FÈRE	1/10	N
LA FÈRE	1/10	N

FRANCE	TEMPÉRATURE	ÉTAT DU CIEL
PARIS	1/11	N
LYON	0/12	N
MARSEILLE	8/12	N
NANTES	5/11	N
STRASBOURG	2/11	N
TOULOUSE	1/10	N
MONTEPÉLIER	0/10	N
BOULOGNE	2/11	N
LA ROCHE-SUR-YON	1/10	N
ANGERS	1/10	N
REIMS	1/10	N
ORLÈANS	1/10	N
SAINT-ÉTIENNE	1/10	N
CLERMONT-FERRAND	1/10	N
DIJON	1/10	N
BELFORT	1/10	N
COLMAR	1/10	N
CHÂLONS	1/10	N
EVREUX	1/10	N
LEZ-TOURNAI	1/10	N
LA FÈRE	1/10	N
LA FÈRE	1/10	N
LA FÈRE	1/10	N

FRANCE	TEMPÉRATURE	ÉTAT DU CIEL
PARIS	1/11	N
LYON	0/12	N
MARSEILLE	8/12	N
NANTES	5/11	N
STRASBOURG	2/11	N
TOULOUSE	1/10	N
MONTEPÉLIER	0/10	N
BOULOGNE	2/11	N
LA ROCHE-SUR-YON	1/10	N
ANGERS	1/10	N
REIMS	1/10	N
ORLÈANS	1/10	N
SAINT-ÉTIENNE	1/10	N
CLERMONT-FERRAND	1/10	N
DIJON	1/10	N
BELFORT	1/10	N
COLMAR	1/10	N
CHÂLONS	1/10	N
EVREUX	1/10	N
LEZ-TOURNAI	1/10	N
LA FÈRE	1/10	N
LA FÈRE	1/10	N
LA FÈRE	1/10	N

PRATIQUE

AGÉE de 65 ans, elle a travaillé pendant 30 ans dans une entreprise de la région parisienne. Elle a enseigné les lettres françaises un peu partout dans le monde : Moyen-Orient, Israël, Sénégal, Espagne, États-Unis, Italie, notamment. Elle parle le français, l'anglais, l'espagnol et l'italien, mais regrette de ne pas maîtriser l'art de la découpe de la viande. « J'aurais dû faire un stage de boucherie avant mon départ pour le Kirghizistan, reconnaît-elle. Constanza-Papatzis. Quel travail pour être en France ? présenteable de la main informée, elle sur place à la coupe de hache, par des vendeurs qui entraînent un demi-bœuf du coffre de leur voiture. »

Perpignan, c'est charmant, mais vivre comme cela signifiait, pour moi, être morte. Elle a travaillé pendant 30 ans dans une entreprise de la région parisienne. Elle a enseigné les lettres françaises un peu partout dans le monde : Moyen-Orient, Israël, Sénégal, Espagne, États-Unis, Italie, notamment. Elle parle le français, l'anglais, l'espagnol et l'italien, mais regrette de ne pas maîtriser l'art de la découpe de la viande. « J'aurais dû faire un stage de boucherie avant mon départ pour le Kirghizistan, reconnaît-elle. Constanza-Papatzis. Quel travail pour être en France ? présenteable de la main informée, elle sur place à la coupe de hache, par des vendeurs qui entraînent un demi-bœuf du coffre de leur voiture. »

avec le pays en développement : les vétérans, heureux de pouvoir remplir, de façon déterminée, la création d'un métier d'emploi, affirme-t-on. L'AGIR, comme dans le mouvement Entente des générations pour l'emploi (EGEE), les techniques d'échanges et de coopération internationale (ECTI), trois organisations qui regroupent chacune environ trois

recourir au secteur marchand. « Directement ou non, nous contribuons, au contraire, de façon déterminante, à la création d'un métier d'emploi », affirme-t-on. L'AGIR, comme dans le mouvement Entente des générations pour l'emploi (EGEE), les techniques d'échanges et de coopération internationale (ECTI), trois organisations qui regroupent chacune environ trois

millie personnes. Ces hommes essentiellement, AGIR fait figure d'exception avec ses 20 % d'adhérents, ayant travaillé dans les secteurs de l'enseignement et de la santé. « C'est surtout une question de génération », estime Christine Escalot (EGEE) et Marie-Delphine L'Heveder (ECTI), ingénieurs retraités qui étaient déjà des francs-tireurs quand elles ont commencé, respectivement dans le groupe Schneider et l'Air liquide.

d'ailleurs pu s'en ouvrir au président de la République. « On part à la retraite de plus en plus tôt. Cela signifie une nouvelle opportunité pour une durée de vingt à vingt-cinq ans, c'est-à-dire une nouvelle vie », explique Michel Colat, ancien ministre et actuel président d'ECTI. Les termes de bénévolat « professionnalisés », cette deuxième retraite n'est pas toujours longue : on l'estime à huit-dix ans chez les experts, car les savoirs deviennent obsolètes. Le taux de rotation des membres de ces grandes associations est donc relativement élevé, leurs nouvelles recrues les plus jeunes : ainsi voit-on aujourd'hui arriver « les IBM » à cinquante-deux-cinquante-trois ans. Comme à cinquante ans, ils embrayent sur cette activité avec la même motivation : dans le monde de l'entreprise, on ne peut pas se permettre de perdre ses capacités, tout en rendant utile à la société. Et leurs talents, ces seniors les mettent en œuvre avec passion parce que, « c'est clair, on ne veut pas passer pour des bêtes », confie un expert.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 99033

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I											
II											
III											
IV											
V											
VI											
VII											
VIII											
IX											
X											

HORIZONTALEMENT
1. Il pourrait faire exploser tout moment. - II. Comme une soupe maison. Un petit chou à l'ail. - III. Peut exploser s'il est mal utilisé. - IV. Chevalier sur le retour. - V. Deux cantons en Charente-Maritime. Une épreuve qu'il faudra au clair. - VI. Souhaite trouver un terrain d'entente. Passer la main. - VII. Un parti des milliardaires. Dans la gamme. - VIII. Abuse ceux qui l'approchent. Bruit. - IX. Prise en connaissance. Flottent en fin de repas. - X. Ouverture sportive. Touchée mais pas jouée. - XI. Points de connexion au réseau. A côté de l'enchevêtrement.

VERTICALEMENT
1. Théâtralement compliqués. - 2. Tranche de. Pour faire un bon tour. - 3. Coup de chaud. Porte plumes ou écrit au porte-plume.

SOLUTION DU N° 99032
1. Sonatisme. - II. Opulent. Aulu. - III. Nul. Résister. - IV. Nuages. Ut. AG. - V. Amr. Ir. Ecu. - VI. Décaféinée. - VII. La. Mélomane. - VIII. Lire. Ipé. - IX. Egarés. Namur. - X. Rudimentaire.

VERTICALEMENT
1. Sonatisme. - 2. Opium. Aigu. - 3. Mulard. Rad. - 4. Al. Emeri. - 5. Ténace. Dm. - 6. Ines. Alise. - 7. Ste. IFOR. - 8. Durement. - 9. Tait. Ia. Aa. - 10. IUT. Ennemis. - 11. Oléacée. Ur. - 12. Nargue. Ir.

HORIZONTALEMENT
1. Il pourrait faire exploser tout moment. - II. Comme une soupe maison. Un petit chou à l'ail. - III. Peut exploser s'il est mal utilisé. - IV. Chevalier sur le retour. - V. Deux cantons en Charente-Maritime. Une épreuve qu'il faudra au clair. - VI. Souhaite trouver un terrain d'entente. Passer la main. - VII. Un parti des milliardaires. Dans la gamme. - VIII. Abuse ceux qui l'approchent. Bruit. - IX. Prise en connaissance. Flottent en fin de repas. - X. Ouverture sportive. Touchée mais pas jouée. - XI. Points de connexion au réseau. A côté de l'enchevêtrement.

VERTICALEMENT
1. Théâtralement compliqués. - 2. Tranche de. Pour faire un bon tour. - 3. Coup de chaud. Porte plumes ou écrit au porte-plume.

SOLUTION DU N° 99032
1. Sonatisme. - II. Opulent. Aulu. - III. Nul. Résister. - IV. Nuages. Ut. AG. - V. Amr. Ir. Ecu. - VI. Décaféinée. - VII. La. Mélomane. - VIII. Lire. Ipé. - IX. Egarés. Namur. - X. Rudimentaire.

VERTICALEMENT
1. Sonatisme. - 2. Opium. Aigu. - 3. Mulard. Rad. - 4. Al. Emeri. - 5. Ténace. Dm. - 6. Ines. Alise. - 7. Ste. IFOR. - 8. Durement. - 9. Tait. Ia. Aa. - 10. IUT. Ennemis. - 11. Oléacée. Ur. - 12. Nargue. Ir.

SOLUTION DU N° 99032
1. Sonatisme. - II. Opulent. Aulu. - III. Nul. Résister. - IV. Nuages. Ut. AG. - V. Amr. Ir. Ecu. - VI. Décaféinée. - VII. La. Mélomane. - VIII. Lire. Ipé. - IX. Egarés. Namur. - X. Rudimentaire.

VERTICALEMENT
1. Sonatisme. - 2. Opium. Aigu. - 3. Mulard. Rad. - 4. Al. Emeri. - 5. Ténace. Dm. - 6. Ines. Alise. - 7. Ste. IFOR. - 8. Durement. - 9. Tait. Ia. Aa. - 10. IUT. Ennemis. - 11. Oléacée. Ur. - 12. Nargue. Ir.

ÉCHECS

TOURNOI INTERNATIONAL
(Wijk aan Zee, 1999)
Blancs : G. Kasparov.
Noirs : M. Topalov.
Défense Pirc.

1. e4 e5 2. f3 f6 3. d4 d5 4. c3 c6 5. g3 g6 6. f4 f5 7. g4 g5 8. f5 f6 9. g6 g7 10. f7 f8 11. e8 e9 12. d8 d9 13. c8 c9 14. b8 b9 15. a8 a9 16. h8 h9 17. g8 g9 18. f8 f9 19. e8 e9 20. d8 d9 21. c8 c9 22. b8 b9 23. a8 a9 24. h8 h9 25. g8 g9 26. f8 f9 27. e8 e9 28. d8 d9 29. c8 c9 30. b8 b9 31. a8 a9 32. h8 h9 33. g8 g9 34. f8 f9 35. e8 e9 36. d8 d9 37. c8 c9 38. b8 b9 39. a8 a9 40. h8 h9 41. g8 g9 42. f8 f9 43. e8 e9 44. d8 d9 45. c8 c9 46. b8 b9 47. a8 a9 48. h8 h9 49. g8 g9 50. f8 f9 51. e8 e9 52. d8 d9 53. c8 c9 54. b8 b9 55. a8 a9 56. h8 h9 57. g8 g9 58. f8 f9 59. e8 e9 60. d8 d9 61. c8 c9 62. b8 b9 63. a8 a9 64. h8 h9 65. g8 g9 66. f8 f9 67. e8 e9 68. d8 d9 69. c8 c9 70. b8 b9 71. a8 a9 72. h8 h9 73. g8 g9 74. f8 f9 75. e8 e9 76. d8 d9 77. c8 c9 78. b8 b9 79. a8 a9 80. h8 h9 81. g8 g9 82. f8 f9 83. e8 e9 84. d8 d9 85. c8 c9 86. b8 b9 87. a8 a9 88. h8 h9 89. g8 g9 90. f8 f9 91. e8 e9 92. d8 d9 93. c8 c9 94. b8 b9 95. a8 a9 96. h8 h9 97. g8 g9 98. f8 f9 99. e8 e9 100. d8 d9 101. c8 c9 102. b8 b9 103. a8 a9 104. h8 h9 105. g8 g9 106. f8 f9 107. e8 e9 108. d8 d9 109. c8 c9 110. b8 b9 111. a8 a9 112. h8 h9 113. g8 g9 114. f8 f9 115. e8 e9 116. d8 d9 117. c8 c9 118. b8 b9 119. a8 a9 120. h8 h9 121. g8 g9 122. f8 f9 123. e8 e9 124. d8 d9 125. c8 c9 126. b8 b9 127. a8 a9 128. h8 h9 129. g8 g9 130. f8 f9 131. e8 e9 132. d8 d9 133. c8 c9 134. b8 b9 135. a8 a9 136. h8 h9 137. g8 g9 138. f8 f9 139. e8 e9 140. d8 d9 141. c8 c9 142. b8 b9 143. a8 a9 144. h8 h9 145. g8 g9 146. f8 f9 147. e8 e9 148. d8 d9 149. c8 c9 150. b8 b9 151. a8 a9 152. h8 h9 153. g8 g9 154. f8 f9 155. e8 e9 156. d8 d9 157. c8 c9 158. b8 b9 159. a8 a9 160. h8 h9 161. g8 g9 162. f8 f9 163. e8 e9 164. d8 d9 165. c8 c9 166. b8 b9 167. a8 a9 168. h8 h9 169. g8 g9 170. f8 f9 171. e8 e9 172. d8 d9 173. c8 c9 174. b8 b9 175. a8 a9 176. h8 h9 177. g8 g9 178. f8 f9 179. e8 e9 180. d8 d9 181. c8 c9 182. b8 b9 183. a8 a9 184. h8 h9 185. g8 g9 186. f8 f9 187. e8 e9 188. d8 d9 189. c8 c9 190. b8 b9 191. a8 a9 192. h8 h9 193. g8 g9 194. f8 f9 195. e8 e9 196. d8 d9 197. c8 c9 198. b8 b9 199. a8 a9 200. h8 h9 201. g8 g9 202. f8 f9 203. e8 e9 204. d8 d9 205. c8 c9 206. b8 b9 207. a8 a9 208. h8 h9 209. g8 g9 210. f8 f9 211. e8 e9 212. d8 d9 213. c8 c9 214. b8 b9 215. a8 a9 216. h8 h9 217. g8 g9 218. f8 f9 219. e8 e9 220. d8 d9 221. c8 c9 222. b8 b9 223. a8 a9 224. h8 h9 225. g8 g9 226. f8 f9 227. e8 e9 228. d8 d9 229. c8 c9 230. b8 b9 231. a8 a9 232. h8 h9 233. g8 g9 234. f8 f9 235. e8 e9 236. d8 d9 237. c8 c9 238. b8 b9 239. a8 a9 240. h8 h9 241. g8 g9 242. f8 f9 243. e8 e9 244. d8 d9 245. c8 c9 246. b8 b9 247. a8 a9 248. h8 h9 249. g8 g9 250. f8 f9 251. e8 e9 252. d8 d9 253. c8 c9 254. b8 b9 255. a8 a9 256. h8 h9 257. g8 g9 258. f8 f9 259. e8 e9 260. d8 d9 261. c8 c9 262. b8 b9 263. a8 a9 264. h8 h9 265. g8 g9 266. f8 f9 267. e8 e9 268. d8 d9 269. c8 c9 270. b8 b9 271. a8 a9 272. h8 h9 273. g8 g9 274. f8 f9 275. e8 e9 276. d8 d9 277. c8 c9 278. b8 b9 279. a8 a9 280. h8 h9 281. g8 g9 282. f8 f9 283. e8 e9 284. d8 d9 285. c8 c9 286. b8 b9 287. a8 a9 288. h8 h9 289. g8 g9 290. f8 f9 291. e8 e9 292. d8 d9 293. c8 c9 294. b8 b9 295. a8 a9 296. h8 h9 297. g8 g9 298. f8 f9 299. e8 e9 300. d8 d9 301. c8 c9 302. b8 b9 303. a8 a9 304. h8 h9 305. g8 g9 306. f8 f9 307. e8 e9 308. d8 d9 309. c8 c9 310. b8 b9 311. a8 a9 312. h8 h9 313. g8 g9 314. f

is à privatiser
ustries d'armement

l'Erythrée **offensive militaire**

meurs d'Etat d avec le FMI

ue du Sud

Avec Catherine Deneuve, John Malkovich, Vincent Perez et Pascal Greggory, à la recherche du « Temps retrouvé »

« Je fais ce film pour Raul Ruiz parce qu'il est un grand cinéaste. Sa mise en scène est une incroyable chorégraphie où tous les éléments, personnages, lieux et histoires semblent en permanence bouger les uns par rapport aux autres. Et Odette de Crécy est un personnage mythique. Mais Le Temps retrouvé est surtout une histoire d'hommes ».

ny sous le nom de « grands films en costume » et de « personnages littéraires de premier plan. John Malkovich - lui fut Valmont dans *Les Liaisons dangereuses*, réalisé par Frères - s'est donné pour défi de succéder à Alain Delon (le meilleur souvent du Swann de Schlöndorff) sous l'apparence de Charlus en jouant le rôle en français. « C'est du travail, beaucoup de travail. J'adore le mélange d'exigence, sophistiqué et de naturel des grands tirades de mon personnage : on dirait des rivières, des cascades ! Mes amis français m'ont dit, Gérard (Depardieu, qui avait été pressenti pour le rôle) le premier. Bien sûr, si ça que je fais n'est pas parfait, on me doublera ».



Marcello Mazzarella et Pascal Greggory lors du tournage du « Temps Retrouvé » de Raul Ruiz.

Pour cette « histoire d'hommes », qui revisite toute l'époque couverte par la Recherche et comporte plusieurs scènes de la première guerre mondiale, la distribution féminine n'est pas moins prestigieuse. Alina Basan, interprétée par Chiara Mastroianni, M^{lle} Verdun p par Marie-France Pisier, Océane de Guernantes par Edith Scob, Rachel par Elsa Zylberstein et Cécile par Mathilde Selgner. Toutes errent en grande tenue depuis le 16 novembre (et jusqu'au 10 février, date prévue de la fin de ce tournage écheur) de château en château dans la région parisienne. Aux frais de Paolo Branco, producteur corsaire par qui beaucoup de ce que le cinéma européen a fait de plus beau depuis quinze ans existe.

Vêtus de redingotes, d'uniformes ou de robes de soirée, mais le visage et les cheveux enduits d'un blanc de marbre, ils

sont autant de figures d'un songe. Le cinéaste dit avoir pensé à réaliser le film comme Hitchcock avait tourné *La Corde* : en donnant le sentiment d'un unique plan-séquence. Il revendique les sources à la *mode* des trucs classiques : *"Le Mystère est contemporain de Méliès"* — et est intarissable sur la sonate de Vinteuil dont il a fait composer une version mêlant les influences de Maurice Ravel, de César Franck et de Gabriel Fauré : *"La musique m'importe autant que le cinéma. Je suis un compositeur frustré, plus précis comme musicien que comme réalisateur"* — murmure-t-il.

Jean-Michel Frodon

Les accents blues de Michelle White, en tournée en France

Pour son premier enregistrement, Michelle White aurait pu empiéter les reprises de ses héros : ses parents Leann et Tony Joe, en premier lieu ; JJ Cale, Mark Knopfler, Lyle Lovett ou John Hiatt.

De son père, l'un des auteurs-compositeurs et guitaristes les plus respectés, auteur de dizaines de standards du genre comme *Poli-Salad Armée*, *A Ratny Night in Georgia* ou *I've Got a Thing about You Baby*, Michelle White a hérité le goût du travail à la maison, sur du matériel simple, avec des instruments et des micros « un peu anciens, *quod* ont une texture, une histoire... Il y a bien une section de cuivres, quelques choristes, mais l'ensemble n'est pas calibré pour toucher presque à coup sûr le haut des classements.

Michelle White veut être considérée comme un auteur-compositeur et pas seulement comme la « fille de... ». « C'est positif parce que tu avances plus vite. Les contacts sont plus simples. Mais il y a toujours une suspicion sur la transmission du talent. Je connais bien Jakob Dylan, le fils de Bob Dylan. Vous imaginez sa situation, et celle des enfants de John Lennon ! On pourrait faire un grand orchestre tous ensemble... »



Concerts

● **Formation.** Le groupe de la chanteuse **Michelle White** sera composé de Keith Wayne Johnson à la guitare électrique, Josef Kar Zimmerman à la guitare acoustique, Antonio Lorenzo Ruiz à la basse et Kevin Austin à la batterie. Une section de cuivres et Tony Joe White sont invités au concert parisien du *New Morning*.

● **Tournée.** La Luciole, à Alençon, le 6 février (tél. : 02-33-32-43-33) ; *New Morning*, à Paris, le 9 (tél. : 01-45-23-51-47) ; Disney Village, salle Billy Bob's Chessy / Mame-la-Vallée, le 12 (tél. : 01-60-90-20-20) ; Studios de Virecourt, à Benassy, le 13 (tél. : 05-49-54-21-00) ; Cr'Art, à Auch, le 18 (tél. : 05-62-60-28-28) ; Rockstore, à Montpellier, le 19 (tél. : 04-67-58-70-11).

L'ASPECT NOIR DE MEMPHIS

La trentaine, née à Victoria (Texas), Michelle White s'installe à Memphis (Tennessee) avec sa famille à l'âge de cinq ans. La maison est le lieu de passage de la crème des solistes de la région, Elvis Presley a une résidence pas très loin.

« C'est la ville où j'ai été élevée, mais en dehors du titre de l'album, il n'y a pas de chanson sur Memphis. En revanche, il y a un son typique avec le piano électrique Wurlitzer, l'orgue Hammond B3, les cuivres. C'est l'aspect noir de Memphis avec cette scène *rhythm'n'blues*. » Parallèlement à ce parti sensuel, proche du blues, souvent opposé à la blanche Nashville (Tennessee, capitale mondiale de la country), elle mise sur une économie d'effets qui lui permet d'interpréter ses chansons sans en rien changer sur scène.

Michelle White a connu l'ordinaire des petits clubs où des *coffee*

bier, J'accuse, je n'ai pas de regrets.
 Les Vies imaginaires, c'est moi, c'est
 celle des enfants de John Lennon !
 On pourrait faire un grand or-
 chestre tout ensemble...

A Los Angeles, elle a recréé le
 Sud de son enfance, dans une pe-
 tite maison à l'écart des artères les
 plus fréquentées de la cité. Là, elle
 maintient le contact avec ses
 frères, Fun plus âgé, qui élève du
 bétail, l'autre, plus jeune, qui
 « veut gagner beaucoup d'argent ».
 Ils pourraient bien être le sujet de
 futures chansons.

Pour ce qui est des reprises - elle
 est assez forte aujourd'hui pour
 les aborder sereinement -, si on lui
 souffle au hasard de chanter un
 jour *Can't Help Falling in Love*, du
 roi Elvis, on tombe pile sur Fun de
 ses classiques favoris.

Sylvain Sicler

★ 1 CD River Records-Columbia
 439587-2, distribué par Sony Music

MONSIEUR EDDY

Du rocker à l'acteur, tout Eddy...

20.40

A mort l'arbitre

Un film de Jean-Pierre Mocky, avec Michel Serrault, Eddy Mitchell, Carole Laure.

Après le film
deux documentaires intimistes et, en exclusivité,
des extraits des deux concerts donnés en juin
dernier au Petit Journal

© 2015 ASHES. ALL RIGHTS RESERVED. www.ashes.org

14 février :
S a n t e J e a n n e d e s a b o r t o i r s
de Bertolt Brecht, mise en scène
d'Alain Milanti.
Théâtre national, 8, l'Odéon, 1, place
d'Paul-Cludel, tel. : 01-44-41-35-36.
De 30 F à 170 F.
V i e d e M y r i a m C.
de François Bon, mise en scène de
Charles Tordjman.
Théâtre national de la Colline, 15, rue
Malte-Brun, 20^e. Tél. : 01-44-62-52-52.
De 53 F à 160 F.
La Ruine en Egypte
de Bruno Bayen, mise en scène de l'auteur.
Théâtre, 41, avenue des Grésillons,
92 Gennevilliers. Tél. : 01-41-32-26-26.
De 80 F à 140 F.

FILMS DE LA SOIRÉE

17.35 L'homme qui tua Liberty Valance ■■■ John Ford (États-Unis, 1962, N, 115 min.) Cinétoile	23.00 A cause d'un assassinat ■■■ Alan J. Pakula (États-Unis, 1974, 100 min.) Cinétoile	0.40 Histoires extraordinaires ■■■ Roger Vadim, Louis Malle et Federico Fellini (1967, 120 min.) Cinétoile
23.00 Ultimatum ■■■ John et Roy Boulting (EU, 1950, N, 100 min.) Ciné Classics	0.40 La Peur ■■■ Roberto Rossellini (Allemagne - Italie, 1954, N, 75 min.) Ciné Classics	4.05 Le Meilleur ■■■ Barry Levinson (États-Unis, 1984, N, 120 min.) Cinétoile

GUIDE TÉLÉVISION

DEBATS

17.10 Le Monde des idées.
Le procès du sang. Avec Pierre Nora et Jean-Claude Carrière.

MAGAZINES

18.15 La Marche du siècle.
Faut-il interdire les armes à feu ?

19.00 TV. Histoire parallèle.
Semaine du 6/24.

20.05 Magazine d'actualité.
La Vieillesse et la politique.

21.05 Thalassa.
La Baie des survivants.

21.35 Métropolis. Aimée et Jaguar.
Festival de cinéma de Sarrebruck. Les Comtes d'Hoffmann : controverse.

22.15 Envoyé spécial.
L'imposant. Main basse sur les Jeux.

22.55 T'as pas une idée ?
Invité : Francis Veber.

23.10 Union libre. La Saint-Valentin.
Invité : Pierre Palmade.

0.40 Séductions. Cycle dans :
La Planète Découverte.

DOCUMENTAIRES

20.10 Hôtel Caribbes (78).
France 3

20.20 Andrew Carnegie.
Odyssée

20.35 Vikram Seth.
Planète

20.45 L'Aventure humaine.
A l'école des climats.

21.15 Nagasaki.
Odyssée

21.45 Au royaume des fourmis.
TMC

21.55 Jazz Collection. (10/12).
Compt. Basile 1904-1984.

22.00 Les Meilleurs Moments des JO.
(6/10). Célébration.

TÉLÉFILMS

20.55 Les Ritals.
Marcel Blouin (1 et 2).

22.30 Le BK en herbe.
Serge Meynard.

22.35 Hollywood Night.
Un gracie-d'été en cage.

23.00 Changement à Washington.
Steven Spielberg.

23.30 Un homme prêt à tuer.
Paul Leder.

SÉRIES

20.40 New York Undercover.
Sans pitié. La taupe.

20.50 Le Canard. Les menaces.
M 6

20.50 Le Canard. Le nouveau.
Ciné Cinéma

20.55 Anne Le Guen.
Un poids lourd sur la conscience.

21.00 Cop Rock.
Happy Muller's Day.

21.05 The Sentinel.
Au cœur de l'enfer.

21.45 Derrick. Passage dangereux.
RTL 9

22.13 High Incident. Commande.
115 min.

22.20 The Practice.
Épisode pilote (N°1).

22.35 Spectromania.
Voyage astral.

22.40 Buffy contre les vampires.
Un charme dérangeant.

23.55 L'hostie.
Venezia, la petite dormeuse.

23.55 Star Trek. Deep Space Nine.
Avec des si.

0.05 Le Visiteur.
L'homme venu d'ailleurs.

SPORTS EN DIRECT

19.00 St. Champlonnats du monde.
France 2 - Eurosport

20.25 Basket-ball.
Pro A : Nancy - Cholet.

22.30 Golf.
PGA américaine.

MUSIQUE

19.35 Symphonie n° 8.
en do mineur, de Bruckner.

20.00 La Folle Journée de Nantes.
Œuvres de Chaumont, Bizet, Ravel, Debussy.

21.00 Zerkow.
El Barbaresco de Lavapies.

22.45 Jesse Norman.
Chans sacrés, negro spirituels et chants de Noël.

23.50 Black Sessions.
Belle et Sebastian.

NOTRE CHOIX

22.55 Planète

Images inconnues :

la guerre du Vietnam

Pour cette série documentaire en trois volets - *Le Secret de la guerre*, *Le Secret des armes*, *Le Secret des hommes* -, Daniel Costelle et Isabelle Clarke ont puisé dans les 20 000 bobines de rushes sur l'engagement des États-Unis dans l'Indochine, couvertes par le secret militaire ou censurées pour leur violence, qui ont fini par sortir des cinémathèques de l'armée américaine. Témoignages crus, documents jamais vus, la parole est ici à l'image. Bédasses escouffées à l'entraînement, officiers de la guerre psychologique s'enivrant d'alcool de riz avec les montagnards des hauts plateaux, essais d'hélicoptères bourdonnant au ras des palétouiers, champignons de napalm boursouflant la jungle. C'est ramant sous le feu vietnamien, cadavres aux plâtres béants, maquisards accablés par l'attente de l'« interrogatoire », baignades enjoulées sur les plages des centres de repos... Les cinéastes de l'armée avaient tout filmé, infatigablement et sans état d'âme. La valeur documentaire de ces trois épisodes n'est pas contestable. On s'interroge pourtant sur la pertinence de l'opération éditoriale retenue par les auteurs, à savoir un document conçu autour de ces seules images inédites. Mais il y a plus embarrassant : l'incapacité des auteurs à admettre que la réalité restituée se suffit à elle-même et qu'elle n'a nul compte à rendre à la fiction. Pourquoi multiplier les allusions au cinéma, comme s'il était fondateur en matière d'historiographie sur la guerre du Vietnam. Et que l'Histoire devait demander son quinquès à Hollywood avant de se donner à voir... — F. B.

★ Rediffusion : dimanche 7, 18.55.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

19.05 Melrose Place.
19.50 Bloc modes.

20.00 Journal, Météo.
20.50 Columbo. Couronne mortuaire.

22.35 Hollywood Night.
Un gracie-d'été en cage.

0.10 Formale foot.
0.45 TF 1 nuit, Météo.

FRANCE 2

19.50 1 000 enfants vers l'an 2000.
20.00 Journal, Météo.

20.55 Devote : Maitre à rire.
23.10 Union libre. La Saint-Valentin.

0.40 Journal, Météo.
1.05 Troisième mi-temps.

1.55 Bouillon de culture.
Il débute, découvrez-le.

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.

18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.10 Hôtel Caribbes (78).

20.35 Tout le sport.
20.55 Anne Le Guen.

21.00 Cop Rock.
Happy Muller's Day.

21.05 The Sentinel.
Au cœur de l'enfer.

21.45 Derrick. Passage dangereux.
RTL 9

22.13 High Incident. Commande.
115 min.

22.20 The Practice.
Épisode pilote (N°1).

22.35 Spectromania.
Voyage astral.

22.40 Buffy contre les vampires.
Un charme dérangeant.

23.55 L'hostie.
Venezia, la petite dormeuse.

23.55 Star Trek. Deep Space Nine.
Avec des si.

0.05 Le Visiteur.
L'homme venu d'ailleurs.

0.10 La Nymphomane impériale.
Film. Luc Dardano.

En clair jusqu'à 20.35
19.00 T.V. +.

20.00 Jean-Luc et Palpassa.
20.05 Les Simpson.

20.30 Le Journal du cinéma.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

20.35 Samedi comédie.
20.35 Samedi comédie.

ARTE

19.00 Histoire parallèle.
Semaine du 6 février 1949 - 1949 :

19.45 Météo, Arte Info.
20.05 La Dessons des cartes (3/2).

20.15 John Cleese, le dernier
des Sherlock Holmes (1/2).

20.45 L'Aventure humaine.
A l'école des climats.

21.35 Métropolis.
22.35 Spectromania (1/6). Voyage astral.

23.25 Music Planet. Nick Cave.
Straight to You.

0.25 Topkapi II.
Film. Jules Dassin.

M 6

19.05 Turbo.
19.45 Warning.

19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Plus vite que la musique.

20.40 Ciné 6.
20.50 La Trilogie du samedi.

20.51 Le Caméleon. Mensonges.
21.45 The Sentinel. Au cœur de l'enfer.

22.40 Buffy contre les vampires.
Un charme dérangeant.

23.30 Un homme prêt à tuer.
Téléfilm. Paul Leder.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.00 Nouveau répertoire dramatique.
22.35 Opus. Croisière sur la péniche Opéra.

0.05 Le Gal Savoir. Philippe Wallon.

FRANCE-MUSIQUE

19.30 Concert.
Par l'Orchestre national du Capitole

de Toulouse, dir. Michel Plasson.
Œuvres de Ravel, Saint-Saëns.

21.30 Par l'Orchestre national de
Bordeaux-Aquitaine, dir. Yutaka Sado :

Œuvres de Liszt, Chausson, Ravel.
22.45 Par l'Orchestre royal du

Danemark, dir. Michael Schönwandt.
Œuvres de Berlioz, Debussy.

23.30 Œuvres de Ravel, Bizet, Chausson.

RADIO-CLASSIQUE

20.00 Les Soirées. L'arrivée de Mozart

à Vienne. Œuvres de Gluck, Mozart,
Pallavicini, Clementi, Haydn.

22.00 Da Capo. Hans Knappertsbusch.
Œuvres de Nicolai, Wagner,

Beethoven, Bruckner.

NOTRE CHOIX

23.20 France 2

Premiers émois

Les enfants, l'amour, la mort, le mensonge...

QU'EST-CE qui trotte dans la tête des enfants d'aujourd'hui comme félicité, Clara, Augustin ou Louis ? *Quand on a sept ou huit ans, on aime jouer et se déguiser. On fait de gros mensonges et d'horribles cauchemars. On s'adresse à tout »,* explique d'emblée Michèle Reiser, qui donne la parole à onze enfants (CP et CE 1) d'une école élémentaire parisiennne. Elle les a filmés évoluant librement dans leurs jeux, puis réagissant, seuls dans l'intimité de leur chambre ou en groupe, à quelques thématiques fondamentales, sources des « premiers émois » évoqués dans le titre du documentaire : l'amour, la mort, l'école, les parents, la peur et les cauchemars, les bêtises, la violence, le mensonge...

Un travail délicat car les glosements, les rires un peu bêtes, les « non, toi d'abord ! », les minauderies, les vantardises, les fausses pudeurs, les vrais secrets réduisent certaines réponses à leur plus simple expression, sans pour autant tomber dans la menterie. Les filles « embêtent tout le temps les garçons », pour qui « l'amour, c'est nul ». Les filles trouvent les garçons « un peu toc-toc ». L'amour de leur vie ? C'est encore papa ou maman, qu'on emmènerait volontiers sur une île déserte « parce qu'ils donnent l'argent de poche », explique un petit garçon. Se souviennent-ils d'une grosse bêtise ? « Comme tuer ses parents ? », interroge candidement une fillette rousse aux airs de petite fille modeste. Roman, un petit gars calme, dit placidement : « Quand je serai en mauvaise santé, je me suiciderai. J'aimerais pas vivre toute la vie parce qu'après j'aurais mal partout ».

Ces mots d'enfants sont éclairés par Marcel Rufo, chef du service de pédiopsychiatrie à l'hôpital Sainte-Marguerite de Marseille. Le mensonge, rassure-t-il les parents, est un « signe merveilleux de développement » parce qu'il témoigne d'une pensée autonome. La mort interroge à cet âge, comme l'amour. « Ils sont liés dans la connaissance. Comme si l'amour venait compenser la crainte naturelle de l'enfant qui a compris qu'il allait disparaître ».

Pascale Kremer

FILMS DU JOUR

19.30 Perceval le Gallois ■■■ E. Rohmer (1978, 135 min.) Cinétoile	21.40 Les Passagers de la nuit ■■■ Dimitri Donskoï (États-Unis, 1947, N, 110 min.) Ciné Classics	23.05 Tout feu tout flamme ■■■ Jean-Paul Rappeneau (France, 1991, 115 min.) TF 1
20.30 La Charge victorieuse ■■■ John Huston (États-Unis, 1951, N, 100 min.) Ciné Classics	21.45 La Main du diable ■■■ Maurice Tourneur (France, 1942, N, 80 min.) Cinétoile	23.55 Total Recall ■■■ Paul Verhoeven (États-Unis, 1990, N, 115 min.) Ciné Cinéma
20.35 Le Roi de guerre ■■■ Dino Ris (France - Italie, 1985, 110 min.) Ciné Cinéma	22.20 Silverado ■■■ Lawrence Kasdan (États-Unis, 1985, 130 min.) Cinéma 1	0.10 La Vie d'Emile Zola ■■■ William (États-Unis, 1997, N, 115 min.) France 3

Hocine Aït Ahmed pour la présence en Algérie d'observateurs lors de la présidentielle

Le candidat du Front des forces socialistes demande l'aide de la France

« CETTE FOIS, c'est différent. En 1995, avec Liamine Zeroul comme candidat, on savait que les jeux étaient faits. Aujourd'hui, pour la première fois, une alternative existe. Le pouvoir en quête de légitimité est bien obligé de constater que les scrutins précédents mis en scène par lui n'ont rien réglé du tout. La voix enrouée après un discours de deux heures devant près de 10 000 personnes (selon l'AFP) réunies vendredi 5 février dans une salle du centre d'Alger, Hocine Aït Ahmed, soixante-douze ans, candidat officiel du Front des forces socialistes (FFS) à l'élection présidentielle d'avril, a la conviction qu'un changement est enfin possible.

Au discours sécuritaire, le seul tenu ces dernières années par le pouvoir, on peut en substituer un autre privilégiant « la paix et la sécurité ». « Je vais mettre l'accent sur la paix et la démocratie au cours de ma campagne électorale. Il faut arrêter ces années de carnage et cette logique sécuritaire. Il y en a marre de la mort », résume, dans un entretien téléphonique au Monde, celui qui reste l'un des derniers « chefs historiques » de la guerre d'indépendance.

L'armée, explique-t-il, est la seule « institution détachée du pouvoir réel dans ce pays. Le reste n'est que couverture. Nous ne sommes pas contre l'armée, elle doit

« Pour la première fois, une alternative existe »

Plusieurs candidats officiels ou officieux à la présidentielle assistaient au congrès du FFS qui a désigné vendredi son candidat. Parmi eux, Taleb Ibrahim, Mouloud Hamrouche, l'islamiste modéré Mahfoud Nahnah... « Il y a une multiplicité de candidatures et c'est tant mieux. Nous ne défendons pas les mêmes options. Ce n'est pas un pool de candidats. Ce qui les réunit, c'est d'avoir signé une plateforme commune appelant à un scrutin transparent. Abdelaziz

Bouteflika « peut signer le document s'il le souhaite », lance Aït Ahmed. Avec M. Bouteflika, présenté par certains à Alger comme le candidat de l'armée, Hocine Aït Ahmed souhaite entretenir des rapports « normaux ». « Le parrainage de certains militaires (allusion à l'appui des généraux Nezzar et Belkheir) lui a fait plus de mal que de bien », observe-t-il.

Pour garantir un scrutin honnête, Aït Ahmed préconise la présence d'observateurs « nationaux et internationaux ». « Le pays est vaste et il faut réviser les listes électorales : quelque 3,5 millions d'électeurs ont été ajoutés du jour au lendemain pour les présidentielles de 1995. Les noms n'ont pas été rayés depuis. Un rapport parlementaire confidentiel a recensé trente-sept types de fraude à l'occasion des élections locales. La fraude, c'est le seul domaine technologique où l'Algérie est en pointe », observe le candidat du FFS. Seule parade, selon lui, « la venue la plus rapidement possible de milliers d'observateurs internationaux ».

L'important, ajoute-t-il, « c'est qu'on ait des observateurs de pays démocrates et non un festival arabo-africain avec des personnes qui auraient décidé par avance que les élections sont transparentes. On compte sur le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, pour

coordonner ce travail en liaison avec les ONG ».

Hocine Aït Ahmed mise tout autant sur les pays européens et, en particulier, sur la France. « La communauté internationale, dit-il, ne peut plus accepter des élections comme auparavant. J'en appelle aux partenaires de l'Algérie, à la France, car c'est en partie à cause de leur laissez-faire qu'il y a eu truchage lors des scrutins précédents ».

Que se passera-t-il si le pouvoir constate que le résultat des élections risque de lui échapper ? Celui que ses adversaires surnomment « l'homme du lac Lemane » (allusion à l'exil volontaire en Suisse d'Aït Ahmed) redoute moins une annulation brutale du scrutin qu'une « provocation » sanglante qui dégénérerait. L'assassinat, le 25 juin 1998, dans des conditions obscures, du chanteur kabyle Lounès Matoub est un scénario qui hante l'opposant de toujours au régime en place. « Il ne faut pas donner à l'armée de prétexte pour intervenir », souligne Aït Ahmed. Les autorités « pas simplement en Algérie, en France également - doivent appeler à la sagesse, à la prudence. Il faut réhabiliter la politique. Il faut que la compétition soit entre des gens civilisés, qui se respectent mutuellement », conclut Aït Ahmed.

Jean-Pierre Tuquoy

Attentats de 1995 : fin d'une partie de l'instruction

24 prévenus renvoyés en correctionnelle

VINGT-QUATRE PERSONNES considérées comme proches des milieux islamistes algériens et suspectées d'avoir participé aux attentats commis en France en 1995 ont été renvoyées devant le tribunal correctionnel de Paris par le juge d'instruction Laurence Le Vert pour « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste ». Parallèlement à ce volet correctionnel, chaque dossier d'attentat devrait ensuite faire l'objet de procès distincts devant la cour d'assises spéciale de Paris, pour les faits criminels proprement dits.

Entre le 25 juillet et le 17 octobre 1995, huit attentats ou tentatives d'attentat ont été commis sur le territoire français, tous imputés au Groupe islamique armé (GIA). Au total, huit personnes ont été tuées et plus de cent trente blessées. Deux de ces attentats avaient visé les stations du RER Saint-Michel (huit morts, quatre-vingt-quatre blessés) et Musée-d'Orsay (trente blessés). Les enquêteurs estiment avoir identifié la quasi-totalité des acteurs de ces opérations lancées, depuis l'Algérie, par l'émir du GIA, Djamel Zitouni, décédé en 1996.

L'un des responsables de l'organisation mise en place à cette occasion en France était Ali

Touchent, dit « Tarek », mais il ne comparait pas devant la justice française. Selon les autorités algériennes, Ali Touchent aurait en effet été tué, le 23 mai 1997, dans un hôtel d'Alger. Parmi les vingt-quatre personnes mises en cause par le juge, figure en revanche Boualem Bensaid, alias « Mehdi », envoyé spécial du GIA en France pour diriger la campagne d'attentats.

Boualem Bensaid, arrêté en novembre 1995, est suspecté d'avoir mis en place trois « équipes » opérationnelles distinctes, à Lille, Chasse-sur-Rhône et Vaulx-en-Velin. Ce dernier groupe était dirigé par le jeune Algérien Khaled Kelkal, impliqué dans plusieurs attentats, et tué par la gendarmerie le 29 septembre 1995 dans les environs de Lyon. Le principal complice de Kelkal, Karim Koussa, figurera parmi les prévenus.

Enfin, Rachid Ramda, alias « Abou Farès », considéré comme le financier et l'un des donneurs d'ordres de cette campagne d'attentats, devrait être jugé par défaut. A l'époque des faits, Rachid Ramda était installé à Londres. Il est détenu en Grande-Bretagne depuis le 4 novembre 1995 mais la France n'a toujours pas obtenu son extradition.

Philippe Broussard

Deux importateurs de chevaux bordelais mis en examen après l'épidémie de trichinose

BORDEAUX

Les deux responsables d'une société bordelaise spécialisée dans l'importation et l'abattage de chevaux, Harliordouquy, ont été mis en examen et écroués, jeudi 4 février, pour escroquerie, fausse facturation, faux et tromperie. L'entreprise achetait des animaux vivants - essentiellement en Italie, en ex-Yougoslavie et en Pologne - avant de les envoyer dans des abattoirs français, notamment à Pézenas (Hérault) et à Narbonne (Aude). Par le truchement d'une double comptabilité, une partie de cette viande était revendue avec de fausses factures aux bouchers du grand Sud-Ouest. Cette société de viande en gros a également importé des carcasses d'Italie provenant de Pologne, sans le contrôle des services vétérinaires français.

Harliordouquy était déjà surveillée par les services vétérinaires. Une enquête épidémiologique menée par le ministère de la santé avait prouvé le lien entre l'entreprise et l'épidémie de trichinose apparue en mars 1998 dans le sud de la France : une centaine de personnes vivant dans le Tarn-et-Garonne avaient été infectées par

cette infection parasitaire. Six mois plus tard, l'épidémie avait touché près de 500 personnes dans le Tarn et la Haute-Garonne (Le Monde du 8 décembre). Une enquête avait montré que deux chevaux malades en étaient à l'origine. Ces deux animaux, importés d'ex-Yougoslavie, appartenaient à l'entreprise bordelaise. « Depuis cette affaire, les mesures réglementaires françaises sont beaucoup plus sévères que les mesures de contrôle européennes », affirme Christophe Gibon, directeur des services vétérinaires de la Gironde.

L'enquête judiciaire devra déterminer comment ces animaux infectés ont pu passer sans difficultés le contrôle sanitaire, obligatoire dans chaque abattoir. Ce type de parasitose est pourtant très facile à déceler. L'hypothèse d'un circuit d'abattage clandestin n'est pas écartée. Dans ce cas, il aurait pu être alimenté par un trafic parallèle de chevaux, avec un risque sanitaire possible : la trachéite étant impossible et la commercialisation occulte, l'origine de la viande comme sa qualité seraient incontrôlables.

Claudia Courtols

Le maire de Montreuil supporte mal de voir une secte s'installer à sa porte

HASARD DE L'IMMOBILIER, goût de la provocation ou sentiment de n'avoir rien à se reprocher ? L'Eglise internationale du Christ, classée dans la catégorie à risque des mouvements « apocalyptiques » par le rapport parlementaire de 1999 sur les sectes, vient de s'implanter dans la ville de Montreuil. Le maire de la commune de Seine-Saint-Denis n'est autre que Jean-Pierre Brard, l'un des plus virulents pourfendeurs des mouvements sectaires. Ce député apparenté communiste, qui avait signé le rapport du 22 décembre 1995, est aujourd'hui rapporteur de la commission d'enquête parlementaire « sur la situation financière, patrimoniale et fiscale des sectes ».

« A la suite d'un appel du maire contre cette « secte dangereuse », diffusé par courrier dans les soixante mille boîtes aux lettres de la ville, trois cents Montreuillois se sont rassemblés à proximité des bureaux de l'église, vendredi 5 février, pour protester contre son ins-

tallation à deux pas du collège Marcellin-Berthelot, le groupe scolaire le plus important de la ville. « Créée aux Etats-Unis dans les années 70, l'Eglise internationale du Christ est qualifiée d'apocalyptique, comme l'Ordre du Temple solaire, dont nous avons encore en mémoire l'effroyable histoire semée de massacres à répétition qui ont causé la mort de soixante-quatorze personnes, dont plusieurs « étaient des adolescents », a expliqué le maire.

Il est vrai que les années 1999 et 2000 sont lourdes de menaces dans ce genre de mouvements, qui prônent des suicides collectifs à l'approche d'un cataclysme mondial jugé imminent. Cette fin de siècle comprend plusieurs dates interprétées par leurs adeptes comme des rendez-vous importants, au croisement de l'Apocalypse de saint Jean et de la doctrine hindouiste des cycles. Rien n'indique cependant que l'Eglise du Christ de Paris, filiale de la multinationale de Boston, en soit

arrivée à ces extrémités. Même si la police française s'est inquiétée, en 1995, de la découverte de tenues de protection dites NBC (nucléaire, bactériologique, chimique) dans ses anciens locaux de Voulangey, en Seine-et-Marne.

M. Brard a rendu compte des témoignages d'anciens adeptes de l'Eglise internationale du Christ. Dès son recrutement, chaque membre est pris en charge par un maître à penser. Appelé discipliner, celui-ci a autorité sur les décisions relatives à la vie intime de son protégé, du mariage à l'éducation des enfants. Les adeptes doivent reverser au minimum 10 % de leurs revenus mensuels à l'Eglise. De quoi payer les 380 000 francs de loyer annuel demandés pour les 600 mètres carrés de bureaux occupés à Montreuil. « Sous le couvert du salut des âmes, a prévenu le maire, ce qui intéresse les sectes, c'est l'argent, votre argent. »

Erich Inciyan

Les Etats-Unis ont créé 245 000 emplois en janvier

L'ANNÉE a bien commencé aux Etats-Unis, où 245 000 emplois ont été créés en janvier, selon les chiffres communiqués vendredi 5 février par le département du travail. Le taux de chômage s'est stabilisé à 4,3 %, faisant mentir tous ceux qui pensaient que la tourmente financière mondiale allait freiner l'expansion américaine, qui entre dans sa neuvième année. Pour les analystes, les statistiques publiées vendredi ne devraient avoir aucune incidence sur la politique monétaire américaine, car elles ne contiennent aucune accélération de l'inflation par les salaires. Le salaire horaire moyen n'a progressé en janvier que de 6 cents, à 13,04 dollars. Le président de la Réserve fédérale, Alan Greenspan, a d'ailleurs déclaré récemment au Congrès que le taux de l'emploi n'était pas, en soi, un élément orientant la politique monétaire.

Depuis le printemps 1991, quelque 19 millions d'emplois ont été créés aux Etats-Unis, mais l'inflation est restée faible. Les salaires réels sont récemment revenus à leurs niveaux d'avant la récession de 1990.

Un nouveau Salon d'art contemporain à Paris

UN NOUVEAU SALON D'ART CONTEMPORAIN intitulé « Art Paris, au carrousel du Louvre » se déroulera du 16 au 21 septembre dans les salles du Carrousel et réunira une soixantaine de galeries. Un lieu prestigieux et central, des dates proches de celles de la FIAC qui se tient chaque année à la porte de Versailles. Responsable de la foire d'art contemporain de Strasbourg, Alain Lemaître, à l'origine de ce projet, parle d'« émulation » et pas de « concurrence ». « Nous respectons la place de la FIAC, précise-t-il, mais Paris est un lieu où le marché de l'art fonctionne toute l'année, et pas seulement quinze jours à la rentrée. Il faut redonner aux gens l'envie d'entrer dans les galeries. La quasi-totalité des visiteurs de la FIAC (120 000 environ) sont dans l'incapacité d'acheter : soit c'est trop cher, soit c'est rendu intellectuellement inaccessible. » Alain Lemaître et ses amis veulent proposer un art autre. « Quelques grandes galeries sont intéressées, déçues de la FIAC ou inquiètes de sa localisation à la porte de Versailles. Mais nous voulons aussi montrer les artistes nouveaux venus qui, du fait de l'internationalisation du marché, n'ont plus de relais. »

Tirage du Monde daté samedi 6 février 1999 : 507 555 exemplaires.

GRAND JURY
RTL Le Monde

NICOLE
NOTAT

Débat animé par
OLIVIER MAZEROLLE

avec PATRICK JARREAU - LE MONDE
et PIERRE-LUC SÉGUILLON - LCI

DIMANCHE
18H30

SUR
RTL & LCI



Le guide du voyage en Amérique est paru (et il est gratuit)

AMÉRIQUE
USA - CANADA

Il comprend :

Tous les vols à prix réduits, exemples de prix au 10 janvier 1999 :

MONTREAL	1540 FF A/R
NEW-YORK	1540 FF A/R
LOS ANGELES	1980 FF A/R
SAN FRANCISCO	1980 FF A/R
MIAMI	1870 FF A/R
MEXICO	2960 FF A/R
VANCOUVER	2200 FF A/R
WASHINGTON	1540 FF A/R

- Les locations de voitures à partir de 735 FF HT par semaine en kilométrage illimité
- Les locations de camping-cars à partir de 240 FF HT
- Les locations de tout-terrain et de Harley Davidson
- de 1 000 hôtels et motels à partir de 305 FF TTC la chambre
- Les judges des parcs nationaux
- Les séjours en ranches
- Les expéditions et raftings
- Des renseignements pratiques

Envoi du guide contre 10 FF en timbres.
(1^{er} autre promotionnelle gratuite ; prix au 10/01/99 révisés)

BACKROADS 14, place Dentier-Rochereau - 75014 Paris
Tél. : 01 43 22 65 65 - Lc. 075860068



Internet. bulle sp

ELIE W